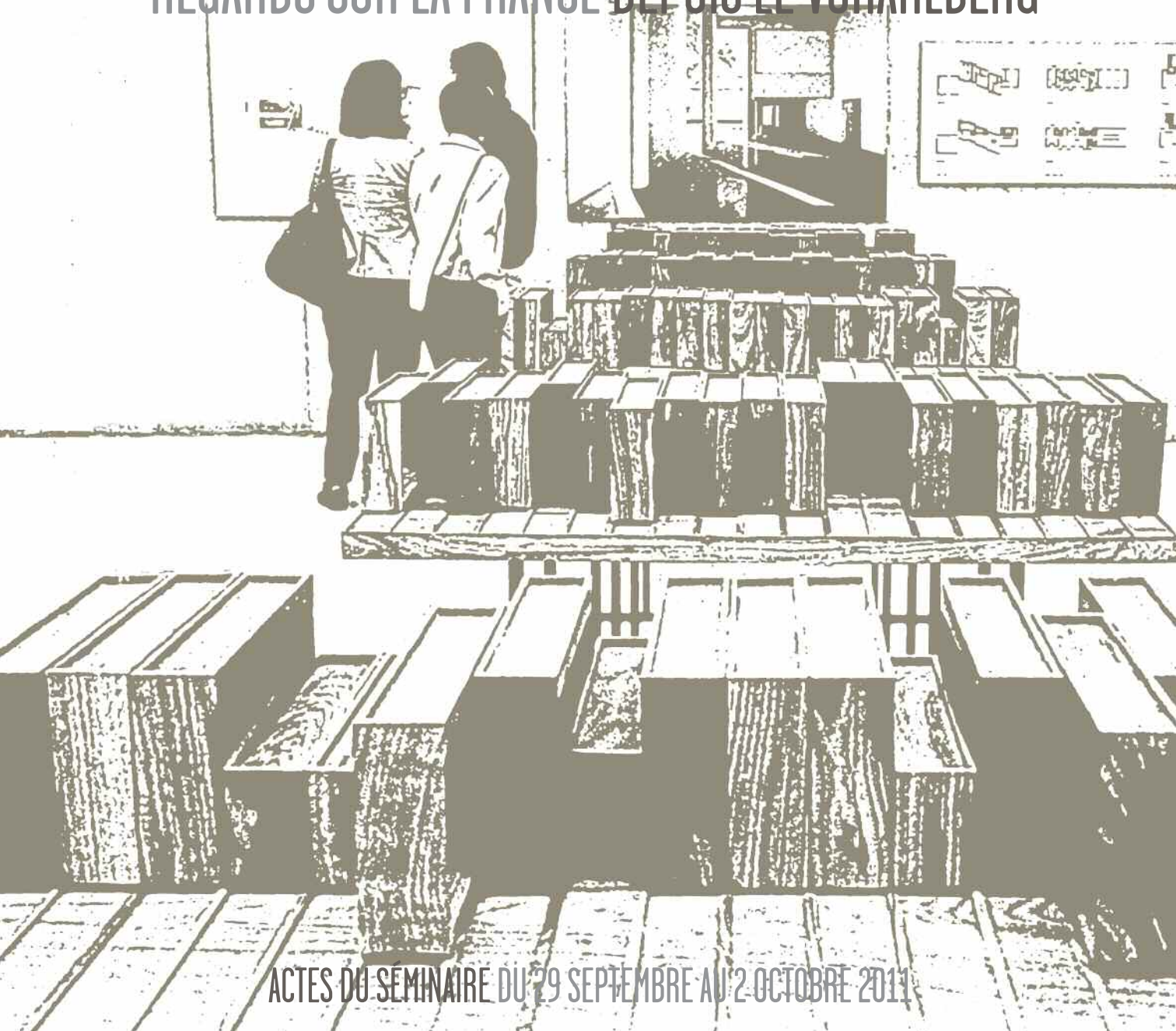


# VERS DES TERRITOIRES ÉCO-RESPONSABLES ? REGARDS SUR LA FRANCE DEPUIS LE VORARLBERG





Chapelle en bois, posée sur un socle de pierre sur les hauteurs de Andelsbuch, signée cukrowicz.nachbaur. Irène et Léo Feuerstein ont fait construire ce petit bâtiment poétique aux lignes épurées près de leur auberge d'alpage. Clients et architectes ont participé à sa construction, ramassant des pierres sur la prairie pour le socle et assemblant les madriers profilés de 10 x 20 centimètres qui forment murs et toiture.

# VERS DES TERRITOIRES ÉCO-RESPONSABLES ? REGARDS SUR LA FRANCE DEPUIS LE VORARLBERG





Cet ouvrage "Vers des territoires éco-responsable ? Regards sur la France depuis le Vorarlberg", est le dix-septième de la publication "Conseil", consacré au séminaire dans le Vorarlberg qui s'est déroulé les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2011 dans les salles du Martinspark Hôtel à Dornbirn. Il intervient dans la continuité de "Regards sur les territoires" publication consacrée au précédent séminaire du Havre en 2010 et seizième opus de cette série restituant la teneur des séminaires annuels des architectes-conseils de L'Etat.

Il est publié à l'initiative du corps des architectes-conseils de L'Etat, avec le concours de la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement et de la Direction Générale des Patrimoines du Ministère de la Culture et de la Communication.

La responsabilité éditoriale incombe au Bureau du corps des architectes-conseils de L'Etat élu pour l'exercice 2011 et ainsi composé :

- Luc Weizmann, président,
- Philippe Madec, premier directeur,
- Frédéric Bonnet, deuxième directeur,
- Soisick Cléret, secrétaire générale,
- Michel Roy, trésorier,
- Jean-Pierre Duval,
- Christine Edeikins,
- Olivier Le Boursicot,
- Lionel Orsi.

La coordination éditoriale et le contenu rédactionnel de ce numéro ont été assurés grâce aux travaux de Dominique Gauzin-Müller, architecte et rédactrice en chef de la revue Ecologik, qui a animé ce séminaire et élaboré son programme, avec la participation de François Lamarre, journaliste et architecte, Ariane Wilson, journaliste, historienne et architecte, Agnès Berland-Berthon, architecte et maître de conférence en aménagement de l'espace et de l'urbanisme, Rafaël Magrou, architecte et journaliste, Pierre Lajus ancien architecte-conseil de L'Etat et ancien directeur adjoint de l'architecture au ministère de l'équipement, et à partir des interventions faites à Dornbirn par les différents acteurs locaux, responsables politiques et administratifs, et professionnels architectes.

Le secrétariat a été assuré par Claude Launay.

Le bureau remercie chaleureusement tous les participants au séminaire qui ont bien voulu lui confier les documents reproduits dans ce numéro, et tout particulièrement :

- Dominique Gauzin-Müller pour sa recherche iconographiques et ses photographies,
- Marie Duval pour ses photographies,
- Hervé Beaudoin pour ses photographies.

La maquette et la mise en page de cet ouvrage ont été réalisées par Florence Morisot, paysagiste et photographe.

L'impression a été confiée aux Imprimeries Sipap Oudin à Poitiers.

La version numérique de cet ouvrage est consultable sur le site des architectes-conseils de L'Etat :

<http://www.architectes-conseils.fr/publications>

Tous droits de reproduction réservés.

© Corps des architectes conseils de L'Etat, février 2012



Vers des territoires  
éco-responsables ?  
Regards sur la France  
depuis le Vorarlberg

Séminaire à Dornbirn dans le Vorarlberg (Autriche)  
Du 29 septembre au 2 octobre 2011

Corps des architectes-conseils de L'Etat  
Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des  
Transports et du Logement  
Ministère de la Culture et de la Communication

Actes publiés en février 2012



# SOMMAIRE

INTRODUCTIONS	<b>07</b>	Texte de Luc Weizmann, Président du Corps des Architectes-Conseils de l'Etat
	<b>09</b>	Texte de Dominique Gauzin-Müller, architecte et rédactrice en chef de la revue <i>Ekologik</i>
SÉANCE PLÉNIÈRE 1	<b>11</b>	Les leviers d'une politique régionale éco-responsable Karlheinz Ruedisser, ministre de l'Economie, de l'urbanisme et de l'habitat
SÉANCE PLÉNIÈRE 2	<b>15</b>	Energiezukunft Vorarlberg : vers l'autonomie énergétique en 2050 Harald Gmeiner, Institut de l'énergie du Vorarlberg
SÉANCE PLÉNIÈRE 3	<b>21</b>	Partenariats public/privé pour un territoire durable Manfred Hellrigl, directeur du Bureau des questions du futur
SÉANCE PLÉNIÈRE 4	<b>27</b>	Vision Rheintal : 29 communes pour un territoire durable Martin Assmann, directeur du projet Vision Rheintal
SÉANCE PLÉNIÈRE 5	<b>33</b>	Les Conseils en architecture et développement communal Joseph Mathis, maire de Zwischenwasser
FRANÇOIS LAMARRE	<b>37</b>	"Vorarlberg mon amour"
ATELIER 1	<b>43</b>	Quels territoires pour quels projets ? Gouvernance et projet de monde
ATELIER 2	<b>51</b>	La question du foncier
ATELIER 3	<b>59</b>	La part du rêve, la part de l'action. Citoyens acteurs, acteurs citoyens
FRANÇOIS LAMARRE	<b>67</b>	"Vorarlberg mon amour" ... suite et fin
PRÉSENTATIONS DES PROJETS	<b>71</b>	Le Vorarlberg, un modèle écologique, économique, social et culturel
	<b>75</b>	Les Baukünstler du Vorarlberg. Des architectes au cœur d'un renouveau de la société
RENCONTRE AVEC LES BAUKÜNSTLER	<b>79</b>	France-Vorarlberg. Mise en parallèle des différences et similitudes
VISITES	<b>85</b>	
TEXTE DE PIERRE LAJUS	<b>123</b>	Entre Paris et Dornbirn. Comment réinventer les architectes-conseils de l'Etat
COPYRIGHT	<b>126</b>	
BIBLIOGRAPHIE	<b>127</b>	

# PRÉAMBULE & REMERCIEMENTS

L'édition 2011 du séminaire des architectes-conseils de L'Etat s'est tenu en octobre à Dornbirn dans le Vorarlberg, avec pour objet de réfléchir à une nouvelle vision du développement durable pour l'émergence de territoires éco-responsables.

Cette entreprise de réflexion critique s'est accompagnée, en marge des travaux en ateliers, de la découverte sur le terrain des projets réalisés dans le Vorarlberg, et d'un partage avec les responsables politiques et professionnels Vorarlbergeois lors des séances plénières.

Le Bureau des architectes-conseils de L'Etat, réuni autour de Luc Weizmann son président, a mobilisé tous ses membres pour assurer la réussite de ce rendez-vous annuel et invité chaque architecte-conseil de l'Etat à apporter sa contribution en fonction des trois thèmes identifiés pour la tenue des ateliers.

Au nom de tous, Le Bureau tient à remercier tous les intervenants qui ont apporté leurs concours à ce séminaire. Notamment :

- Dominique Gauzin-Müller, architecte et rédactrice en chef de la revue Ecologik, pour l'établissement du programme et l'organisation du contenu de ce séminaire,
- Pierre Lajus, ancien architecte-conseil de L'Etat et ancien directeur adjoint de l'architecture au Ministère de l'équipement, pour sa contribution et ses conseils éclairés.

Et bien sûr, nos interlocuteurs Vorarlbergeois, responsables politiques et administratifs, et professionnels architectes qui ont témoigné et partagé leurs expériences des politiques d'aménagements des territoires du Vorarlberg, et tout particulièrement :

- Karlheinz Ruedisser, Ministre de l'Economie, de l'Urbanisme et de l'Habitat,
- Harald Gmeiner de l'Institut de l'énergie du Vorarlberg,

- Manfred Hellrigl, directeur du Bureau des questions du futur,
- Martin Assmann, directeur du projet Vision Rheintal
- Josef Mathis, maire de la ville de Zwischenwasser,
- Bruno Sommer, maire de la ville de Sankt-Gerold,
- Marina Hämmerle, directrice de l'Institut d'Architecture du Vorarlberg,
- Wolfgang Ritsch, architecte, ancien président du VAI,
- Matthias Hein, architecte,
- Hermann Nenning, artisan charpentier,
- Gebhard Bertsch, éco-spécialiste,
- Josef Fink, architecte,
- Ingmar Alge Senior, initiateur et propriétaire du Martinspark Hôtel,
- Konrad Merz, ingénieur.

Il remercie également pour leurs apports respectifs aux travaux du séminaire :

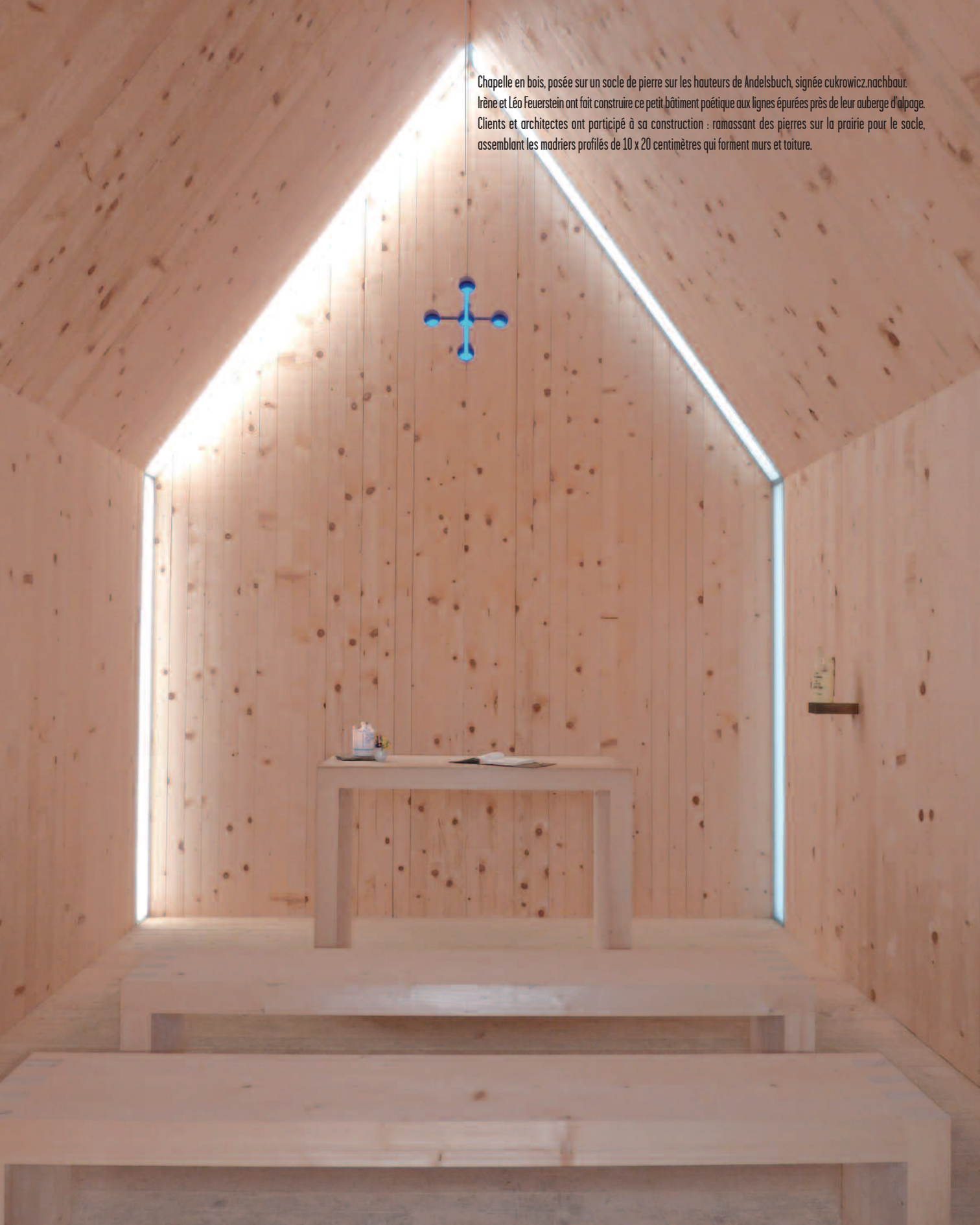
- François Lamarre, journaliste et architecte,
- Ariane Wilson, journaliste, historienne et architecte,
- Agnès Berland-Berthon, architecte et maître de conférence en aménagement de l'espace et de l'urbanisme,
- Rafaël Magrou, architecte et journaliste.

Les architectes-conseils de L'Etat tiennent encore à remercier Catherine Bergeal, représentante du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, et Christiane Menvielle représentante du Ministère de la Culture et de la Communication, pour leur intérêt et leur présence lors de ce séminaire.

Et enfin ils remercient chaleureusement Claude Launay, pour sa présence immuable et nécessaire à leurs côtés.



Chapelle en bois, posée sur un socle de pierre sur les hauteurs de Andelsbuch, signée cukrowicz.nachbaur.  
Irène et Léo Feuerstein ont fait construire ce petit bâtiment poétique aux lignes épurées près de leur auberge d'alpage.  
Clients et architectes ont participé à sa construction : ramassant des pierres sur la prairie pour le socle, assemblant les madriers profilés de 10 x 20 centimètres qui forment murs et toiture.





Durant les soixante dernières années, les problématiques de la société française sont passées d'une logique de "reconstruction et d'aménagement du territoire national" à celle d'une "réhabilitation et d'un ménagement de territoires pluriels", ainsi qu'il en a été débattu lors du séminaire des architectes-conseils de l'État, tenu au Havre en 2010.

Outre la réforme territoriale et le désengagement de l'État, un profond changement de regard est en jeu en ce début de siècle.

Dans le contexte de cette évolution, partout, en France comme en Europe, émergent de nouvelles pratiques sociétales et environnementales : après des millénaires de conquête de la nature, elles répondent à une prise de conscience nouvelle de la finitude de la planète et de ses ressources spatiales et naturelles.

Ces nouvelles pratiques ébranlent les modes traditionnels de gouvernance et imposent une relation réinventée au territoire. Elles impliquent une appréhension large et innovante de l'aménagement urbain et paysager de l'espace à toutes ses échelles, et de l'architecture dans ses diverses composantes.

Dans cette vision très vaste, la France n'est-elle pas très en retard par rapport à ses voisins européens ? Le Grenelle de l'environnement ne s'est-il pas trop attaché à la question du bâtiment et focalisé sur les questions énergétiques ?

Ce qui avait été initié comme une réflexion à partir des spécificités régionales n'a-t-il pas été récupéré par les grands lobbies nationaux ?

Les différents acteurs publics et privés ne sont-ils pas pris entre souci de communication, normalisation et réglementation, plutôt que parties prenantes d'une intégration raisonnée et innovante de toutes les questions en jeu, sociales, économiques, environnementales et culturelles ?

L'Architecture était absente du Grenelle, où est désormais sa place ?

### Rencontres avec le Vorarlberg : modestie individuelle, ambition collective

Dans la région du Vorarlberg, la démarche éco-responsable de toute une société, portée par plusieurs générations et incarnée dans une culture partagée, a permis l'émergence d'aspirations issues d'une réflexion critique, un renouvellement des idées et des comportements.

Au-delà de la découverte d'un mode de vie et de production du cadre bâti, au-delà de la rencontre avec des acteurs divers impliqués localement, au-delà d'une image idyllique parfois véhiculée par les médias, le séminaire s'est centré sur l'approche des conditions spécifiques qui ont permis ce foisonnement inventif, caractérisé par une grande modestie individuelle mais une ambition collective étonnante.

La dynamique d'un mouvement collégial a favorisé l'éclosion d'architectures remarquables réparties sur tout le territoire : une production discrète, fruit d'un véritable savoir-faire, d'une prise de risque partagée par tous les acteurs : le ministre du Land, le maire, le citoyen, l'architecte, l'ingénieur, l'entreprise, la filière industrielle dans son ensemble. Si l'exemplarité d'une démarche trentenaire à l'échelle d'un petit département n'est pas transposable sur le territoire français du fait de la spécificité de son contexte, elle questionne toutefois fortement nos modes de réflexion, d'organisation, de production sur les grands thèmes d'actualité qui occupent aujourd'hui le débat national :

- la relation entre centralisme, équité républicaine et fédéralisme, autonomie régionale, dans le cadre de la réforme territoriale,
- le rapport entre la loi, la règle et le contrat négocié autour du projet, dans le cadre de la réforme de l'urbanisme de projet,
- le nécessaire équilibre entre le service de la chose publique et la gestion des intérêts privés, avec la prolifération des partenariats publics-privés,

- le lien entre d'une part la tradition, l'ancrage dans des histoires et des géographies particulières, et d'autre part une modernité à réinventer pour le siècle qui vient,
- le rapport entre la vie économique et une production architecturale dont elle s'est progressivement dissociée, pour se réduire trop souvent à la production d'objets médiatisés, déconnectés de leur contexte...

### Des débats multiples pour une réflexion collégiale

Le séminaire 2011 a répondu à la volonté réaffirmée de poursuivre une réflexion collégiale nourrissant la force d'interpellation collective du Corps des Architectes-Conseils de l'Etat.

En résonance avec les démarches et projets engagés de longue date dans le Vorarlberg, il s'agit de partager une culture commune, issue de l'expérience du conseil ancré dans le territoire et de pratiques professionnelles privées extrêmement diverses.

Outre les séances plénières et les visites commentées, trois ateliers thématiques préparés chacun par deux architectes-conseils du Comité et accompagnés par un journaliste référent, ont permis de structurer les diverses interventions :

- Atelier 1 : Quels territoires pour quels projets ? / Gouvernance et projet de monde

*Animation ACE : Jean-Pierre Duval et Philippe Madec*

*Journaliste : Agnès Berland-Berthon*

- Atelier 2 : Gestion du foncier / Modes d'habiter / De la consommation des sols à l'occupation du ciel

*Animation ACE : Christine Edeikins et Olivier Le Boursicot*

*Journaliste : Rafaël Magrou*

- Atelier 3 : La part du rêve et la part de l'action / Citoyens acteurs, acteurs citoyens

*Animation ACE : Frédéric Bonnet et Michel Roy*

*Journaliste : Ariane Wilson*

Les échanges ont révélé l'acuité des questions posées et la nécessité de débats de fond qui interpellent directement à la fois la chose politique et la citoyenneté.







## Les architectes-conseils de L'Etat au Vorarlberg ...

La nécessité d'un développement durable de notre société devient chaque jour plus évidente. Le rôle majeur du secteur du bâtiment ne fait plus débat, même si la lente édulcoration des mesures du Grenelle de l'environnement a déçu la plupart des professionnels français. Une question reste cependant en suspend. A quelle échelle d'application les mesures seront-elles le plus efficace ?

Depuis le fiasco du Sommet de Copenhague, rares sont ceux qui croient encore au pouvoir des nations pour faire bouger les choses. En Europe, les villes ont montré la voie depuis la charte d'Aalborg en 1994, et avancent grâce au partage des expériences favorisé par un réseau dense. Mais une autre échelle apparaît dans plusieurs pays : le territoire !

Alberto Magnaghi, qui a fondé en décembre 2011 la Société des territorialistes<sup>1</sup>, le valorise depuis la fin des années 1990, entre autres à travers son livre "Le projet local"<sup>2</sup> et une concrétisation en Toscane. Le territoire, que l'on peut définir comme un bassin de population avec des conditions géographiques et une culture communes, peut toucher plusieurs pays. L'interreg du Rhin supérieur (Alsace, Bade Wurtemberg, canton de Bâle, etc.) est ainsi un espace très dynamique qui organise en coopération de multiples projets "soutenables" dans des domaines variés : culture, aménagement, formation, transports, agriculture, etc.

En consacrant en 2011 son séminaire annuel aux territoires éco-responsables, le Corps des architectes-conseils de l'Etat s'est donc inscrit dans l'émergence d'une nouvelle vision du développement durable. Il a rempli ainsi le rôle de moteur de la réflexion autour de l'architecture et l'urbanisme qui lui a été confié par ses deux ministères de tutelle: celui de l'Ecologie et celui de la culture. Le choix du Vorarlberg pour cette réunion, à la fois studieuse et festive, s'est vite imposé. Cette petite région autrichienne est en effet depuis trente ans un modèle de développement durable appliqué selon une approche globale (je dirais volontiers "holistique"), qui combine des aspects économiques, écologiques, sociaux et culturels<sup>3</sup>.

Situé sur les rives du lac de Constance, le Vorarlberg offre des centaines de réalisations contemporaines méritant le détour. Chaque année, des professionnels du bâtiment du monde entier (30 000 disent les optimistes) sont attirés par cette région où design et architecture sont intégrés au quotidien. Une situation charnière au centre de l'Europe a joué un rôle majeur dans l'essor économique du plus petit Land du pays. En 2011, 370 000 habitants, répartis dans 96 communes, se partageaient 2 600 kilomètres carrés, soit environ la moitié de la superficie d'un département moyen de la province française, comme le Lot ou la Mayenne. Un territoire donc assez similaire à celui dont la plupart des architectes-conseils de l'Etat ont la responsabilité, et dont ils pouvaient tirer des enseignements.

Les membres du groupe n'étaient pas là pour admirer l'architecture en bois, que beaucoup connaissaient déjà, mais pour poser des "regards sur la France depuis le Vorarlberg". Avec tout l'esprit critique dont ils sont capables, ils cherchaient à comprendre comment et pourquoi ce territoire avait pu devenir un modèle éco-responsable sous l'impulsion de ses élus, de ses artisans et de ses fameux Baukünstler.

Les architectes-conseils de l'Etat ne sont pas venus que pour apprendre, mais aussi pour partager. Les Vorarlbergeois qui les ont reçus ont souligné l'intérêt qu'ils avaient pris aux discussions informelles de la soirée festive et aux échanges qui ont suivi visites et conférences. Les cinq intervenants locaux de la première matinée, qui n'avaient encore jamais été réunis ainsi, ont d'ailleurs remercié les organisateurs du séminaire pour cette opportunité. Ils ont montré à cette occasion que les acteurs du "Phénomène Vorarlberg" avaient, selon la jolie formule de Luc Weizmann : "une modestie individuelle, mais une ambition collective." Une correspondance évidente avec les ACE ?

1. Voir Agnès Berlan-Berthon, "Pour une globalisation par le bas - Entretien avec Alberto Magnaghi" et Bio-région urbaine - Une leçon italienne" dans *EcologiK* n° 24, décembre 2011.

2. Editions Mardaga, Liège 2003

3. Voir Dominique Gauzin-Müller, "L'architecture écologique du Vorarlberg - Un modèle social, économique et culturel", *Moniteur*, Paris 2009.

Karlheinz Ruedisser s'exprime au cours de la séance plénière 1  
Vendredi 30 septembre 2011





## Les leviers d'une politique régionale éco-responsable. Karlheinz Ruedisser

Karlheinz Ruedisser, le premier intervenant de la matinée de présentation du Vorarlberg, est ministre de l'Economie, de l'urbanisme et de l'habitat depuis 2008. Comme son prédécesseur à ce poste, Manfred Rein, et Herbert Sausgruber, ministre-président de 1997 à décembre 2011, il appartient au ÖVP (Österreichische Volkspartei), un parti de la droite modérée. Ces trois hommes politiques majeurs de la région prennent régulièrement position en faveur du développement durable et ont souvent montré leur intérêt pour l'architecture et l'aménagement du territoire. Après sa réélection en 2004, Herbert Sausgruber a fait de la protection du climat (Klimaschutz) et d'une stratégie énergétique alliant sobriété et sources renouvelables la pierre angulaire de sa déclaration d'intentions devant le parlement.

L'intervention de Karlheinz Ruedisser s'est articulée autour de deux thèmes - politique économique et architecture - pour se terminer sur les profits apportés par l'Ecologie à travers le programme ÖKOPROFIT®.

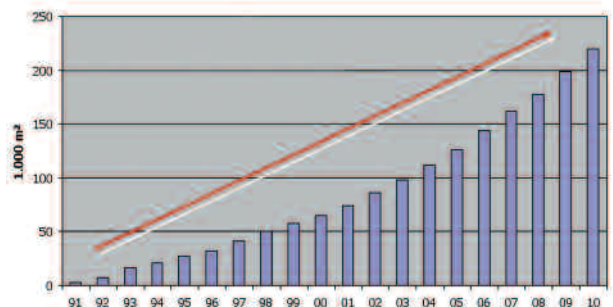
### Politique économique

Dans le domaine économique, le Vorarlberg a dû faire face dans les années 1980 au démantèlement du secteur textile (de 70% de la production industrielle en 1966 à 8% en 2009) et trouver des alternatives, essentiellement dans le métal et l'électronique, pour éviter des conséquences sociales dramatiques. Par ailleurs, la situation de ce Land industriel et exportateur est très spécifique : le marché local est petit et il n'y a ni université ni centre de recherche. Le focus sur l'éducation, la formation et l'innovation et une forte orientation vers des subventions à l'habitat sain et énergétiquement efficace en sont des conséquences directes. A l'exception de 2008, année de crise mondiale, la situation économique du Land est stablement florissante, avec une croissance nettement supérieure à la moyenne autrichienne et qui oscille entre 2 et 4 % (3% en 2011). Parmi les moteurs de l'Economie régionale, quelques entreprises internationales, comme Zumtobel Group (7 600 salariés, dont

1 725 dans le Vorarlberg) ou Bachmann, leader pour les systèmes de régulation des éoliennes.

Le Land souhaite développer trois secteurs dans l'avenir : les techniques pour l'environnement et l'énergie (cleantech), les technologies sur la lumière (Photonique) et l'Economie de la créativité (Kreativwirtschaft). Il investit déjà depuis vingt ans dans les énergies renouvelables. Pour la biomasse, il a, depuis 1993, subventionné 7 300 chaudières à bois individuelles et une centaine de centrales avec réseau de chaleur pour 44 millions d'euros, économisant ainsi 41 millions de litres de mazout.

Par ailleurs, le nombre d'installations solaires thermiques croît régulièrement : depuis 1991, 220 000 m<sup>2</sup> ont été installés, soit une moyenne régionale de 0,6 m<sup>2</sup> par habitant<sup>1</sup>. En 2010, la production était de 76 gigawattheure en énergie finale, l'équivalent de 7 millions de litres de mazout. Total des subventions depuis 1991 : 34 millions d'euros.



Les installations solaires thermiques :

- Depuis 1991, 220 000 m<sup>2</sup> ont été installés, soit une moyenne régionale de 0,6 m<sup>2</sup>/habitant
- La production en 2010 : 76 GWh, l'équivalent de 7 millions de litres de mazout
- Total des subventions depuis 1991 : 34 millions d'euros

Dans le domaine de l'électronique, une des visions est la mise en place d'un centre de compétence internationalement reconnu autour des technologies LED. L'Economie de la créativité est représentée par l'architecture, l'artisanat,



“Avec les subventions en faveur de l’habitat, nous disposons d’un moyen très efficace pour mener les gens dans la direction que nous souhaitons. L’objectif politique est d’économiser le foncier.”

Manfred Rein, ancien ministre de l’Economie, de la construction et des transports du Vorarlberg.

le design industriel et la communication. Dans ces domaines, la réputation du Vorarlberg n’est plus à faire ! Selon les artisans du Werkraum Bregenzerwald : “La densité de créateurs du Land n’a rien à envier à des métropoles comme Hambourg et Berlin.”

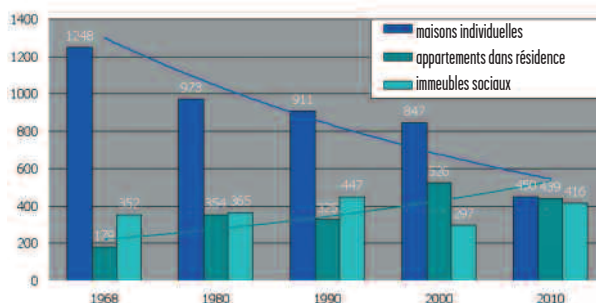
## Architecture

L’école d’architecture du Vorarlberg est internationalement reconnue et de nombreux architectes locaux enseignent dans des universités internationales. Ce succès s’explique entre autres par une étroite coopération entre des concepteurs et des artisans très compétents, qui favorise un cercle vertueux de valorisation dans la région des ressources locales. Il attire dans le Land un tourisme architectural avec des visiteurs de haut niveau et place le Vorarlberg au centre d’un réseau international de professionnels. Au sein de la région, l’architecture est considérée par les entreprises comme une carte de visite. Les architectes sont aussi très respectés par la population : si seulement 3% des clients autrichiens s’adressent à un architecte pour construire leur maison, un tiers leur font confiance dans le Vorarlberg. 20% des bâtiments sont construits en bois (issu des forêts locales), la densité de bâtiments labellisés Passivhaus est très élevée.

Le Land investit dans la construction et la rénovation de l’habitat en apportant une aide financière importante, directement liée aux qualités environnementales. Le gouvernement poursuit ainsi quatre objectifs : créer des logements abordables, réduire la consommation d’énergie dans l’habitat, disposer d’un outil de régulation (par rapport à l’implantation des bâtiments et leurs qualité environnementale) et créer de fortes impulsions pour le secteur de la construction. Les résultats sont au rendez-vous. En 2011, les besoins en chauffage étaient dans le logement neuf inférieurs à 10 kWh/m<sup>2</sup>/an pour 28% des bâtiments, à 20 kWh/m<sup>2</sup>/an pour 31%, à 45 kWh/m<sup>2</sup>/an pour le reste. En rénovation, les besoins en chauffage étaient inférieurs à 30 kWh/m<sup>2</sup>/an

pour 36% des constructions, à 40 kWh/m<sup>2</sup>/an pour 30% et à 70 kWh/m<sup>2</sup>/an pour le reste.

Par ailleurs, le nombre de maisons individuelles subventionnées a été divisé par trois entre 1968 et 2010 au profit d’appartements dans des résidences privées et d’immeubles sociaux, ce qui permet de réduire l’étalement urbain et le mitage du paysage. Actuellement, ces trois catégories sont aidées dans la même proportion : environ 430 logements pour chacune en 2010.



Les logements subventionnés :

Depuis 1968, la baisse des subventions pour les maisons individuelles se fait au profit des appartements dans des résidences privées et des immeubles sociaux.

## Efficacité énergétique des bâtiments

L’ancien ministre de la construction, Manfred Rein, a signé en juillet 2006 avec les bailleurs sociaux une convention stipulant que tous les logements sociaux neufs devraient répondre à partir de janvier 2007 aux exigences du label Passivhaus, soit des besoins en chauffage annuels inférieurs à 15 kWh/m<sup>2</sup> habitable (en énergie finale). Un pas décisif a ainsi été franchi dans la lutte contre la précarité énergétique qui inquiète, dans le Vorarlberg comme en France, les opérateurs sociaux et les associations défendant les couches les plus défavorisées de la population. Karlheinz Ruedisser a présenté les retombées de cette décision politique courageuse.



ÖKOPROFIT® un programme de management environnemental pragmatique mis en place par le Land en collaboration avec les organisations du secteur industriel, la chambre de commerce, la ville de Dornbirn, les associations de l'environnement et le ministère fédéral de la Vie.

Au niveau de l'habitat social, 13 opérations (351 logements) ont été réalisées en 2009/2010, dont onze avec le label Passivhaus, pour des coûts de construction de 1 800 à 2 200 €/m<sup>2</sup> habitable et des loyers de 4,80 à 8,80 €/m<sup>2</sup> habitable, plus les charges qui sont réduites car la consommation de chauffage est minimale. Un gros effort est fait sur l'amélioration du parc existant : 34 opérations, soit 2163 logements, ont fait l'objet en 2009/2010 d'une rénovation complète (18,4 millions d'euros de travaux) en mettant l'accent sur l'amélioration énergétique. Un des projets a dépassé le facteur 10 en réduisant sa consommation de chauffage de 175 à 15 kWh/m<sup>2</sup>/an.



Ci dessus : exemple d'une des 13 opérations neuves d'habitat social réalisées en 2009/2010

Ci-dessous : exemple d'une des 34 opérations de rénovation en 2009/2010



Le Land donne bien sûr l'exemple avec ses bâtiments publics. Le musée régional de Bregenz vient d'être surélevé de deux étages construits en Passivhaus. L'école professionnelle régionale de Feldkirch va être rénovée en BBC en 2012, avec l'objectif de réduire ses besoins en chauffage de 130 à 40 kWh/m<sup>2</sup>/an. L'amélioration des façades et de la toiture, l'installation d'une ventilation double flux et d'une pompe à chaleur pour remplacer la chaudière au mazout devrait épargner annuellement 760 000 kilowatt/heures et 308 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub>.

### ÖKOPROFIT® in Vorarlberg, des impulsions pour l'homme, l'environnement et l'Economie

Un programme de management environnemental pragmatique intitulé ÖKOPROFIT®<sup>2</sup> a été mis en place par le Land en collaboration avec les organisations du secteur industriel, la chambre de commerce, la ville de Dornbirn, les associations de l'environnement et le ministère fédéral de la Vie<sup>3</sup>. Développé par la ville de Graz, il peut s'adapter à toutes les tailles d'entreprises et à tous les secteurs d'activité. Fin 2011, 148 institutions ou entreprises du Vorarlberg étaient labellisées ÖKOPROFIT®. Ce système de management, très facile d'utilisation, permet d'apprendre du groupe, de réduire les coûts de manière sensible, de préserver les ressources et l'environnement, de gagner en sécurité juridique et de profiter de l'expérience des autres membres du réseau ÖKOPROFIT®. Cet outil qui permet d'augmenter la performance environnementale dans le cadre de partenariats public/privé a été adopté par des villes et des régions dans plusieurs pays.

1. Soit environ 20 fois plus qu'en France qui avait en 2010 32 m<sup>2</sup> de capteurs solaires thermiques pour 1000 habitants, soit 0,032 m<sup>2</sup>/habitant selon le site [www.outilssolaires.com](http://www.outilssolaires.com) (consulté le 10 janvier 2012)

2. [www.oekoprofit.com](http://www.oekoprofit.com) (en allemand), [www.oekoprofit.com/?lang=en](http://www.oekoprofit.com/?lang=en) (en anglais)

3. L'équivalent du ministère français de l'Ecologie



Depuis sa création en 1985, l'Institut de l'énergie du Vorarlberg<sup>1</sup> est le partenaire privilégié du Land, des entreprises et des communes pour tous les conseils concernant l'énergie et plus généralement le développement durable. Comme le Vorarlberger Architektur Institut (VAI) dans le domaine de l'architecture et le Holzbau-Kunst pour la filière bois, il a adopté une attitude de lobbying décomplexée dont le succès est internationalement reconnu. Le dernier programme initié par l'institut de l'énergie, porté par les responsables politiques et soutenu par une partie de la population, entre autres sous la forme de "Conseils de citoyens" est particulièrement ambitieux : le Vorarlberg vise l'autonomie énergétique en 2050.

### Situation du Land au niveau de l'énergie

La production d'électricité est l'un des secteurs clés de l'Economie du Vorarlberg et prend de l'importance dans un marché européen libéralisé où la demande croît régulièrement. En 2006, l'électricité produite était à 97 % d'origine hydraulique : 88 % dans les dix-huit centrales d'une puissance supérieure à 10 mégawatts, 9 % par les petites installations hydrauliques. Les 3 % restant provenaient d'autres sources renouvelables : le solaire, la biomasse, le biogaz, etc. Selon les critères européens, l'électricité produite dans le Ländle, qui est en partie exportée, est donc à 100 % "verte". Ce qui n'est pas vrai pour l'énergie consommée, en partie importée.

Le Vorarlberg est déjà quasiment au maximum pour la grande hydraulique, mais ses responsables essayent de développer la petite hydraulique et certains petits villages de montagne cherchent ainsi leur autonomie en électricité. Le bois-énergie est déjà très développé : il existe plus de 100 centrales avec réseau de chaleur pour 96 communes. Biomasse (hors bois) et biogaz sont aussi présents. Les Vorarlbergeois font partie des champions d'Europe pour la surface de capteurs solaires thermiques par habitant (0,6 m<sup>2</sup>) mais il est prévu d'augmenter encore le nombre d'installa-

tions et de soutenir aussi le photovoltaïque. Par ailleurs, la géothermie est de plus en plus exploitée : en 2011, les pompes à chaleur avaient 68% du marché de l'habitat subventionné. Seul l'éolien est absent du mix-énergétique du Vorarlberg car la topographie et les conditions climatiques ne s'y prêtent pas.

### Un institut pour l'énergie aux compétences élargies

Association à but non lucratif, l'Institut de l'énergie du Vorarlberg est un prestataire de services tourné vers la pratique avec trois types de missions : recherche et développement, conseil et soutien, formation et motivation. Ses compétences d'origine, concentrées sur les économies d'énergie et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, ont été complétées peu à peu par la promotion des matériaux sains, la biologie du bâtiment, la construction en terre crue et des campagnes en faveur de la mobilité douce. Au centre de ses activités se trouve le conseil technique au service du Land pour établir les critères et le montant de l'aide régionale au logement, concrétisé par l'élaboration et l'application de la grille d'évaluation des bâtiments Gebäudesweis (Ecopass). Très engagé dans la diffusion des technologies Passivhaus, l'institut travaille également au développement de stratégies sur l'énergie et le climat. Son champ d'action a dépassé le niveau régional, avec sa participation déterminante au programme national "Klimaaktivhaus"<sup>2</sup> du ministère fédéral de la Vie (Lebensministerium) et l'organisation de plusieurs congrès internationaux.

### L'Ecopass : évaluer pour évoluer

Si les bâtiments construits depuis dix ans dans le Vorarlberg sont nettement plus éco-responsables qu'ailleurs en Europe, ils le doivent entre autres aux importantes subventions à l'habitat distribuées par le gouvernement du Land en fonction de la grille d'évaluation Ecopass. Préparée par l'Institut de l'énergie, cette grille lancée en 2001 concerne constructions neuves et réhabilitation, l'établissement d'un concept





Malgré la petite taille du territoire et un nombre assez faible d'habitants, les transports en commun sont très développés: trains et RER sont complétés par un réseau dense de bus urbains et ruraux, qui desservent régulièrement même les hameaux.

global de rénovation par un conseiller formé par l'institut de l'énergie étant pris en charge par le Land. L'Ecopass va bien au-delà d'une "étiquette énergie" et permet d'évaluer les qualités écologiques globales d'un bâtiment en 52 cibles, classées en cinq thèmes. Il concerne bien sûr la source d'énergie et la consommation de chauffage, mais tient compte aussi : de la densification de la zone urbaine, de l'application des mesures bioclimatiques, du choix des matériaux, de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, de la présence d'un parc à vélos etc.

Selon la grille de 2012<sup>3</sup>, un bâtiment peut obtenir au maximum 327 points :

- 28 points pour un plan fonctionnel et une implantation judicieuse ;
- 100 points pour de très faibles besoins en énergie et des émissions de gaz à effet de serre réduites ;
- 107 points pour des installations techniques très économes (chauffage, eau chaude sanitaire, eau, électricité) ;
- 80 points pour le choix de matériaux écologiques ;
- 12 points pour un air intérieur sans émissions toxiques.

Dans l'habitat individuel neuf ou les maisons bi-familiales, on demande en 2012<sup>4</sup> pour l'obtention d'une aide financière régionale : 150 points pour le niveau Öko 3 ; 175 points pour le niveau Öko 4 et 200 points pour le niveau Öko 5, l'équivalent du label Passivhaus. Certaines mesures, portant la mention "muss" sont obligatoires pour l'accès aux aides régionales. Cela concerne entre autres le matériau des conduites de fluides et des revêtements de sol (le PVC est exclu) et l'origine du bois, qui ne peut provenir de forêts primaires que s'il est écocertifié. La grille est actualisée régulièrement en fonction des retours d'expérience et des orientations stratégiques des responsables politiques. Les exigences pour obtenir les aides régionales sont décrites de manière claire et précise sur le site internet du Land<sup>5</sup> et sur celui de l'Institut de l'énergie<sup>6</sup>.

Le pragmatisme de l'Ecopass séduit au-delà du Land. En Autriche, il a servi de modèle à une version nationale plus complète intitulée klima:aktivhaus, mise en place en 2006. Cette grille d'évaluation a aussi fait école dans d'autres Länder autrichiens et même inspiré des professionnels français. En Provence Alpes Côte d'Azur (PACA), la démarche BDM<sup>7</sup> (Bâtiments durable méditerranéen) détermine depuis 2008 les subventions données par la Région. 60 bâtiments (350 logements et 40 opérations tertiaires) sont déjà en démarche BDM. Le site internet du pôle BDM est conçu comme une boîte à outils « pour concevoir et réussir votre projet, échanger, trouver de l'aide, faire connaître votre engagement, valoriser votre bâtiment ». La Bourgogne, une région très dynamique dans le domaine du développement durable, prépare son propre Ecopass<sup>8</sup>...

### Des actions largement réparties sur le territoire

Outre des missions de conseil et de coaching pour divers groupes, en particulier les collectivités locales, l'Institut de l'énergie anime plusieurs clusters, dont la plate-forme Traumhaus/Althaus (Maison de rêve/Vieille maison) pour la rénovation de l'habitat ancien.

Il propose également des séminaires ainsi que des journées et des cycles de formation à destination des services techniques des collectivités locales, des concepteurs, des entreprises et des particuliers. Son travail de relations publiques est particulièrement efficace grâce à un site internet régulièrement remis à jour et à des documents précis et informatifs (guides pratiques, manuels techniques). Sa lettre d'information est intitulée Max 50, l'abréviation de "Maximum 50 kWh/m<sup>2</sup>/an". Selon l'Institut de l'énergie du Vorarlberg, la consommation d'un bâtiment ne devrait pas excéder ce chiffre. Leur slogan : "Cette valeur est techniquement réalisable sans difficulté et écologiquement judicieuse. Nous souhaitons vous informer en détail sur les moyens d'y parvenir."



Les énergies renouvelables sont très développées, en particulier le bois énergie : une centaine de centrales de chauffage à la biomasse alimente des réseaux de chaleur communaux. Dans la station de sports d'hiver de Lech, le bâtiment est signé Hermann Kaufmann.

Outre les 30 salariés qui travaillent dans les bureaux de Dornbirn, 40 collaborateurs indépendants répartis sur l'ensemble du Land sont disponibles pour des missions ponctuelles de conseil. En 2006, le budget était de 3 millions d'euros : 40 % provenaient du Land, des communes et des distributeurs d'électricité régionaux (Vorarlberg Kraftwerke et Illwerke), 60 % de subventions de l'Union européenne.

### Des missions multiples : communes, particuliers, entreprises

Partenaire privilégié des communes, l'Institut de l'énergie du Vorarlberg conseille également les particuliers et les entreprises sur l'énergie et les pratiques d'un développement durable. Considéré comme un service aux citoyens, le conseil aux particuliers est apporté par des spécialistes depuis près de 20 ans, dans les mairies pour les constructions neuves ou sur place dans le cas de rénovations. L'objectif est d'épargner du temps et de l'argent grâce à une analyse compétente et neutre, en amont, des avantages et des inconvénients des différentes solutions possibles. Le coût est pris en charge par l'Institut de l'énergie avec une participation du demandeur de 50 à 70 euros.

Au début de 2008, plus de 230 entreprises avaient déjà bénéficié des conseils de l'Institut de l'énergie pour réduire leur facture énergétique. La première étape est une comparaison avec les consommations d'autres acteurs du même secteur d'activité. Le type de conseil apporté dépend du résultat de cette évaluation. La mission de conseil dure moins de cinq heures dans 48 % des cas et apporte une économie moyenne de 20 % sur les dépenses énergétiques. Pour 35 % des entreprises, cinq à dix heures ont été nécessaires pour préparer une base de données fiables, puis une stratégie pour améliorer la situation. La gamme des mesures va du complément d'isolation à l'efficacité de l'éclairage en passant par le remplacement de la chaudière pour un appareil plus efficace et la mise en place de capteurs solaires. Environ 25 % des entreprises ont prévu de réaliser les tra-

vaux à court ou moyen terme, mais 50 % ont déjà suivi les conseils et investi en moyenne 230 000 euros, en bénéficiant d'une subvention du Kommunal Kredit Austria pouvant atteindre 30 %.

L'Institut insiste sur les avantages de l'efficacité énergétique : diminution de l'influence des variations du prix de l'énergie, réduction des charges fixes donc amélioration de la compétitivité des entreprises, possibilité de profiter de subventions et bien sûr participation active à la lutte contre les changements climatiques. Ces mesures ont de plus apporté au secteur du bâtiment un volume de travaux évalué à la fin de 2007 à 10 millions d'euros. Le travail sur l'efficacité énergétique a été renforcé dans les années suivantes avec de fortes aides du Land : suite à l'obligation qui touche le logement social neuf depuis janvier 2007, plusieurs grandes opérations en bois au label Passivhaus ont été mises en service en 2010 et 2011 et les rénovations "facteur 10" de logements sociaux des années 60 et 70 continuent.

### Energiekonzept 2010

Mais les mesures ne touchent pas que le bâtiment ! Pour répondre au challenge que représente la conjonction de la rareté des ressources et des changements climatiques, le Vorarlberg a lancé en mars 2001 un premier programme intitulé Energiekonzept 2010 qui couvrait plusieurs domaines liés à l'énergie : sobriété et efficacité énergétique, aide à la construction écologique et mobilité douce. Un des objectifs majeurs de ce plan était d'augmenter de 54 % la part des énergies renouvelables, hors hydraulique. A l'horizon 2010, 10 % de l'électricité utilisée dans le Vorarlberg devait provenir de la biomasse, du solaire, du biogaz ou de la géothermie. Dans le rapport paru à la mi-temps du projet, le ministre de l'énergie Erich Schwärzler écrivait : "Nous ne sommes pas encore au but, mais nous sommes sur la bonne voie." Le mérite en revient en grande partie à l'Institut de l'énergie du Vorarlberg, qui remplit très effi-

cacement sa mission de recherche appliquée, de formation et d'information. Mais la clé du succès commence par l'engagement des responsables politiques du Land, qui se donnent les moyens de leurs ambitions : en 2007, la Région a soutenu à hauteur de 5,9 millions d'euros les investissements dans les sources d'énergie renouvelables, des capteurs solaires aux centrales à la biomasse.<sup>9</sup>

### Energiezukunft Vorarlberg : pour l'autonomie en 2050

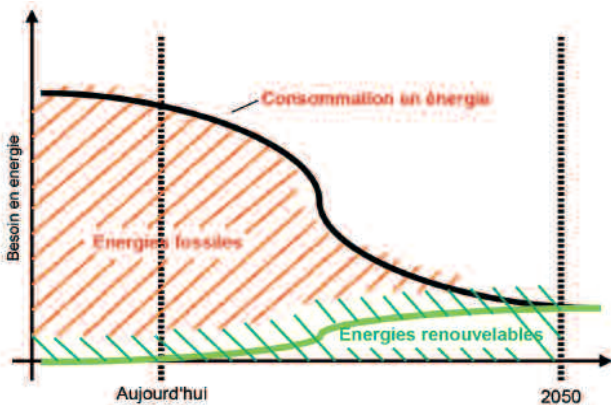
Fidèle à sa démarche de bottom up, le gouvernement a lancé en 2007 un nouveau programme plus ambitieux intitulé Energiezukunft Vorarlberg (Avenir énergétique du Vorarlberg)<sup>10</sup>. Objectif : "atteindre en 2050 l'autonomie énergétique, c'est à dire un bilan annuel équilibré pour l'approvisionnement en énergie sur la base de sources renou-

velables, donc la couverture de nos besoins par notre propre production". Le processus a pris jusqu'en 2010 la forme d'un "Atelier de réflexion" (Denkwerkstatt) qui se trouve actuellement dans une phase de mise en pratique dont la fin est prévue en 2020. Le but est d'en tirer des enseignements pour déterminer les éléments et les étapes nécessaires pour atteindre l'autonomie. Il ne s'agit pas seulement élaborer un concept, mais avant tout de créer de larges possibilités de participation. L'objectif d'autonomie énergétique ne pourra en effet être atteint qu'à travers un changement de la société. L'Institut de l'énergie a donc rassemblé un large panel d'acteurs venant de différentes disciplines pour donner de nouvelles impulsions.

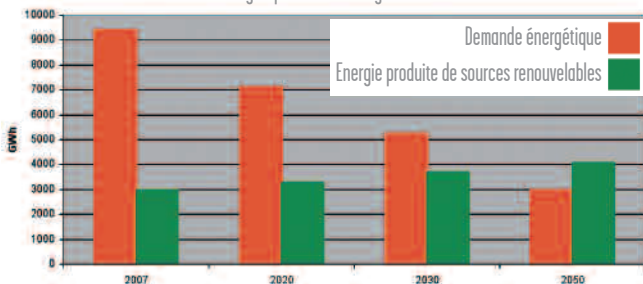
### Sobriété, efficacité, énergies renouvelables

Le programme a été pensé comme un "Processus visionnaire" (Visionsprozess) qui doit aboutir à travers un plan de mesures à une première phase de concrétisation, accompagnée d'une évaluation. Le cœur de ce dispositif est constitué d'ateliers consacrés à dix thèmes : bâtiment, planification du territoire, mobilité, industrie, hydraulique, biomasse, biogaz, solaire, petits consommateurs d'électricité, communication. Une centaine de bénévoles a participé à 70 workshops, soit 2 780 heures de travail non rémunéré. Les ateliers sont animés par l'Institut de l'énergie. Les Vorarlbergeois peuvent participer au processus à travers des "cafés énergie" (Energiecafe) et des "conseils de citoyens" (Bürgerräte), organisés comme un feedback vis à vis des résultats présentés par les experts. D'autres spécialistes seront invités à la préparation du train de mesures, afin de définir celles qui sont réalistes et financièrement viables. Pour l'instant, 70 préceptes ont été formulés et 330 actions conseillées. La concrétisation commence début 2012.

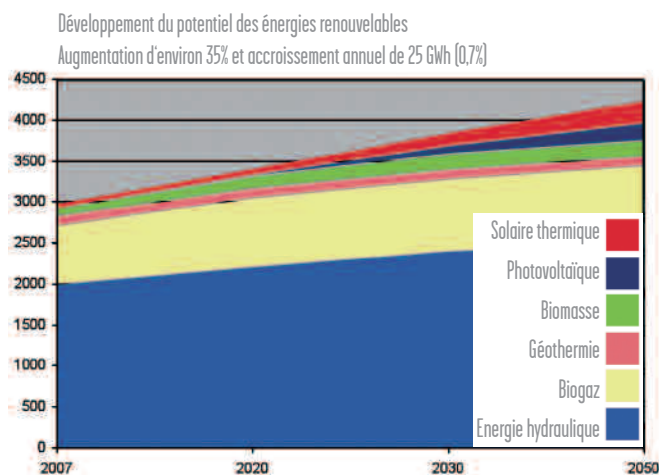
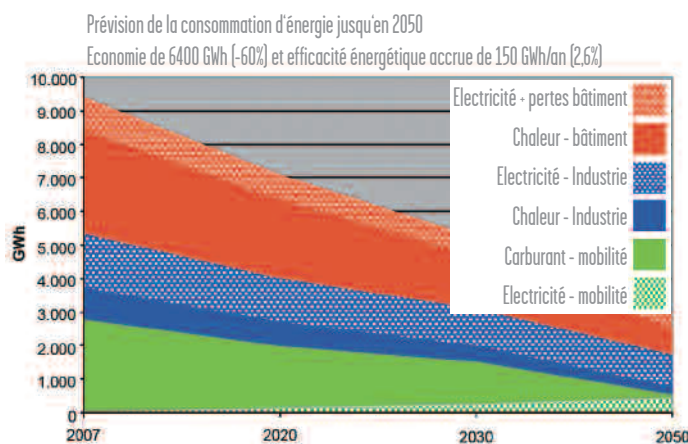
Les conclusions qui sont ressorties des différents travaux sont très proches de la stratégie développée depuis dix ans en France par l'association Négawatt<sup>11</sup>, qui a rendu publique en septembre 2011 sa nouvelle stratégie. Il s'agit de



La voie vers l'autonomie énergétique du Vorarlberg



baisser radicalement la demande d'environ un tiers par la sobriété (comportements) et un tiers par l'efficacité (des appareils et des installations) afin d'être capable de couvrir les besoins restants par des énergies renouvelables. Le "Manifeste Négawatt"<sup>12</sup> publié en janvier 2012 détaille sur 376 pages des mesures concrètes pour une transition énergétique permettant de s'affranchir des sources fossiles d'ici 2050.



## Pas à pas vers l'autonomie énergétique

Le Vorarlberg a deux objectifs parallèles, baisse des besoins en énergie et augmentation de l'exploitation des énergies renouvelables, le but étant que les deux courbes (consommation et capacité de production) se superposent au plus tard en 2050. Au niveau des énergies renouvelables le Land compte sur des potentiels non encore exploités en biomasse, biogaz, géothermie, grande et petite hydraulique, solaire thermique et photovoltaïque. L'analyse de ces potentiels montre qu'une progression est possible pour passer d'environ 3 000 GWh actuellement à plus de 4 500 GWh à l'horizon 2050. Quant à la consommation, partant de presque 10 000 GWh en 2005, les Vorarlbergeois visent un maximum de 3 500 GWh en 2050. Les besoins doivent donc quasiment être divisés par trois en cherchant des économies dans tous les secteurs : bâtiment, aménagement du territoire, industrie, mobilité, agriculture, alimentation...

C'est là que la campagne de communication "Pas à pas vers l'autonomie énergétique" prend tout son sens ! Elle doit détailler les éléments du style de vie qui devront être modifiés dans les secteurs de l'habitat, du travail, de la mobilité, des loisirs et de la consommation... et rendre le changement "désirable" !

1. [www.energieinstitut.at](http://www.energieinstitut.at)
2. [www.klimaaktivhaus.at](http://www.klimaaktivhaus.at) et [www.klimaaktiv-gebaut.at](http://www.klimaaktiv-gebaut.at)
3. Source: [www.energieinstitut.at/HP/Upload/Dateien/MUSTER\\_GAW\\_Akt\\_6056.pdf](http://www.energieinstitut.at/HP/Upload/Dateien/MUSTER_GAW_Akt_6056.pdf) (consulté le 9 janvier 2012)
4. Source: [www.energieinstitut.at/?sID=2479](http://www.energieinstitut.at/?sID=2479) (consulté le 9 janvier 2012)
5. [www.vorarlberg.at](http://www.vorarlberg.at)
6. [www.energieinstitut.at](http://www.energieinstitut.at)
7. [www.polebdm.eu](http://www.polebdm.eu)
8. Voir Dominique Gauzin-Müller, "La Bourgogne - Laboratoire français du BBC" dans *EcologiK* n°25, février 2012.
9. Source: "Bericht über die Vorarlberger Land- und Forstwirtschaft", 2008
10. [www.energiezukunft-vorarlberg.at](http://www.energiezukunft-vorarlberg.at)
11. [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)
12. Association Négawatt, Actes Sud, 2012



Paysage du Vorarlberg



# SÉANCE PLÉNIÈRE 3

STRATÉGIES POLITIQUES ET OUTILS DU PASSAGE À L'ACTE  
MANFRED HELLRIGL, DIRECTEUR DU BUREAU DES QUESTIONS DU FUTUR



## Partenariats public/privé pour un territoire durable. Manfred Hellrigl

La création en 1999 au sein de l'administration locale d'un Bureau des questions du futur (Büro für Zukunftsfragen), avec des compétences transversales touchant à la fois l'environnement, le social, l'Economie, les transports et la construction, a marqué un vrai changement de paradigme en terme de gouvernance. Depuis, les projets concrets qu'il a initiés favorisent une évolution des mentalités dans l'esprit d'un développement durable et solidaire. Parmi les 370 000 habitants du Vorarlberg, nombreux sont ceux qui pratiquent un bénévolat social et culturel et s'impliquent ainsi dans l'essor économique et le rayonnement de leur région. Le Vorarlberg a le "Capital social" le plus élevé d'Europe.

Le travail du Bureau des questions du futur a été présenté par son directeur, Manfred Hellrigl, avec des images chocs et des commentaires pleins d'humour. Il a commencé par trois questions :

Où sont les problèmes ?

Comment peut-on les résoudre ?

Comment conserver sa capacité à agir ?



Le développement durable est un problème politique. Le dilemme, c'est que pour l'instant, il est traité par les politiques, les scientifiques et le secteur économique et que les citoyens, traités "en clients" en sont exclus. La raison d'être du Bureau des questions du futur est justement de transformer les habitants en citoyens. Pour cela, il faut s'éloigner des principes habituels (lois, réglementations, exigences) et inciter à l'auto-organisation. Le rôle du bureau dirigé par Manfred Hellrigl est donc avant tout "d'organiser l'auto-organisation". Entre le problème et la solution, il faut alors passer par la prise de responsabilité citoyenne, l'instauration de relations de confiance et l'élaboration de visions communes. Impliquer les usagers apporte des solutions mieux adaptées et augmente l'acceptation et l'identification des citoyens aux projets. En plus, cela réduit les coûts et raccourcit la durée, malgré le "détour".

La présentation, qui avait commencé par trois questions, s'est terminée de même :

Le temps est-il mûr pour un travail collectif ?

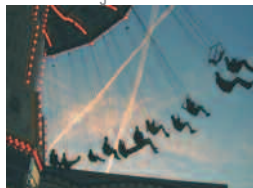
Existe-t-il un véritable intérêt pour la participation ?

Les participants sont-ils prêts à un processus ouvert ?

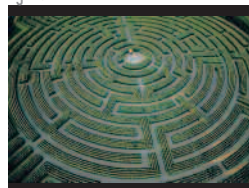
Défis



Forces centrifuges



Comment conserver notre capacité à agir ?



Le développement durable un problème politique.



Conseil citoyen de Bregenz



La qualité de vie



Vivre dignement





“Ne plus apporter de recettes toutes prêtes,  
mais permettre à des groupes locaux

de développer leurs propres solutions selon le principe :  
Aide-toi, le Land t'aidera !” Manfred Hellrigl

## Le Bureau des questions du futur, moteur des innovations

Le Vorarlberg compte parmi les régions les plus innovantes d'Europe, si l'on en croit sa deuxième place lors de la première attribution du Prix européen des régions novatrices, organisé en 2006 par l'assemblée des régions européennes. L'objectif de cette association créée en 1985, qui regroupe 260 régions de 33 pays, est de faire connaître des exemples de bonnes pratiques et de mettre en évidence le rôle des régions dans le succès économique d'un pays. Ce premier palmarès a mis en valeur le travail du Bureau des questions du futur, acteur majeur du développement durable du Land. Ce service, qualifié “d'innovation institutionnelle”, établit des liens entre l'engagement individuel ou associatif et les collectivités territoriales, ouvrant ainsi de nouvelles voies à un développement “soutenable” de la région.

En France, le Bureau des questions du futur s'appellerait sans doute “Comité prospectif” ou “Conseil en analyses stratégiques”, voire “Service du plan”. Ici, son nom exprime exactement le sujet qui préoccupe le directeur, Manfred Hellrigl, et ses six collaborateurs : les questions de notre avenir commun<sup>1</sup>. Ce service dépend directement du ministre-président Herbert Sausgruber, qui explique ses objectifs : “Pourquoi avons-nous créé dans notre administration un Bureau des questions du futur ? Pour détecter les possibilités de développement durable de notre Land, pour les stimuler et pour les soutenir. Le concept de durabilité – on ne le soulignera jamais assez – concerne ici tous les aspects de notre vie : l'Ecologie mais aussi l'Economie et le social. Les acteurs de ces trois domaines doivent collaborer et se renforcer mutuellement afin de garantir, aujourd'hui et demain, notre qualité de vie, notre prospérité et la diversité de notre environnement naturel.”

Le travail du Bureau des questions du futur complète les activités des autres départements de l'administration régionale et il est, selon Manfred Hellrigl, “particulièrement efficace lorsque les mesures politiques atteignent leurs li-

mites, par exemple quand d'indispensables changements de comportements n'ont pas encore atteint dans la population l'adhésion nécessaire ou quand la prise de conscience est encore insuffisante dans le groupe concerné.”

## De la stratégie à la mise en œuvre

Le Bureau des questions du futur a un rôle d'éveilleur de consciences et d'initiateur, fondé sur le sens civique, très développé dans le Vorarlberg, et sur le Capital social. Ce concept, qui associe relations humaines et succès économique, consiste en la conception et la mise en pratique de projets et de campagnes interactives qui incitent les citoyens - enfants et adultes - à des initiatives individuelles et à l'auto-organisation en petits groupes. Le but est de responsabiliser les habitants du Land et de motiver toujours plus de Vorarlbergeois pour qu'ils s'investissent en faveur d'une société plus durable, plus solidaire et plus équitable.

Afin de soutenir leur engagement, le Bureau des questions du futur met à la disposition des collectivités locales, des associations, des écoles et des entreprises des supports méthodologiques et stratégiques ainsi que des spécialistes ayant une grande expérience dans la médiation de groupes. Un de ses partenaires privilégiés est l'institut de recherches à but non lucratif Kairos, qui se consacre à l'analyse de l'efficacité des processus et à l'amélioration du rendement dans le cadre du management de projets. Kairos, basé à Bregenz, travaille dans le Vorarlberg ainsi que dans les autres Länder autrichiens et à l'étranger.

Celui qui souhaite agir en faveur d'un développement écoresponsable doit poser sur le monde un regard à la fois global et bienveillant et se demander : Quelles sont les conséquences de mes actes, au présent et dans le futur, dans la région et dans le monde, pour l'Economie, la nature et la société ? Afin que tous ces domaines soient pris en compte dans les réponses apportées, le Bureau des questions du futur crée des liens entre les idées, les connais-



Portrait de Manfred Hellrigl

sances et les secteurs d'activité tout en incitant les hommes à de nouvelles coopérations interdisciplinaires et intergénérationnelles. Un travail très "holistique"... Outre cette mise en réseau, le service assure le suivi de campagnes et de projets pilotes, organise des manifestations, publie et diffuse de la documentation, dont une lettre d'information trimestrielle intitulée Rundherum ('Tout autour') qui contient de nombreux témoignages.

Le Bureau des questions du futur a initié ou soutenu de multiples projets : la réserve de biosphère de la Große Walsertal, la campagne FAHR-RAD en faveur des déplacements à vélo, la plate-forme Unternehmen.Vorarlberg, le projet Sozialkapital in Schulen (Capital social dans les écoles), l'initiative Ehrenamt bewegt – dich und uns<sup>2</sup> (Le bénévolat fait avancer – toi et nous), etc. Sa mission est de préparer le terreau qui permettra à ces projets novateurs de germer et de s'épanouir.

## Les conseils de citoyens

Le Bureau des questions du Futur a déjà fait des émules en Europe. Dès 2004, le Liechtenstein a créé son propre Zukunftsbüro, une "plate-forme intersectorielle pour le développement de la principauté et de sa population". En janvier 2012, le Land Bade Wurtemberg a lancé, selon le modèle des BürgerInnen-Räte (Conseils de citoyens) du Vorarlberg, un projet intitulé Mitreden (en traduction littérale "parler avec") doté d'un budget annuel de 300 000 euros. Objectif de la ministre Katrin Altpeter : "encourager à 'parler et agir avec' pour renforcer la démocratie participative". Comme dans le Vorarlberg, 12 à 15 habitants seront choisis au hasard dans chaque commune pour constituer un conseil de citoyens qui se réuniront pendant une journée et demie avec un animateur spécialisé pour préparer des propositions qui seront discutées avec l'administration et les élus avant d'être présentées au public. Une idée que les architectes-conseils de l'Etat pourraient suggérer dans les territoires dont ils ont la charge ?

1. Un entretien avec Manfred Hellrigl sur le Capital social et le travail du bureau des questions du futur a été publié dans le magazine EcologiK, n°9, juin 2009. Voir pages suivantes.
2. Ehrenamt, freiwilliges Engagement und Selbsthilfe in Vorarlberg (Bénévolat, engagement volontaire et autonomisation dans le Vorarlberg), Büro für Zukunftsfragen, 2001





Couverture de la revue *Ekologik* n°9, juin 2009

## Favoriser le capital social

Manfred Hellrigl

Directeur du Bureau des questions du futur

### Entretien extrait de la *Revue Ecologik*, n°9, juin 2009

*Dominique Gauzin-Müller : Quelles sont les compétences du Bureau des questions du futur ?*

Manfred Hellrigl : Nous sommes un service chargé de la prospective, concentré sur trois domaines de compétences : l'engagement citoyen, le capital social et le développement durable. Nous réfléchissons en permanence à de nouvelles stratégies en nous inspirant de ce qui existe ailleurs. Outre le développement d'outils pour susciter bénévolat et participation, nous initions des projets et en assurons la médiation. Nous permettons ainsi à des non-professionnels de valoriser leurs compétences et je suis toujours stupéfait en découvrant la sagesse des "gens normaux". L'hétérogénéité des groupes diversifie les regards posés sur les problèmes et augmente la capacité à les résoudre. Nous avons également une mission de suivi et d'évaluation de programmes destinés à aider les communes dans l'application des principes du développement durable. Par ailleurs, nous coordonnons et mettons en réseau les différentes initiatives régionales et nous travaillons plus globalement à la prise de conscience des citoyens à travers des campagnes de communication et la publication de documents, dont la lettre d'informations bimestrielle "Tout autour" (Rundherum).

*DGM : Comment ce Bureau a-t-il été créé ?*

MH : Les premiers jalons ont été posés en 1990. Les problèmes de santé liés à l'ozone inquiétant la population, nous avons mis en route une campagne d'information puis initié en 1992 un plan média en faveur des déplacements à vélo. En 1996, nos actions se sont élargies à l'aménagement

du territoire à travers des mesures pour réduire les émissions de CO<sup>2</sup> puis d'autres pour préserver les commerces et services de proximité, donc les échanges sociaux. Malgré le succès rencontré, les gens n'adhéraient pas autant que nous le souhaitions à nos projets et nous avons réformé notre stratégie : ne plus apporter de recettes toutes prêtes, mais permettre à des groupes locaux de développer leurs propres solutions selon le principe "Aide-toi, le Land t'aidera". Abandonner l'organisation hiérarchisée de l'administration et lâcher prise sur une partie du contrôle qu'elle exerce présentait des risques que le ministre-président Herbert Sausgruber a accepté de prendre.

*DGM : Quelles initiatives vous ont inspirés ?*

MH : Nous avons d'abord été influencés par les travaux de l'association SPES, Société d'études pour des projets en vue de la rénovation des structures politiques et sociales, créée en 1978 en Haute-Autriche, dont l'objectif est le développement de modèles prospectifs fondés sur des bases scientifiques et des valeurs chrétiennes selon une approche holistique. Nous avons continué sur les mêmes principes : décentralisation, autonomie des groupes de travail, responsabilisation des individus. En 2000, quand nous avons découvert "Bowling alone" de Robert Putnam, nous avions déjà plus ou moins conscience de ce qu'il décrit, mais ses travaux nous ont apporté le recul permettant d'aborder la complexité. Nous avons alors lancé plusieurs études au niveau régional et communal afin de mesurer le Capital social. Les résultats ont confirmé les hypothèses de Putnam. À notre étonnement, ils étaient assez semblables dans les villes et les villages.

*DGM : Comment se compose votre équipe ?*

MH : Depuis sa création, notre bureau comporte entre six et huit personnes, avec en général une parité entre hommes et femmes. Nous accordons une grande importance à la pluridisciplinarité : j'ai fait des études en sciences politiques tandis que mes collaborateurs sont biologistes, sociologues,

ethnologues, etc. Nous avons une vingtaine de partenaires : l'Institut de l'énergie du Vorarlberg, le Bureau des affaires sociales, plusieurs établissements scolaires et centres de formation continue, des associations de défense de l'environnement, le réseau Junge Industrie Vorarlberg, etc.

*DGM : À qui s'adresse votre Bureau ?*

MH : Nous avons des missions de conseil auprès des entreprises, écoles et associations, mais notre travail est essentiellement tourné vers les 96 communes du Land. Dans le cadre du projet "Qualité de vie dans les villages et commerces de proximité" (Dörfliche Lebensqualität und Nahversorgung), nous proposons par exemple des stratégies public/privé avec des mesures concrètes pour faciliter le maintien des épiceries dans les zones rurales. À Langenegg, la construction d'un commerce de proximité a été accompagnée de la création d'une monnaie locale, les Talents (voir page 57). Zämma Leaba ("vivre ensemble" en dialecte local) est un projet en faveur de la mixité des générations qui a commencé à Götzis en 2006 avant de s'étendre à six autres communes. Nous sommes en général très bien accueillis par les collectivités et nos autres partenaires. Les plus grandes réticences sont venues de l'administration régionale car notre position enlève du pouvoir à d'autres services.

*DGM : Quels outils avez-vous développés pour favoriser le Capital social dans votre Land ?*

MH : Le bénévolat est un des piliers du Capital social. Le Manuel des associations que nous avons publié donne sur une centaine de pages des informations très précises sur la législation, le financement, l'organisation de manifestations, etc. Il a été repris dans plusieurs Länder d'Autriche. Nous avons aussi créé en 2004 une bourse qui met en relation volontaires et associations. L'engagement des

communes en faveur du développement durable, les déplacements doux et le maintien des commerces de proximité dans les villages ruraux ont certainement été favorisés par nos actions. Malgré nos efforts, le nombre de bénévoles a cependant baissé dans le Vorarlberg : en 1999, 57 % de personnes de plus de 15 ans étaient engagées dans une association contre 47 % en 2007, ce qui reste supérieur aux chiffres de la plupart des autres pays d'Europe (environ 32 % en Allemagne, 27 % en France). Pour freiner ce mouvement, qui est culturel, nous avons renforcé nos actions auprès des adolescents à travers le programme "Les jeunes devant le rideau" (Jugend vor der Vorhang). Par ailleurs, le programme "Des amis et plus" (Friends and more) cherche à développer le Capital social des jeunes au sein de leur établissement scolaire.

*DGM : L'expérience de votre Bureau a-t-elle déjà été répétée ailleurs ?*

MH : Nous recevons de nombreuses délégations étrangères et je suis régulièrement invité à faire des conférences dans d'autres régions autrichiennes et en Europe, mais les essais de transposition n'ont jamais abouti. Cela demanderait des innovations dans les structures administratives qui sont actuellement très cloisonnées alors que notre travail prospectif englobe forcément plusieurs secteurs d'activités. Certains de nos projets ont cependant été repris, en particulier Brückenschlag (Lancer une passerelle) : chaque année, des responsables du secteur social et du secteur économique intervertissent pendant une semaine leur quotidien professionnel, ce qui remet en questions bien des idées reçues. Ce programme lancé en 2002 est désormais pratiqué dans cinq autres Länder d'Autriche. Dans une société qui favorise la ségrégation, il est important de lancer des passerelles !



Couverture de la brochure résumant l'étude de Erwin Berndt sur le Capital social dans le Vorarlberg publiée en 2003 par le Bureau des questions du futur.





Le Vorarlberg est une région privilégiée par la nature, particulièrement accueillante et ouverte aux arts, mais ce n'est pas le paradis ! Si la qualité de l'architecture contemporaine est remarquable, l'urbanisme a été trop longtemps délaissé. Environ 75% des Vorarlbergeois habitent et travaillent sur un dixième du territoire. Cette densité a entraîné une quasi-fusion des communes de la Plaine du Rhin pour former ce que certains appellent la Rheintals-tadt (la ville "Vallée du Rhin"). Le problème, occulté pendant des décennies, a pris une telle ampleur que des mesures rapides et efficaces sont devenues indispensables pour sauver ce qui peut encore l'être. Pour lutter contre le mitage inquiétant des paysages naturels, un vaste projet participatif intitulé Vision Rheintal (Vision Vallée du Rhin) a été lancé en 2004. Il associe dans un processus d'intelligence collective des élus locaux et régionaux à des "co-penseurs" (Mitdenker) de la société civile et des différents domaines d'activités : économie, social, culturel, etc.

La présentation que le directeur du projet Vision Rheintal, Martin Assmann, a faite lors du séminaire suit le fil rouge d'un texte publié en 2009 qu'il a écrit avec Elke Burtscher.

"Quiconque a un jour la possibilité de découvrir la vallée du Rhin depuis les airs, que ce soit d'un avion, du sommet d'une montagne ou tout simplement en regardant une vue aérienne, serait bien avisé de le faire. Il pourra ainsi identifier différents éléments - les zones de peuplement, et, suivant l'altitude, certains bâtiments, les rues, les voies ferrées, les cours d'eau, les zones naturelles, et plus encore. Il reste pourtant une chose qui échappera au regard malgré une observation attentive : les limites entre les communes, les régions et les Länder, et même les frontières entre les pays. Dans la nature, elles sont invisibles. La vallée du Rhin apparaît ainsi comme un espace sans frontières - un espace de vie. Tel est exactement l'objectif principal de Vision Rheintal : visualiser toute la région comme un seul espace de vie, et en faire un territoire commun à planifier et aménager ensemble."

### Une vallée en mutation



Une partie de la vallée du Rhin du Vorarlberg a vécu une transformation considérable lors des 50 dernières années. La population est passée de 140 000 à environ 240 000 habitants. Aucune autre région d'Autriche n'a connu une telle croissance durant cette période. Cette forte augmentation a eu aussi des répercussions sur le développement des zones de peuplement. Le nombre de constructions a presque triplé (19 096 en 1960 contre 53 294 en 2001). Les surfaces bâties ont été multipliées par huit ! 29 communes dispersées dans la nature entre Bregenz et Feldkirch, qui formaient auparavant des espaces clairement délimités, se sont fondues en un espace urbain quasi continu. Heureusement, une extension encore plus importante des zones de peuplement au détriment des espaces naturels a pu être endiguée grâce à des mesures conséquentes en termes d'aménagement du territoire régional. Pourtant, seul un panneau nous indique aujourd'hui si l'on rentre ou sort d'une commune.

Mais la vallée du Rhin ne s'est pas seulement formée avec le développement des zones d'habitation. Le premier tronçon de l'autoroute de la vallée du Rhin fut achevé en 1971 et la construction continua pendant les années suivantes. Dans la même période une deuxième voie de chemin de fer fut aménagée. Le parc automobile a été multiplié par 13. L'offre dans le domaine des transports publics a quadruplé.



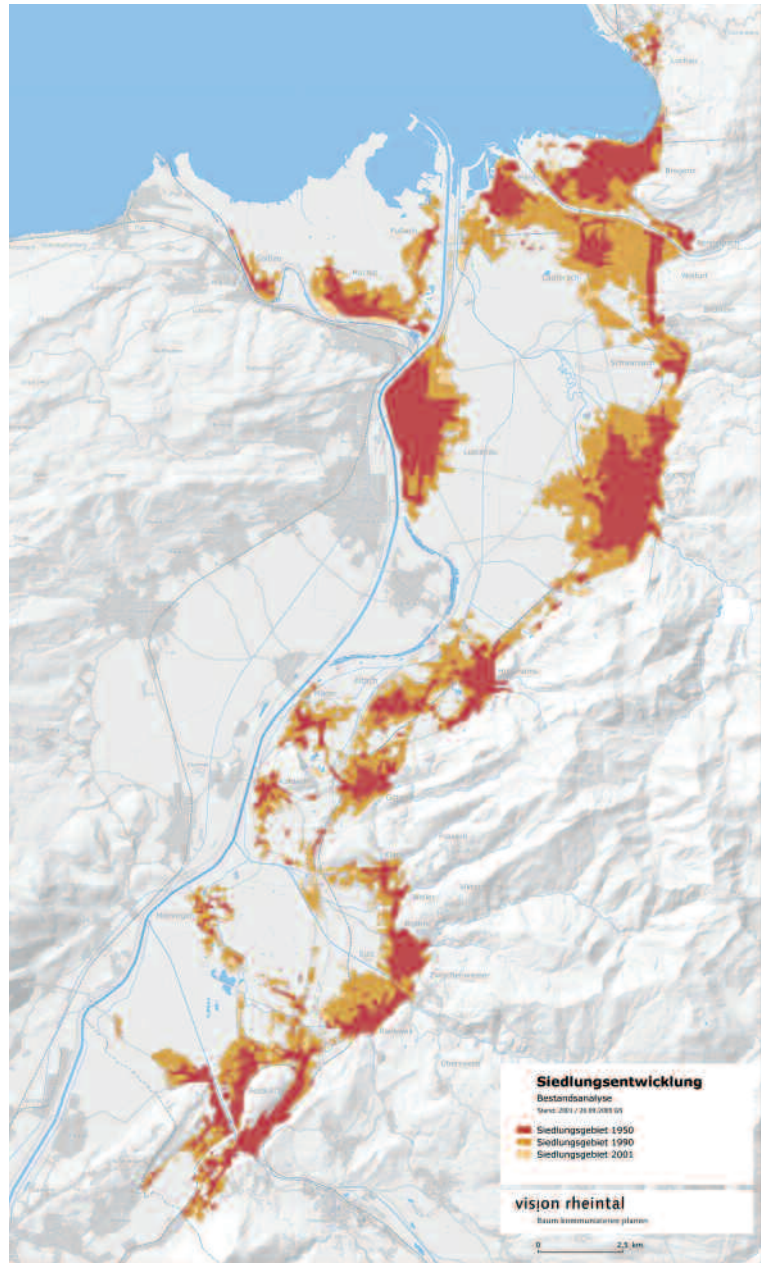
"Vision Rheintal est un processus en développement...  
La contradiction, l'insécurité et l'ambivalence doivent avoir leur

place, tout comme le savoir, les idées et les visions."  
Martin Assmann

"Les régions dans lesquelles les équipements publics sont concentrés dans une seule ville doivent lutter contre des problèmes comme les encombrements du trafic routier et le mitage de la périphérie. Une structure polycentrique, au contraire, apporte un équilibre spatial : les équipements pour l'économie, la culture, la formation, la consommation et l'administration sont répartis dans différents sites mais peuvent être utilisés par des habitants de toute la vallée."

Cela demande bien sûr un réseau dense de transports en commun (trains et bus) et de pistes cyclables, fortement développé dans le Vorarlberg depuis une dizaine d'années.

Ci contre, cette carte de la Plaine du Rhin montre bien que l'étalement urbain a fortement sévi entre 1950 et 1990, avec un doublement des surfaces accompagné du mitage du paysage et des surfaces agricoles, mais que le mouvement a été nettement freiné depuis.



"Un territoire polycentrique est à long terme plus stable car il réagit

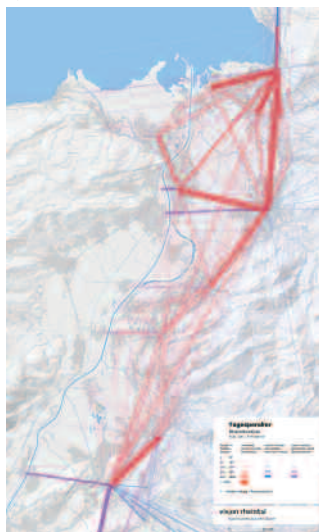
à la diversité; il crée un équilibre au sein du territoire." Martin Assmann

Du fait de l'augmentation de la mobilité, la commune ne satisfait plus depuis longtemps tous les besoins de ses administrés. De même que de nombreux services et équipements sont répartis de manière polycentrique sur différents sites et communes, nous utilisons aujourd'hui la vallée du Rhin dans son ensemble comme un tissu urbain. Nous habitons au vert, travaillons dans une zone industrielle de la commune voisine, utilisons l'offre culturelle d'une autre ville, etc. Les statistiques sur les personnes faisant la navette abondent dans ce sens. En 2001, 110 000 employés/salariés habitaient et travaillaient dans des communes différentes. Alors que 335 jeunes filles et garçons ont été interrogés sur leur lieu de prédilection, 40% l'ont situé en dehors de leur commune de résidence.

### Première ébauche de Vision Rheintal

Curieusement, ce fut le projet d'un immeuble qui donna en 2000 une impulsion déterminante au débat sur la planification régionale de la vallée du Rhin du Vorarlberg. A l'entrée de Lustenau, devait être érigé un immeuble de 23 étages et de 83 mètres de hauteur, qui deviendrait le plus élevé du Vorarlberg. Ce projet déclencha de vastes discussions dans le public quant à l'évolution de la taille des constructions. Cela montra clairement qu'une prise de conscience régionale ne pouvait se restreindre à la seule hauteur d'un bâtiment, mais devait plutôt englober l'ensemble

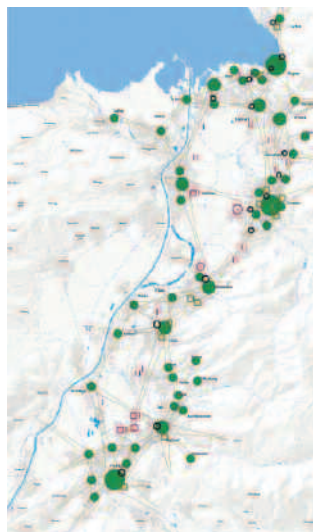
interconnexion  
Environ 50% des salariés font la navette quotidiennement pour aller travailler dans une autre commune.



du concept de l'aménagement du territoire. Ce fut le commencement du processus Vision Rheintal. Il s'ensuivit en 2003 une enquête dont le but était d'examiner l'opinion de 89 personnes-clés sur la situation de l'époque. Le résultat montra qu'il était temps de mener une discussion publique et ouverte sur l'avenir de la vallée du Rhin. Bien que le Land du Vorarlberg prit en charge la phase initiale du projet, il devint évident que la Vision Rheintal devait non seulement être étendue à toute la vallée du Rhin, du fait de la concurrence avec d'autres sites régionaux, mais aussi favoriser la coopération intercommunale entre les 29 municipalités mitoyennes de cette vallée dans le Vorarlberg.

### De l'idée au modèle

Après différentes phases de travail intenses, les lignes directrices du concept se mirent en place en mai 2004. Dans les deux années qui suivirent, un modèle principal d'aménagement du territoire et de coopération régionale fut développé. Ce travail se concrétisa avec succès pendant l'été 2006 et les objectifs, directives et modèles furent présentés au public. Les propositions essentielles du document



montrent la vallée du Rhin du futur comme une région dans laquelle :

- les équipements les plus importants dans les domaines de l'Economie, la culture, l'enseignement, la consommation,

#### Equilibre spatial (polycentricité)

Les équipements économiques, culturels, d'enseignement, de la consommation et administratifs sont répartis sur plusieurs implantations, mais utilisés par les habitants de toute la vallée.



Rheintalkonferenz "La conférence du Rheintal"  
Une instance de débat du Land et des communes !

tion, le temps libre et l'administration sont répartis sur différents sites (polycentricités) dans le cadre d'un aménagement du territoire équilibré,

- les limites des localités restent stables et l'accent est mis sur un développement structuré et qualitatif à l'intérieur de ces limites,
- le raccordement au réseau de transport public est particulièrement déterminant pour l'aménagement et la planification des habitations et des pôles d'activités,
- les espaces naturels sont reliés entre eux et forment un maillage vert pour l'agriculture, l'Ecologie et les loisirs,
- des pôles d'activités performants renforcent l'attractivité de l'espace économique pour les unités de production des entreprises.

L'application du programme fut confiée à des équipes d'experts travaillant sur différents axes, parallèlement à une large portion de la population. En tout, 800 citoyens, spécialistes, représentants du Land et des communes ainsi que de nombreux autres acteurs de la vie locale ont activement pris part à ce processus de planification. Différentes manifestations furent proposées. Possibilité fut donnée de s'informer de façon plus détaillée et de discuter, mais aussi d'élaborer des images et visions d'avenir lors de forums Rheintal, d'ateliers d'aménagement du territoire et de groupes de réflexion.

Des excursions en Autriche et à l'étranger permirent de découvrir des projets couronnés de succès. Il y eut de nombreuses réunions d'information dans les communes avec différents groupes d'intérêts et associations pour présenter les premiers résultats et pour, de nouveau, laisser la place à des discussions et échanges de vues. Le débat autour du projet trouva un large écho dans la population et mit en lumière ce qui avait commencé à prendre tournure dès le début de l'année 2006 : la nécessité de poursuivre le processus Vision Rheintal. Les principes et les modèles devaient être concrétisés et réalisés. Une étape importante fut franchie

quand le Land Vorarlberg prit officiellement acte du projet.

Le gouvernement régional publia le décret le 12 septembre 2006. La commune de Zwischenwasser avait déjà pris une décision semblable en mai 2006, avant la prise de position officielle, les autres principales communes suivirent entre l'automne 2006 et le début de l'année 2007. A l'automne 2007, après une phase intermédiaire d'un an, pendant laquelle la structure fut clarifiée dans l'optique de la continuation du projet, la phase de mise en place fut officiellement démarrée. Afin de garder la transparence et la flexibilité requises, il a été convenu de continuer Vision Rheintal en tant que projet jusqu'en 2010. Les buts principaux à atteindre : la réalisation des objectifs et des propositions énoncés dans le modèle, le traitement des thèmes les plus urgents, le développement de la conférence de la vallée du Rhin, ainsi qu'un vaste effort de communication sur les connaissances acquises jusqu'à présent.

## Land et communes

Dès le début, le souhait a été exprimé de réaliser un projet commun du Land et des communes. Il est alors apparu essentiel de casser les structures hiérarchiques en vigueur. Tout devait être mis au même niveau. C'est-à-dire une planification ne venant ni du haut et orchestrée par le Land, ni du bas et imposée par les communes. Ces efforts sont visibles de différentes manières dans la structure même du projet et dans le déroulement du processus. Ainsi, le comité de pilotage a été composé à parts égales de représentants du Land et des communes. Cette parité était aussi un point important dans la composition des équipes de spécialistes. De même, le bureau d'études du projet ne se trouve pas dans le bâtiment du gouvernement régional.

La Conférence de la vallée du Rhin montre de façon impressionnante la volonté du Land et des communes de travailler main dans la main. Les représentants du gouvernement, les députés du Parlement de la région de la vallée du

Rhin de même que les maires concernés se rencontrent une à deux fois par an pour une table ronde, discutent des résultats des projets en cours et déterminent les prochaines étapes à franchir. Une telle organisation n'existait pas avant le projet Vision Rheintal. D'ailleurs, la Conférence de la vallée du Rhin a fait un grand pas en avant depuis la première rencontre: comité consultatif à l'origine, il s'agit maintenant d'une institution qui prend des décisions. De même, le comité de direction a changé. Partenaire reconnu du projet Vision Rheintal, la Conférence de la vallée du Rhin a maintenant des représentants politiques en la personne d'un maire de la vallée et d'un élu régional responsable de l'aménagement du territoire, marquant ainsi un renforcement de son rôle politique.

### Contrat régional Rheintal

Dans le même ordre d'idées, la résolution du contrat région Rheintal, adoptée lors de la cinquième Conférence de la vallée du Rhin, est d'une importance décisive. L'apposition des signatures au bas du "contrat Rheintal" représente jusqu'à maintenant l'étape la plus importante pour la suite du processus. Le Land du Vorarlberg et les 29 communes concernées réaffirment ainsi leur responsabilité vis-à-vis de la vallée et leur volonté de coopérer. Ils confirment également la continuation commune du projet en tant que processus ouvert. Le Land et les communes se comprennent comme une 'région en apprentissage permanent' et le modèle élaboré est à envisager comme une règle de conduite pour l'avenir. Un autre aspect important de la signature du contrat Rheintal est le financement du projet à parts égales par les communes et le Land !

### 29 communes - Un espace de vie

Si nous devons aujourd'hui tirer un bilan intermédiaire, il faut reconnaître que l'objectif du projet, c'est-à-dire reconnaître la vallée du Rhin du Vorarlberg comme un espace de vie et continuer à la développer ensemble, avance à pas de géant. La prise de responsabilité commune envers cet espace de vie est de plus en plus ancrée dans les consciences. Des partenariats entre les communes ont initié des impulsions diverses. De multiples projets interrégionaux ont pu être démarrés ou sont en phase de préparation. Certes, la fin du programme est encore loin. Il y aura encore de nombreuses épreuves à surmonter sur le chemin, mais le projet Vision Rheintal a déjà démontré que notre région vaut la peine de relever ces défis, d'y travailler ensemble et d'en venir à bout."







Quelques exemples de réalisations  
sur la commune de Zwischenwasser





Comme le Land, la plupart des 96 communes du Vorarlberg sont dirigées par des représentants de la droite modérée du ÖVP. Certains maires pratiquent depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, un engagement en faveur du développement local et de la lutte contre les changements climatiques qui force l'admiration. Plusieurs sont à l'origine d'équipements publics éco-responsables expérimentaux qui ont servi de référence à d'autres projets, dans le Land et au-delà. Josef Mathis<sup>1</sup>, maire de Zwischenwasser depuis 31 ans, est le plus emblématique. Il nous a présenté son travail avec l'enthousiasme communicatif qui le caractérise.

### Une petite ville à l'Agenda 21 ambitieux



Zwischenwasser (entre deux eaux) doit son nom à sa situation au confluent des rivières Frutz et Frödisch. Située sur les contreforts des Alpes, elle s'étend sur une surface de 2 263 hectares entre 500 et 2 000 mètres d'altitude. Elle compte 3 160 habitants grâce au regroupement des trois villages qui la constituent. Muntlix, dans la vallée, est le plus



peuplé et sa démographie est croissante. Batschuns et Dalfins, construits sur des pentes ensoleillées face au lac de Constance, ont conservé le caractère des hameaux de montagne.

Josef Mathis a engagé Zwischenwasser dans une politique écologique dès son premier mandat au début des années 1980. La commune a reçu depuis plus de 30 distinctions ou prix nationaux et internationaux récompensant sa démarche éco-responsable. Elle a entre autres obtenu en 2005 le maximum de cinq "e" dans le programme e-gemeinden et l'European Energy Award<sup>®</sup> d'or. L'approche environnementale couvre la gestion des sols, l'efficacité énergétique, les déplacements doux et l'emploi d'énergies renouvelables, avec un point d'orgue sur la qualité architecturale et écologique des bâtiments publics.

Zwischenwasser fut la première commune d'Autriche à s'engager dans un Agenda 21. Ses principes sont clairs et ambitieux :

- L'exemple doit venir de la commune.
- L'information est essentielle : le savoir crée la conscience.
- Il faut inciter au lieu de punir.
- Eviter les émissions de CO<sub>2</sub> est la première priorité.
- L'énergie solaire gratuite doit être exploitée.
- Préférer les ressources disponibles au niveau du Land.
- Priorité des transports en commun devant le trafic individuel.
- Minimiser les déchets et le bruit.
- Le calcul des coûts induits crée de la transparence.



## Le Conseil en architecture et développement communal

Sous l'impulsion de son maire, Zwischenwasser a créé en 1992 un des premiers Conseils en architecture et développement communal (Beirat für Architektur und Gemeindeentwicklung) du Land. La population de la commune est systématiquement impliquée dans la réalisation des projets municipaux selon un principe participatif, y compris pendant la phase de mise en œuvre, comme pour le gymnase/salle des fêtes de Dafins ou pour la chapelle en terre de Batschuns, pour laquelle mille heures de travail bénévole ont été offertes par les habitants.

Pour la construction privée, c'est le maire qui accorde le permis de construire. Le Code de la construction étant très libéral dans le Vorarlberg, certains élus, conscients de leur manque de compétences, ont choisi de faire appel à des professionnels pour les aider dans cette mission. Le Conseil en architecture et développement communal de Zwischenwasser est constitué du maire et de deux architectes en exercice libéral qui changent tous les trois ou quatre ans. Contrairement à ce qui se passe en France avec les CAUE, qui sont rattachés au département, les Conseils en architecture et développement communal du Vorarlberg ne sont pas liés au Land. Ce sont les communes qui décident, ou non, de leur création et chacune organise le processus comme elle le souhaite.

## Pragmatisme et recherche de conciliation

A Zwischenwasser, les projets sont évalués selon plusieurs critères : une gestion économe du sol qui évite les terrassements, l'intégration dans l'environnement, les proportions du bâti, l'écriture architecturale, etc. Chaque situation est traitée comme un cas particulier, avec beaucoup de pragmatisme et le souci de la conciliation. Le Conseil peut être consulté en amont des projets sur le choix des principes architecturaux, des matériaux et des solutions énergétiques, mais ses compétences se limitent aux aspects extérieurs. Les maîtres d'ouvrages sont cependant incités (en lien avec les aides déterminées par l'Ecopass) à rechercher une grande efficacité énergétique, voire à viser le label Passivhaus.

Le Conseil peut autoriser la construction, la refuser ou demander des modifications. Il émet aussi des suggestions qui sont généralement appréciées par les porteurs de projets : la plupart des demandes concernent des maisons individuelles et le recours à un architecte n'est pas obligatoire pour ce type de programme dans le Vorarlberg. Josef Mathis souligne : "Chaque refus est motivé et nous prenons le temps de l'expliquer. Les arguments opposés sont strictement professionnels. Construire est un acte très important. Nos administrés doivent en avoir conscience. Les bâtiments ont un impact sur la physionomie d'ensemble du village. Le Conseil en architecture et développement communal permet de veiller à l'harmonie entre nouvelles et anciennes constructions."

1. Un entretien avec Josef Mathis est publié dans "L'architecture écologique du Vorarlberg", Dominique Gauzin-Müller, Moniteur 2008, p.344. Voir pages suivantes.



Couverture de la publication "L'architecture écologique du Vorarlberg"  
Dominique Gauzin-Müller, Moniteur 2008

## Le rôle décisif des élus locaux

Joseph Mathis, maire de Zwischenwasser

Entretien extrait de "L'architecture écologique du Vorarlberg", p 344.

*Dominique Gauzin-Müller : Même dans les plus petits villages, l'architecture du Vorarlberg a une qualité qui fait l'admiration des professionnels du monde entier. Quel est le rôle du maire ?*

Josef Mathis : Nos lois prévoient que le maire décide seul de l'autorisation de construire un bâtiment. Il influence donc, consciemment ou inconsciemment, le développement de l'architecture. La commune de Zwischenwasser a déjà institué en 1992 un Conseil en architecture et en développement communal, qui accompagne la prise de décisions politiques. Ce conseil est constitué de deux architectes, du maire et des membres de la commission municipale de la construction. Un système de rotation prévoit le remplacement d'un des architectes tous les trois à quatre ans. Chaque demande de permis de construire est discutée ouvertement, sur le site, avec le maître d'ouvrage et l'architecte. La commune considère cette activité comme une mission de conseil proposée au maître d'ouvrage. Les architectes sont payés d'après le GOA, le standard national d'honoraires pour les professionnels du bâtiment. Les avantages sont nombreux : les autorités ont des arguments techniques, surtout lorsqu'elles demandent des changements ; la construction n'est pas entravée par des règlements ; le nombre d'erreurs de conception ou d'adaptation a diminué.

L'architecture est un dialogue entre l'homme et son environnement, elle doit donc être un sujet de discussions permanent au sein de la collectivité. J'en ai retiré ma devise : "Si un maire ne façonne pas lui-même l'image de sa commune, des "pavillonners" le feront à sa place."

*DGM : Depuis une quinzaine d'années, de nombreux bourgs ruraux ont restructuré leur centre avec des équipements alliant fonctions publiques et privées. Comment ces opérations d'envergure sont-elles financées ?*

JM : En Autriche, les Länder sont très autonomes et organisés d'une manière décentralisée, sauf pour le prélèvement des impôts. Chaque Land a donc ses propres lois, ce qui implique de grosses dépenses administratives mais donne aussi des possibilités de développement inouïes. Le Vorarlberg est le plus riche des neuf Länder autrichiens et il n'a pas augmenté sa dette publique depuis vingt ans. Sa politique économique lui permet de soutenir et de subventionner fortement les collectivités locales et les maîtres d'ouvrage privés.

Les aides aux communes sont basées sur un soutien minimal et un soutien spécial dépendant des ressources disponibles. Dans le nouvel équipement public construit à Übersaxen, par exemple, la salle polyvalente sert de gymnase scolaire. La commune a donc reçu 40 % du Fonds pour la construction des écoles, auxquels s'ajoutent 10 % d'aide structurelle pour les communes défavorisées. Elle a de plus profité d'une subvention d'environ 10 % au titre de l'aide culturelle pour la bibliothèque et du fait de l'utilisation de la grande salle pour des manifestations musicales et théâtrales. Chaque fonction bénéficie de sa propre forme de soutien, ce qui explique pourquoi les salles polyvalentes sont si populaires. La remise en état de bâtiments anciens bénéficie elle aussi de ses propres subventions.

Dans le Vorarlberg, chaque commune, aussi petite soit-elle, peut construire un centre communal, car les partis présents au parlement ont unanimement décidé de les soutenir financièrement. Les infrastructures ne peuvent pas être identiques dans toutes les zones de la région mais le ministre-président du Land est persuadé qu'elles doivent être au moins comparables, car c'est la meilleure garantie contre l'exode des habitants des villages de la montagne vers la Plaine du Rhin.



“L’architecture est un dialogue entre l’homme et son environnement, elle doit donc être un sujet de discussions permanent au sein de la

collectivité. Si un maire ne façonne pas lui-même l’image de sa commune, des “pavillonners” le feront à sa place.” Josef Mathis

*DGM : Dans le Vorarlberg, existe-t-il une différence entre les communes dirigées par la droite et celles dirigées par la gauche au niveau de l’engagement en faveur du développement durable ?*

JM : Non ! Le Vorarlberg est la seule région où l’appartenance à un parti n’a pas d’influence sur les subventions communales. Les règles pour la répartition de ces subventions sont transparentes. Il n’y a ici pratiquement que des communes de droite, c’est à dire gouvernées par le parti populaire autrichien (ÖVP), qui n’a rien à voir avec l’extrême-droite (FPÖ). À l’exception de deux législatures, le parti populaire dispose depuis 1945 de la majorité absolue au parlement régional, mais il a offert à plusieurs reprises au deuxième grand parti d’entrer au gouvernement du Land.

Une autre tradition régionale est la participation des citoyens, surtout dans des communes défavorisées comme Zwischenwasser, Übersaxen ou Blons. Grâce à leur implication, les citoyens permettent à la commune d’avoir de bonnes infrastructures. C’est presque devenu une petite compétition. Ici, les gens sont très sédentaires. Ils ne veulent pas quitter leur village à cause d’infrastructures insuffisantes, alors ils participent à leur amélioration. Les Vorarlbergeois sont travailleurs et économes, deux vertus implantées depuis toujours dans la région. Nous avons d’ailleurs un proverbe qui dit “Bossen, bossen, construire sa maison, vendre le chat, attraper les souris soi-même.” (Schaffa, schaffa Hütle baua, Katz v’rkofa sealber musa). Maus – la souris – est aussi un mot d’argot pour désigner l’argent...



Josef Mathis plantant un arbre dans sa commune



Pour entrée en matière, cinq personnalités du Vorarlberg se sont succédé pour brosser un tableau rapide mais complet de cette région d'Autriche (Land) qui fait beaucoup parler d'elle depuis dix ans pour les initiatives prises en matière de construction éco-responsable et de gestion durable du territoire. En choisissant d'y tenir leur séminaire annuel, les architectes-conseils de l'Etat emboîtent le pas aux milliers d'architectes qui font aujourd'hui le voyage du Vorarlberg comme ils allaient hier dans le Tessin, ou autrefois en Italie... Simple effet de mode ou engouement durable ? Le séminaire s'est employé à faire le tour de la question.

### La diversification de l'Economie par le bâtiment et l'énergie

En toute préséance, le propos d'ouverture incombait à Karlheinz Ruedisser, ministre de l'Economie, de l'urbanisme et de l'habitat du Land. L'intitulé même de la fonction et son périmètre en disent long sur la place et le rôle du cadre bâti dans le développement économique de cette petite région frontalière de l'Allemagne et de la Suisse à la pointe sud du lac de Constance (Bodensee). En quelques mots, le ministre a dépeint un territoire de 2 600 km<sup>2</sup> - à peine la moitié d'un département français - comptant 360 000 habitants et nettement scindé entre la vallée du Rhin qui concentre 80% de la population et un haut pays qui se révèle, à l'occasion des excursions organisées, conforme à l'image pastorale attendue.

Replacé dans une perspective historique, ce petit pays a bâti son développement sur l'industrie textile (le lin puis le coton) à l'instar des régions voisines d'Allemagne, jusqu'à représenter 70% de son PIB dans les années 1960. La perte de 20 000 emplois dans ce secteur en trente ou quarante ans a conduit l'exécutif régional à promouvoir une économie diversifiée en misant sur la formation et l'innovation. Outre la mécanique de précision héritée de l'activité historique, le secteur du bâtiment a vite été identifié comme

un axe de diversification privilégié, levier d'action et relais de croissance.

Associée à la contrainte énergétique et aujourd'hui à une urgence climatique déclarée, la mutation du bâtiment est ainsi devenue un moteur économique puissant embrassant le parc existant et la construction neuve. Si bien que le Vorarlberg compte aujourd'hui des entreprises florissantes sinon leaders positionnées sur des niches du secteur (éclairage LED, systèmes de commande, moteurs électriques et hybrides, équipements éoliens, construction bois...), ainsi que dans le domaine de l'énergie et des techniques climatiques (chaufferie biomasse, réseaux de chaleur, capteurs solaires...), centres de recherche à l'appui. “Cette mutation s'appuie sur la vitalité des milieux créatifs et notamment celui des architectes dont le nombre de structures a décuplé en trente ans, même s'il s'agit pour les deux tiers d'entreprises de moins de cinq personnes”, observe le ministre. C'est ainsi que le Vorarlberg présente aujourd'hui la plus forte densité de maisons sous label Passivhaus (Darmstadt Institut), performance encouragée par des structures de conseil, des crédits bonifiés et des subventions publiques.

D'ambitieux objectifs ont été fixés et atteints avec 60% des constructions neuves conformes aux exigences du label (consommation inférieure à 15 ou 20 kWh/m<sup>2</sup>/an) et une amélioration du parc existant qui vise les 40kWh/m<sup>2</sup>/an, équipements publics compris. Quant à la construction sociale, ses financements publics sont liés à l'obtention du label pour des coûts de construction situés entre 1 800 et 2 200 € le m<sup>2</sup> habitable, délivrant des loyers entre 4,80 et 8,80 € le m<sup>2</sup> habitable. Autres chiffres éloquentes, l'amélioration du parc social a notamment porté en 2009-2010 sur 34 résidences représentant 2 163 logements dont les consommations moyennes sont tombées de 175 à 15 kWh/m<sup>2</sup>/an. L'autonomie énergétique à l'horizon 2050 décrétée par le Land vient conforter la politique mise en place et encourage à poursuivre dans cette voie.

## “Autonomie énergétique 2050”

Créé il y a vingt-cinq ans, l'Institut de l'énergie du Vorarlberg (EIV) est la cheville ouvrière de cette politique qui a changé l'économie régionale et transforme encore le bâti. Forte de 40 collaborateurs et d'un réseau de conseillers extérieurs en nombre équivalent, l'EIV est à l'origine des mesures progressivement adoptées, assurant l'information du public et l'instruction des financements aidés du Land. Son responsable, Harald Gmeiner, restitue volontiers la démarche de concertation et d'étude conduite pendant deux ans qui a abouti à cette idée folle d'une déclaration d'autonomie énergétique du Land en 2050 : 10 groupes de travail constitués, 90 experts bénévoles mobilisés, plus de 80 ateliers publics réunis...

Collective et concertée, la démarche a fixé l'objectif et elle en a défini les étapes en élaborant un catalogue des mesures et des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. En clair, l'autonomie signifie la couverture des besoins du Land par les seules énergies renouvelables, sachant que l'hydro-électricité assure d'ores et déjà la moitié de la production requise. Un sacré atout ! Quoi qu'il en soit, l'objectif impose en préalable de réduire les besoins et consommations de 60 à 80 % en s'attaquant, après le bâtiment, à la question des déplacements. Un programme “mobilité électrique” a été mis en place avec de premières flottes locatives de 75 voitures et 500 vélos électriques, la majorité des déplacements se faisant dans un rayon de 10 kilomètres.

L'accroissement programmé de l'hydroélectricité dans le bilan énergétique du Land s'accompagne de la mise en place d'un panel d'énergies alternatives dont la biomasse en raison de l'important gisement forestier et agricole, mais encore le solaire, etc. Pour autant, pas question de relâcher l'effort entrepris sur le bâti et l'écoconstruction. Outre la formation (stages pour artisans et départements universitaires), les réseaux de conseil, les catalogues de matériaux et produits agréés, les outils d'évaluation (“Ecopass”) et au-

tres dispositions classiques, le Land a énoncé une nouvelle politique de densification urbaine, notamment dans la vallée du Rhin, qui tend à rééquilibrer la production entre l'habitat collectif et la maison individuelle hégémonique depuis cinquante ans. Un programme expérimental “E 5” fédère les communes en pointe dans cette démarche et un label “facteur 10” récompense les opérations d'amélioration énergétique les plus performantes allant jusqu'à diviser les besoins en énergie par 10 grâce à la sur-isolation du bâti et aux systèmes thermodynamiques exploitant les gisements existants (nappes phréatiques et géothermiques) et les énergies “fatales” du bâtiment (air extrait et autres rejets).

## Faire du citoyen un acteur

Toute cette politique articulée sur l'autonomie énergétique repose, comme on le voit, sur des processus participatifs et une large mobilisation citoyenne qu'il appartient au Bureau des questions du futur (Büro für Zukunftsfragen) d'orchestrer. Le propos de cette structure de mission est en fait beaucoup plus terre-à-terre que son intitulé ronflant donne à croire : il s'agit de populariser le développement durable et de responsabiliser le citoyen en lui faisant accepter des mesures parfois désagréables et impopulaires qui s'accompagnent de restrictions, surcoûts et obligations administratives. Quitte à décevoir, ce Bureau des questions du futur ressemble plus à un organisme de promotion que de prospective savante... Un bureau de la propagande ? Manfred Hellrigl, son directeur, explique qu'il s'agit de sortir le citoyen de son rôle passif d'administré et de consommateur pour l'impliquer plus directement dans la vie publique et le replacer en amont des décisions. Outre les classiques campagnes de sensibilisation qui commencent dès l'école (cf. : opération “les enfants au centre”), il s'agit de soutenir l'initiative locale et de promouvoir l'auto-organisation, c'est-à-dire la gestion spontanée et collective de la vie locale à l'image... du rond-point où chaque automobiliste prend sa place et trouve sa voie ! Lequel fonctionne mieux qu'un carrefour équipé de feux... Quitte à forcer la spontanéité

avec des conseils de citoyens composés de 12 à 16 personnes tirées au sort au sein de la commune, du quartier ou du village. Ces Bürger Innen Rat sont instamment invités à réfléchir aux améliorations à apporter dans le fonctionnement local et à pondre une motion en ce sens. Mais il existe aussi des veillées informelles (littéralement “soirée poêle”) au cours desquelles les voisins débattent en présence d’un élu qui relaie la parole tenue.

De tels procédés contribuent activement à résoudre les problèmes rencontrés et plus encore à favoriser la remontée et l’expression de questions par anticipation. “Du problème à la solution, les détours par la population sont nécessaires”, assure Manfred Hellrigl qui veut faire du citoyen un acteur de la politique locale. A l’entendre, l’approche descendante des sphères politiques à la population est révolue, l’initiative revenant au terrain et remontant au niveau des décideurs politiques dans une gestion locale responsable et assainie. Dans le jargon du marketing politique, il s’agit de passer du Top down au Bottom up, qu’on se le dise !

### De la participation avant toute chose

Territoire urbanisé concentrant la population, la vallée du Rhin n’échappe pas à ces principes et modalités politiques qui évoquent inmanquablement plus la structure villa-goise que la conurbation actuelle. Cela prend la forme d’une structure participative réunissant les 29 communes comprises dans ce territoire géographiquement distinct, circonscrit au débouché du Rhin dans le lac de Constance. “Vision Rheintal” est l’expression d’une démarche commune qui repose sur le constat de cette entité évidente qui s’impose au-delà des limites administratives. “29 communes, 1 lieu de vie” est son slogan, toutes ces communes étant interdépendantes. Cinquante années de développement ont fait de ce bassin de vie un espace urbain continu dans lequel la population a été multipliée par 1,6, les logements par 2,6, la surface habitable par 3, la surface bâtie par 8 ! L’équilibre est trouvé à travers une forte coopération

entre les communes et une mise en réseau qui se traduit par une polycentralité heureuse. “La coopération intercommunale s’est installée dans les esprits et dans les structures, explique Martin Assmann, directeur de Vision Rheintal, avec une Conférence de la vallée qui est en train d’évoluer d’une plate-forme de discussion informelle vers une instance de décision effective, les 29 communes s’engageant par contrat à développer en commun l’espace de la vallée”. Une révolution dans ce pays de clochers.

### La négociation pour procédure

A son tour, Josef Mathis, maire de Zwischenwasser depuis 31 ans, confirme cette solidarité et délivre un témoignage de terrain illustrant le propos dans une commune jugée “loin de la capitale et proche des frontières” dont le territoire compris entre 500 et 2000 mètres d’altitude est composé de trois localités distinctes. De la théorie à la pratique, l’action communale est énoncée sous la forme d’un alphabet qui commence par Architektur et se poursuit par Bürgerbeteiligung, Cooperation, etc. Tout un programme !

L’architecture y est reconnue comme un moteur du développement et un vecteur d’identité. En l’absence de règlement d’urbanisme, toutes les constructions et interventions sur l’espace sont débattues et négociées, le maire délivrant les permis de construire. Pour éviter l’écueil de la subjectivité, ce dernier s’est entouré de conseils, deux architectes qui analysent les demandes avec les services et encadrent l’instruction des dossiers en dispensant recommandations, suggestions et informations aux pétitionnaires. Le maire, ses services et ses conseils se montrent avant tout attentifs à l’impact paysager et à la performance énergétique et climatique de la construction projetée en se référant si besoin aux outils mis en place par l’Institut de l’énergie. Côté style, ils avouent rechercher une “symbiose entre l’architecture traditionnelle et une expression novatrice”. Des changements et modifications sont ainsi demandés, des accords trouvés... La commune rémunère ses architectes-conseils



de l'Etat selon le barème en vigueur et ces derniers font un effort dans leur sens, tout comme le pétitionnaire qui verse une petite contribution (environ 100 €) et le plus souvent s'en réjouit à la sortie. "En cas de refus, on s'explique entre hommes et on règle le différend", précise Josef Mathis qui ne reconnaît qu'une seule action en justice en vingt ans. Et la commune montre l'exemple à travers ses bâtiments : une petite école, un cimetière, une salle de fanfare... Certains ont dix-huit ans maintenant et pas une ride.

### L'initiative locale libérée

A l'issue de ces exposés, l'étonnement de l'architecte français porte sur la place accordée à la négociation dans toutes les procédures et au manque de consistance du cadre réglementaire dont les intervenants ne jugent même pas utile de parler. "Où sont passés les bureaux d'études spécialisés qu'on nous impose et les bureaux de contrôle qui nous empoisonnent la vie ?", interroge Serge Renaudie.

Pour Harald Gmeiner de l'EIV, la participation et la négociation sont affaires de culture locale et certainement dues à la petite taille du territoire et à la proximité des élus. L'information y fait mouche et des outils d'évaluation comme l'Ecopass sont bien acceptés. Tout comme les autres systèmes de contrôle de la qualité écologique qui conditionnent l'octroi des aides publiques et qui garantissent performances et résultats, mesures à l'appui ! Et d'évoquer ensuite la formation des professionnels et des maîtres d'ouvrage, ainsi que la sensibilisation des particuliers, mais encore le recours spontané à l'architecte "pour avoir le meilleur dialogue possible avec les autorités".

Le ministre Karlheinz Ruedisser précise qu'un tiers des maisons individuelles est conçue par un architecte dans le Vorarlberg, contre 3% au niveau national ! Il fait encore valoir le travail entrepris en amont auprès des fabricants

pour disposer d'une offre dûment répertoriée de matériaux et de produits du bâtiment performants. Quant à l'absence de réglementation urbaine, le ministre relativise et rappelle l'existence de la loi régionale sur l'aménagement du territoire votée il y a dix ans, laquelle confère la compétence à la commune, en concertation toutefois avec ses voisines et le Land. Par ailleurs, 40 communes sur 46 ont édicté un document programmatique sur l'aménagement de leur territoire, en rapport avec la loi régionale.

En sa qualité de maire, Josef Mathis se dit partagé sur l'utilité des documents d'urbanisme : "Mieux vaut ne pas en avoir ou en édicter de très souples afin de ne pas restreindre le débat et les échanges qui doivent rester ouverts". Il préfère s'en tenir au cadre législatif du Land, plutôt libéral, mais il avoue avoir élaboré quelques plans d'urbanisme sur certains secteurs ponctuels.

"Qui décide alors de la constructibilité du foncier ?", demande Christine Edeikins. Tout simplement le conseil municipal, répond le maire. Il décide en toute connaissance de cause et cumule les fonctions d'instruction, de conseil et de contrôle. Elu en 1980, Josef Mathis a remis en question le plan local existant qui était fait pour construire vite et beaucoup. "On a renversé le processus par étapes, en 1984, 1989 et 1991, afin de rendre inconstructibles des terrains qui précédemment l'étaient – accessoirement, nous avons toujours gagné en justice -, et dans le même temps la loi fédérale s'est faite plus restrictive. Depuis, les dossiers sont débattus au "cas par cas".

Le ministre tempère cette ardeur locale en rappelant que des classements existent entre terrains agricoles, naturels, mixtes ou industriels, et que chaque modification communale doit obtenir l'aval du Land, un refus étant toujours possible. Ces révisions de classement, de terrain constructible à zone verte, donnent lieu à des dédommagements pour les propriétaires concernés.

## La construction éco-responsable, vecteur d'innovation et de modernité

Autre sujet d'étonnement, la prédominance incontestée du modèle de la maison individuelle. "Comment justifier cet habitat dispersé et dispendieux à tout point de vue au regard de la politique affichée de réduction des besoins énergétiques ?", questionne Joanna Fourquier.

Le ministre Karlheinz Ruedisser reconnaît la contradiction. "Le rêve de la maison individuelle perdure alors que l'évolution démographique est devenue très contraignante à partir des années 1960, et on peut légitimement douter de la pertinence de ce modèle dans une vision d'aménagement durable du territoire. C'est pourquoi nous voulons aujourd'hui rétablir un équilibre entre habitats collectif et individuel". Le manque de foncier disponible, notamment dans la vallée du Rhin où les prix sont de 200 à 400 € le m<sup>2</sup> autour de Bregenz et Dornbirn, font de cette réorientation une obligation. Le Land accompagne ce mouvement par des subventions majorées pour l'habitat collectif. Mais on sent bien que le cœur n'y est pas. La mutation est contrainte et le ministre estime que la connotation négative attachée à l'étalement urbain n'a pas lieu d'être dans le Vorarlberg où l'ambiance verte sinon rurale est préservée, avec un habitat de qualité et aucune grande ville à déplorer... L'identité locale ne colle manifestement pas au modèle urbain et la maison individuelle n'a pas fini de gagner du terrain en dépit des prix fonciers pratiqués et d'un coût de construction que Cristina Conrad se fait préciser : entre 2 000 et 3 000 € le m<sup>2</sup> pour une maison sous label Passivhaus.

Pour sa part, Frédéric Bonnet s'étonne de l'acceptation sociale pour ne pas dire l'attrait rencontré par l'architecture moderne dans ce pays qui semble attaché à la tradition. "La construction en bois fait partie de notre patrimoine et de

notre économie locale et on l'apprécie, répond Josef Mathis, elle a fait beaucoup pour populariser l'architecture moderne, prix et palmarès à l'appui. La modernité est un choix délibéré et courant". L'innovation et les réalisations expérimentales semblent de même encouragées et prisées observent Frédéric Bonnet et Philippe Madec. "Dans quel cadre normatif se déroulent ces expériences, avec quel droit à l'erreur et dans quelles relations entre la norme et le terrain ?", questionnent-ils. "Les objectifs ambitieux de performance énergétique affichés au départ sont devenus les standards d'aujourd'hui", répond le ministre qui insiste sur le dialogue établi avec les fabricants et industriels du bâtiment et sur la forte implication des architectes dans la construction, en phase avec la demande sociale.

En guise de conclusion, Luc Weizmann observe : "en France également, on réfléchit sur la dérégulation et l'assouplissement des normes, mais sans avoir le garde-fou du débat citoyen en vigueur dans le Vorarlberg". Le dernier mot revient à Patrick Céleste qui ne peut s'empêcher de remarquer que "si la citoyenneté est forte en Vorarlberg, on y dépense en revanche deux à trois fois plus pour se loger". Mais le Vorarlberg n'est-il pas un pays de cocagne, en tout point incomparable ?

Les architectes-conseils de l'État réunis dans l'atelier 1  
Vendredi 30 septembre 2011



### Un territoire ? Qu'est-ce que c'est ?

La notion de territoire est extrêmement polysémique. Elle renvoie à des significations très variées, dépendantes du point de vue retenu. Les territoires ne sont plus les mêmes au sens de la géographie et de l'histoire. La cohérence des pays, en tant que territoire d'une culture habitant une entité géographique et climatique, cède sous l'histoire politique, de la grande histoire à celle des découpages électoraux. Alors quand les définitions administratives, écologiques, sociologiques ou commerciales s'en mêlent, la culture, l'histoire et la géographie n'y trouvent pas toujours leur comptant. La période contemporaine ajoute sa strate, élargit la réalité en associant le global au local, trouble l'affirmation et la lecture des identités ; le "glocal" habite aussi les lieux.

Dans le contexte actuel d'un certain retour de L'Etat sur le territoire par la voie de l'action réglementaire, comment les architectes-conseils de l'Etat perçoivent-ils le territoire ? Comment l'appréhendent-ils dans leurs fonctions ? N'y a-t-il pas des territoires autres, ceux qui sont directement induits par les questions qui leur sont posées, ceux qui procèdent des projets eux-mêmes ?

Territoire de vies, territoire des lieux et/ou territoire des projets ?

### Un projet de monde ? Un projet spatial ?

L'hégémonie de la question métropolitaine cède à ses franges sur le monde rural. Ne retrouvons-nous pas enfin dans la relation entre la ville et la campagne, plutôt entre l'agricole et l'urbain, une interdépendance oubliée que la statistique de la population vivant en ville a fait oublier ? Ne convient-il pas de reconnaître la force des différences fondamentales trop souvent gommées dans la conception centralisée du territoire national ? Les territoires ne sont-

ils pas des mondes en soi et en partage ? Ne sont-ils pas des entités fortes de leurs caractéristiques, de leurs idiosyncrasies et de leur capacité à négocier sur leurs limites, le passage vers d'autres horizons ? Dans le contexte de cette nouvelle conscience, comment penser d'une part l'extension du bâti ou d'autre part l'agriculture intra-muros ?

Mais ces questions ne sont-elles pas seulement le fruit d'une pensée traditionnelle, celle de l'emboîtement des échelles ? N'y a-t-il pas aujourd'hui la conscience de dimensions ou de phénomènes transcalaires qui excèdent les lieux et les territoires : les trames vertes et bleues, les corridors écologiques, les déplacements, les pollutions ? Comment à l'intérieur et au travers des territoires, comment à l'intérieur et au travers des lieux s'installent les continuités ? Continuités physiques ou commerciales, immatérielles et écologiques ? Comment les lieux résistent ou se nourrissent de la métropolisation et de la globalisation ?

Mais tout projet spatial ne se nourrit-il que de la conception spatiale ? N'est-il le fruit d'actions politiques ou financières dont les conséquences ne sont pas écrites d'avance ?

### Le fruit des gouvernances ? Le bon interlocuteur ?

Dans les nouvelles relations entre l'Etat, les Régions et les collectivités locales se dessinent de nouveaux territoires. Ils s'installent sur de nouvelles définitions des gouvernances : PLU intercommunaux, Scot interrégionaux qui peuvent reconnaître une complexité et une étendue pertinentes. Nul doute que ces gouvernances vont faire apparaître de nouveaux territoires : ceux qui sont spécifiquement liés aux compétences et aux responsabilités ? Hypercomplexité des situations d'une part et hypersensibilité aux territoires de compétences de l'autre ne vont-elles pas tisser une maille d'intervenants si épaisse que le choix du bon interlocuteur deviendra l'un des tout premiers enjeux ? Avant le projet ? Avant les intentions ?



Dans ce contexte, quels seraient les apports du domaine privé au projet de territoire ? Quel sera la place réelle de l'urbanisme de projets ? Comment les mondes associatif et coopératif peuvent-ils participer au projet collectif de la société ? Dans ce territoire, fruit des gouvernances, (et pour reprendre l'un des thèmes centraux du séminaire du Havre) qui porte ou garantit l'intérêt général ?

### Un projet de vie ? Un autre temps ?

Les territoires sont habités, avant tout habités. Dans une proximité de plus en plus grande, dans un partage de plus en plus voulu, dans un voisinage et des solidarités accrus. Les territoires ne sont pas que les conséquences des politiques nationales, ce sont aussi des choix et des projets de vie, des envies et non pas des fatalités. Les pays et leurs lieux en revivent, mais perdent-ils ou gagnent-ils une épaisseur ?

Que signifient aujourd'hui mode de vie et culture ? Comment se construit la relation entre une figure historique cohérente et l'envie "étrangère" d'habiter une atmosphère, un pays et son climat ? Quelle image ou ambition portent les projets de territoire, le projet des territoires ? N'est-ce pas au projet de vie de proposer la gouvernance qui lui sied ? Dans ce contexte quelle est la part de l'approche fonctionnaliste ? Peut-elle satisfaire ou s'oppose-t-elle à l'affirmation d'appartenance ou d'identité ?

Ici la question du temps, de la durée et du long terme, dépasse celles des projets. Projet de vie et projet de territoire sont des entreprises de long terme, menées avec des moyens de terme court. Par quels moyens pouvons-nous dépasser nos brièvetés ?





## Restitution de l'atelier 1

Les débats qui ont eu lieu à l'occasion de l'atelier 1 se sont construits autour de trois questions transversales : La première question est sémantique : qu'est-ce qu'un territoire ? La seconde est de nature plus éthique et philosophique : quel est le sens dont un territoire est, doit, peut, être porteur ? Et la troisième question est clairement pragmatique et à visée opérationnelle : quels sont les interlocuteurs pertinents face aux phénomènes transcalaires de la mobilité, des continuités écologiques, des rapports économiques et spatiaux habitat/travail, etc ?

Ces trois questions pourraient se résumer à une seule : Quel est le territoire d'action pertinent et légitime des ACE aujourd'hui ? Une interrogation teintée de nostalgie "proustienne" dont le titre serait "A la recherche du territoire perdu ..."

A l'issue des échanges, une hypothèse de travail a clairement émergé : Les logiques et des effets du "global change" doivent être apprivoisés et adaptés au service d'un développement durable (soutenable) des territoires par le recours aux "lieux", notion qui donne la primauté à la dimension culturelle de l'espace. La construction de projets territoriaux, d'écosystèmes locaux, fondés sur l'identification et la mise en réseau de ces lieux-ressources serait alors le socle de la mission des ACE dans les territoires français.

**Le terme de "territoire" a d'entrée de jeu fait l'objet d'une véritable déconstruction : de quoi parlons nous ?**

La pertinence de la définition légale-institutionnelle de la notion de territoire a été rapidement contredite : le territoire "légal" (communal, intercommunal, départemental) considéré comme l'espace de l'exercice d'un pouvoir et de la mise en œuvre de compétences institutionnelles ne peut plus servir de référence légitime à l'activité professionnelle des ACE. Elle est dépassée, "la France est éclatée et l'Etat s'obstine à construire des territorialités administratives". Légalité ne signifie pas légitimité. Conclusion : le territoire ne peut pas être une donnée institutionnelle.

Même s'il a été admis que cette définition a longtemps servi de référentiel légitimant à l'action des ACE, la question-titre de l'atelier "Quels territoires pour quels projets ?" poussait à dépasser ce constat de faiblesse et à rechercher d'autres pistes d'appui.

**Qu'est ce qui structure aujourd'hui l'organisation de l'espace et qui donne le sentiment d'appartenir à un territoire ?**

Le territoire comme "milieu" a été proposé, donnant ainsi la primauté à ses dimensions géographiques et environnementales (écosystème). Le territoire comme "bassin de vie" a également été évoqué. Ce sont ici conjointement les logiques démographique et sociologique liées aux pratiques de l'espace qui sont prises en compte et "qui transcendent les limites administratives". Enfin, le territoire comme "lieu" ou ensemble de lieux, qui valorise la dimension culturelle – historique, symbolique, usagère – de l'espace et sa valeur patrimoniale, est apparue comme une proposition prometteuse. Elle a également semblé être la plus à même de créer "un sentiment d'appartenance à un territoire et une citoyenneté partagée".

**L'analyse des rapports possibles existants entre "territoire" et "projet"**

Quand le territoire hérité, au sens de territoire d'action, se dématérialise et perd sa légitimité, c'est autour d'une nouvelle vision et d'un projet politique qu'il peut reprendre corps et sens. Un principe considéré par les participants de l'atelier comme une "vérité historique". Le projet précède donc le territoire et "pose la question des limites, des porosités, des frottements et des liens". Sa finalité est alors de construire un récit inventif qui va créer à son tour un nouvel espace d'action légitime. Le territoire est donc posé comme un construit (et non pas une donnée) culturel et politique.

Cette réflexion a conduit à formuler la question suivante : Quel est le projet des ACE aujourd'hui qui leur permettra

de construire leur territoire d'action, c'est-à-dire de donner un sens contemporain à leur mission publique et d'identifier leurs cibles et leurs espaces d'intervention ?

Répondre à la question précédente est un "projet" en soi qui ne peut bien sûr être traité dans le cadre d'un atelier. Mais une première démarche, que l'on pourrait qualifier de méthodologique, pouvait être esquissée pour y parvenir. Deux observations concrètes ont contribué à bâtir cette réflexion sur les moyens : une réalité tout d'abord à laquelle les ACE sont confrontés au quotidien : "50% de ce qui se construit en France se fait dans le monde rural, alors qu'ils sont les plus aptes à relever le défi écologique" ; et un constat : "travailler dans un territoire sans projet politique, sans vision prospective, est impossible pour nous".

Des prises de position, des avis experts, sont attendus des ACE sur ces territoires d'exercice au "projet faible" et souvent "regardés de l'extérieur". Ne bénéficiant plus d'un adossement institutionnel solide (défaut de projet politique au niveau national), l'enjeu n'est plus pour eux de montrer leur capacité à formuler des réponses à tout prix, mais d'identifier des questions, des situations stratégiques, à partir de problèmes concrets identifiés sur le terrain, qui permettront de définir une gouvernance pertinente et des moyens d'actions possibles et souhaitables.

En ce sens, le cas de Toulouse Lauragais est évoqué : site de fermes et de hameaux, des détachements parcellaires peuvent être réalisés tous les deux ans par les agriculteurs, qui se traduisent par des constructions sur les crêtes. Comment inscrire dans les documents d'urbanisme des surfaces cultivables ou naturelles et ne pas être cantonnés aux terrains de sports afin de maintenir l'espace ouvert et combattre cette dynamique disqualifiante ? Dans cette perspective l'exemple des projets d'agriculture péri-urbaine (parcs agrourbains) comme outil d'organisation de l'urbanisation dans l'espace rural sous influence métropolitaine, outil de

contention de la croissance par les lotissements, a été évoqué. Ce type de projet permet de faire évoluer les gouvernances locales existantes en associant de nouveaux partenaires qui généralement s'ignorent. Même situation de "projet intégré" avec l'exemple de la "rentrée en ville" des murs à pêche de Montreuil, projet actuellement coordonné par Philippe Madec et qui peut être identifié comme un "lieu" au sens culturel, symbolique, usager, économique du terme, ancré dans l'histoire de la commune, et véritable valeur-ressource pour l'avenir. D'autres exemples seraient importants à identifier dans leur diversité et singularité.

C'est dans cette logique de réflexion que l'hypothèse de travail, citée plus haut, pour l'année à venir a été formulée en synthèse : Les dynamiques et les effets du "global change" doivent être apprivoisés et adaptés au service d'un développement durable (soutenable) des territoires par le recours aux "lieux", notion qui donne la primauté à la dimension culturelle de l'espace. La construction de projets territoriaux, d'écosystèmes locaux, fondés sur l'identification et la mise en réseau de ces lieux-ressources serait alors le socle de la mission des ACE dans les territoires français.

Dans cette perspective, les ACE disposent d'une ressource unique qui leur est propre et à même de constituer une force collective importante sur laquelle fonder leur légitimité : la connaissance que chacun d'entre eux a construite par leurs activités ancrés dans leur territoire respectif, assemblée et capitalisée, permettrait de réaliser une photographie unique des différentes problématiques territoriales françaises, mais aussi des ressources patrimoniales et prospectives de ces territoires.

Un constat partagé par l'atelier 3 portant sur "La part du rêve, la part de l'action" et exprimé par Ariane Wilson lors de la restitution en séance plénière dans sa proposition d'un Atlas ACE des territoires.



## Le projet implicite du Vorarlberg Point de vue sur l'atelier 1

### Qu'est ce qu'un territoire ?

Claude Lévi-Strauss répond en partie à cette question quand il nous conte l'histoire de ces missionnaires salésiens qui, pour convertir les indiens au christianisme, ont changé l'ordre spatial de leur village : “désorientés par rapport aux points cardinaux, privés du plan qui fournit un argument à leur savoir, les indigènes perdent rapidement le sens des traditions, comme si leur système social et religieux était trop compliqué pour se passer du schéma rendu patent par le plan du village et dont les gestes quotidiens rafraîchissent perpétuellement les contours”. La dimension spatiale du territoire apparaît ici dans son épaisseur : à la fois espace produit par une organisation sociale et condition matérielle d'un vivre-ensemble permettant de “faire société”. La belle responsabilité que voilà ! Rien d'étonnant à ce que les architectes-conseils de l'Etat, réunis au Vorarlberg pour leur séminaire annuel, aient mis cette question au cœur de leur agenda.

Avant même d'avoir exploré le terrain sous la houlette experte et convaincue de Dominique Gauzin-Müller, les ACE s'étaient accordés lors d'un premier atelier sur leur définition du territoire. En le posant comme un écosystème local, comme un “lieu ou un ensemble de lieux, qui valorise la dimension culturelle – historique, symbolique, usagère – de l'espace et sa valeur patrimoniale, et permet de créer un sentiment d'appartenance et une citoyenneté partagée”, ils emboîtaient le pas à Lévi-Strauss.

Mais comment passer du savoir-dire au savoir-faire, des mots à l'action ? Les ACE seraient-ils de doux utopistes ? Quelles voies possibles emprunter aujourd'hui qui permettent de répondre à cette quête d'un intérêt général local, d'une harmonie entre nécessité (contrainte ou souhaitée) de développement et respect des héritages ? Qui offre une alternative conceptuelle et méthodologique au face-à-face manichéen bien français entre “espaces sanctuarisés” où rien ne peut être fait, ou si peu, et “espaces sacrifiés” (entendez “constructibles”) où se concentre le développement ?

Le projet de territoire du Vorarlberg propose des pistes. Il n'est pas le seul en Europe. Les territorialistes toscans, menés par Alberto Magnaghi, traduisent concrètement depuis bientôt vingt ans dans différents projets d'aménagement en Italie cette même utopie concrète d'un développement ancré dans ses traditions locales, à la fois dépourvue de nostalgie et empreinte d'une modernité prometteuse. Ce rapprochement semble d'autant plus riche d'enseignement qu'il révèle l'existence de référentiels communs alors même que la philosophie politique qui les active est pour le moins différente ... Entre le libéralisme chrétien du Vorarlberg et le collectivisme laïque des territorialistes, il y a un monde ! Les fondements d'un urbanisme territorial seraient-ils a-politiques ? Là n'est pas le débat, mais peut-être permettent-ils simplement de retrouver le sens premier de la politique, celui consistant à assurer la “gestion de la cité”.

### Le premier référentiel est de nature méthodologique et correspond à une démarche de “rétro-innovation”.

Le terme est clairement revendiqué par les territorialistes pour qualifier une stratégie d'aménagement local durable qui repose sur le postulat suivant : il n'existe pas de coupure entre tradition et innovation. La construction de cette continuité, qui est un acte collectif, produit ainsi la “valeur ajoutée” du territoire. Celle-ci est constituée par la reconnaissance de son patrimoine matériel et immatériel, naturel et bâti, tel qu'il est perçu aujourd'hui par les habitants, les acteurs productifs, associatifs et politiques, mais aussi tel qu'il s'est transmis et transformé spatialement dans le temps long de l'histoire locale. La démarche est à la fois structuraliste et experte, empirique et participative. Structuraliste avec la recherche des permanences territoriales, sous forme de “figures” propres aux sites d'étude (la typomorphologie spécifiques des villages de pêcheurs de la côte Adriatique dans la région des Pouilles par exemple) et “d'invariants structurels” (les espaces ouverts céréaliers de la plaine de la Tavoliere jamais bâtis aussi loin que l'on remonte dans le temps, les réseaux des routes romaines tou-



jours présentes et utilisées). Empirique avec la réalisation par les habitants de chacun des bourgs des communes de “cartes de communauté”, actualisées en continu, qui rassemblent les lieux et les savoir-faire faisant sens aujourd’hui pour eux. C’est à cette “carte-mémoire territoriale” à double entrée que la planification régionale s’adosse pour construire son schéma structurel d’aménagement et le plan de paysage associé qui vont constituer les documents réglementaires et stratégiques de son projet de territoire. Les lieux sont mis en système par le plan, leur pérennisation est consolidée par le statut de “bien commun” qu’ils ont acquis par le processus de reconnaissance dont ils ont fait l’objet, mais aussi grâce à l’attention portée aux ressources locales en terme de capacité, de savoir-faire, gestionnaire des lieux. Les territorialistes préfèrent à ce propos parler d’“art d’édifier” que de “planification”.

Le projet de territoire du Vorarlberg relève de la même logique. C’est bien sur les ressources traditionnelles de son territoire, ses forêts, ses scieries, son savoir constructif qu’il a bâti son renouveau économique et social. Comme en Italie, la démarche associe le monde expert – les architectes pour le Vorarlberg, universitaires et chercheurs en urbanisme et géographie pour l’Italie – et les acteurs locaux. Si ce projet de valorisation du patrimoine territorial est soutenu par une politique volontariste pour l’un, comme en témoigne les compétences intégrées du ministère régional de l’Economie et de la construction (et des transports), il est plutôt de nature “bottom-up” en Italie où l’autorité politique est plus faible. Mais dans les deux cas, on peut constater que la rencontre, si souvent recherchée et si rarement atteinte, entre projet économique, projet environnemental, projet social et projet culturel s’est faite. Ce qui permet de poser l’hypothèse de l’activation d’un vieux rêve ...

## Ce rêve est celui du projet implicite, second référentiel commun à nos deux contrées.

De quoi s’agit-il ? Un projet implicite est un projet de territoire idéal, qui ne nécessiterait pas de traduction réglementaire, de recours à l’autorité administrative, pour s’imposer à ses utilisateurs – on aimerait dire à ses bénéficiaires –. Non écrites, mais tracées dans/par le territoire lui-même et présentes dans la mémoire vive de ses habitants, les règles ordonnatrices seraient alors individuellement respectées et mises en œuvre selon une référence commune, culturellement partagée. Un partage qui deviendrait alors le substrat de l’action collective d’aménagement. Enoncée de la sorte, cette pensée peut faire sourire par son angélisme apparent. Cependant, ce que l’on nomme la “culture du polder” aux Pays-Bas, n’en est pas si éloignée. Et les toscans n’ont pas besoin de règles écrites pour savoir où planter leur cyprès, où poser leur maison sur la colline, toujours sur son flanc, jamais à son sommet. Les habitants du “Vorarlberg des montagnes” cohabitent sereinement avec leurs scieries, les architectes présentent avec humilité et fierté, non pas leurs “œuvres” mais leur bel ouvrage, ces architectures aux volumes simples, contemporains et intemporels, justes et généreux, posés avec doigté dans un paysage d’opérette, où même les fermes agricoles en activité sont bien rangées pour ne pas en troubler l’harmonie. Il y a là de l’implicite, une magie des lieux où le substrat s’est substitué à la surface, la terre au sol et l’ici à l’ailleurs. Quel urbaniste, quel paysagiste, quel architecte ne souhaiterait pas réaliser par son projet une telle rencontre, une telle combinaison entre structure cachée d’un territoire et innovation ?

Mais, direz-vous, le Vorarlberg pas plus que la Toscane ne sont des villages d’indiens. Le seuil de tolérance du premier est en passe d’être franchi, et l’attractivité de son cadre de vie combiné au libéralisme de sa mise en œuvre met effectivement son modèle en péril. En Italie, à l’inverse, la démarche territorialiste a adopté une posture de combat, ce

qui lui donne parfois l'apparence d'une approche dogmatique, et se veut ouvertement réparatrice. Car il y a longtemps que, hors les murs des villes historiques, véritables leçons d'architecture et d'urbanisme, le développement anarchique de l'urbanisation a fait table rase des lieux et consacré l'espace comme un réceptacle neutre des appétits individuels – une situation que la France connaît également dans nombre de ses départements.

Cependant, si l'on approfondit la comparaison on remarque que le Vorarlberg, comme les régions italiennes engagées dans la démarche territorialiste, ont fait un même choix stratégique pour maintenir la cohésion et l'équilibre entre projet collectif et soif d'individualisme : celui de l'éco-responsabilité, pour l'un et voire de l'auto-soutenabilité, pour les autres. Une approche environnementale de l'aménagement de l'espace qui se traduit par le choix, régional, du polycentrisme contre celui, européen, de métropoles souveraines. Le projet "Vision Rheintal : vingt-neuf communes pour un éco-territoire" est très proche de la "biorégion" de Toscane et des Pouilles actuellement en cours de mise en œuvre.

Cette échelle régionale, comparable à l'échelle départementale française en termes de superficie – à défaut de l'être en termes de nombre d'habitants –, est ici consacrée comme le niveau scalaire pertinent pour développer une telle démarche. Et c'est justement là le territoire d'action des ACE. La construction patiente de cet "écosystème local", qu'eux-mêmes perçoivent comme une clé de l'avenir, pourrait-elle se réaliser en mettant les lieux en réseau, en révélant les projets cachés, ces "déjà-là" auxquels ancrer en douceur les innovations territoriales qu'ils ont pour mission d'élaborer ? De même, ne serait-il pas temps qu'ils réalisent, de façon métaphorique – quoi que ... – leur propre "carte de communauté", faisant ainsi de la connaissance intime que chacun détient, individuellement, de son terrain d'exercice respectif, un "bien commun". En son cœur sont peut-être logés, encore invisibles mais "déjà-là", les "inva-

riants structurels" d'un urbanisme territorial tendu par le rêve implicite. Aussi plus prometteur socialement que "l'urbanisme de projet" aux lourds accents marchands, et plus poétique puisqu'il appelle à cultiver son jardin ...

Les architectes-conseils de l'État réunis dans l'atelier 2  
Vendredi 30 septembre 2011



### Affectation foncière et valeur environnementale : conflits d'usage et d'intérêts ?

*“L'évolution de la démographie et des modes de vie s'accompagne d'une extension urbaine et d'un développement des infrastructures fortement consommateurs de terres agricoles. Ainsi, l'artificialisation des sols concerne de 50 à 60.000 ha par an, selon des modalités qui affectent fortement les surfaces agricoles et les structures des exploitations. À titre de comparaison, la France consomme deux fois plus de foncier que l'Allemagne. Cette situation qui déstabilise de nombreuses exploitations, représente une perte irréversible de sols, d'espaces et de paysages de qualité, et une atteinte à l'attractivité des territoires, au détriment de l'intérêt général.”*

Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche - Circulaire du 14/02/2008 aux Préfets.

Le lien entre qualité alimentaire, qualité de vie, équilibre des économies rurales et urbaines et développement urbain n'est pas encore une véritable question publique en France. Pourtant la dispersion de l'urbanisation par consommation des terres agricoles en France n'a jamais été aussi forte que depuis qu'on prétend la combattre. Depuis 25 ans, malgré la croissance quantitative de la valeur de l'agriculture, la part de celle-ci ne cesse de reculer dans le PIB, en raison des fortes baisses des prix des produits agricoles. En parallèle, pour les agriculteurs français, la très faible valeur du foncier agricole - 3 à 4 fois inférieure à celle de pays voisins tels que l'Allemagne et la Suisse - attise la tentation de rendre un terrain agricole constructible et de s'assurer une retraite confortable ...

- Quelles ressources alternatives pour répondre à la croissance des activités et des populations et satisfaire à un environnement et une agriculture de qualité ?
- Quel équilibre surfacique pour combiner marche, vélo, voiture, transports en commun au sein d'un continuum végétal ?

- Densités/modes d'habiter : Faut-il encore opposer urbanisation et ruralité, habitat individuel et habitat collectif ?
- Hyperdensité versus étalement urbain, limite, hauteur, emprise, équilibres pleins / vides et territoires urbains / périurbains ou agricoles. Traiter les espaces vides en “espaces verts” ?
- Densité et morphologies - Parler en “volume” plutôt qu'en “surface”, en “plan d'occupation du ciel” plutôt qu'en “plan d'occupation du sol” ? Cinquième façade appropriable ? Impact sur “skyline” de la ville ? Sous-sol/sur-sol – à l'anglo-saxonne ? Distance privé / collectif du lien de voisinage ? Mutualisation de services en optimisation du volume construit ?

Ces questions ont-elles été résolues - et comment - dans le Vorarlberg ? Différences, variantes plurielles en France ?

### Pouvoir et structure du politique / Pouvoir du propriétaire foncier : l'impuissance française.

Etant rarement précédées d'une stratégie en termes de politique foncière, les décisions d'urbanisation prises par les collectivités locales enrichissent les propriétaires privés et privent les élus des moyens d'action nécessaires. Les projets sont ainsi condamnés au minimum d'intervention et de réflexion sur les espaces publics, engendrant absences de transition et conflits d'usage.

- En matière d'environnement, quelle échelle considérer pour quelle gouvernance ?
- Quelles spécificités dans les modes de financement, les autorisations administratives ?
- Quel développement pour les projets d'éco-quartiers si la ville ou le territoire agricole alentour sont “Eco-Irresponsables” ?
- Quel pouvoir de régulation sur la spéculation foncière ?



Les modes d'actions des structures administratives et politiques du Vorarlberg pourraient-ils être mis en application en France ?

### Règlementations et labels performantiels : pour quelle architecture ?

La qualité architecturale ne se décrète pas, elle se suscite, est ou n'est pas objet de désir. La conception architecturale doit intégrer les solutions techniques et non se dérober face aux solutions-types. Elle passe par la maîtrise des chantiers, donc des mises en œuvre, ainsi que de l'aspect financier. Cette question repose sur une sensibilisation permanente des élus, des maîtres d'ouvrage sous obsession énergétique, et un dialogue avec les entreprises, pour faire évoluer les mentalités et écarter le diktat des réglementations thermiques.

Comment éviter la boîte thermos, graal des niveaux performantifs ? Quelle différence de coût de construction entre le Vorarlberg et la France ?

### Usage et modes de vie : une démarche participative et équitable ?

Garder au centre du débat l'utilisateur, qui pourra contribuer à la bonne utilisation de l'édifice dans lequel il vivra ou travaillera : Faute d'avoir été impliqué en amont du projet, il peut avoir des comportements non citoyens (éclairage artificiel en plein jour, chauffage fenêtres ouvertes...).

En Allemagne des propriétaires s'associent pour mener eux-mêmes leur projet, tandis qu'en France le processus reste géré par des promoteurs qui appliquent toujours les mêmes recettes standards issues d'études de marché...

- Quel degré de confort rechercher pour l'utilisateur ? Favoriser une approche qui prône une générosité d'espaces à vivre, même si tout n'est pas chauffé à 21 ou 19°C, ou encore l'approche japonaise avec le Kotatsu, système de chauffage des corps et non des espaces.
- Devant l'urgence de frugalité énergétique, faut-il revoir l'ensemble de nos acquis et mettre en place de nouveaux outils, faciles à intégrer dans la conception du projet et plus pertinents en termes de qualité d'usage ?



## Restitution de l'atelier 2

Pour la première fois, le 21 décembre dernier, un quotidien national, La Tribune, titrait sur sa une : “Chaque seconde, 26 m<sup>2</sup> de terres agricoles disparaissent en France ...” et développait ce constat alarmant dans un dossier de deux pages : “La ville dévore inexorablement les terres agricoles françaises”.

La question ne relève pas seulement de facteurs structurels – l’emboîtement des entités administratives et de leurs gouvernances par exemple – mais aussi de comportements éminemment culturels.

Depuis le Vorarlberg autrichien, force est de constater que les enjeux de la consommation foncière ne sont pas si différents entre la France et cette région – mais que la prise de conscience et les moyens mis en œuvre pour y remédier sont contrastés : alors qu’au Vorarlberg la préoccupation pour l’environnement a émergé dès les années 1960 et s’est doté d’un “Bureau des questions du futur”, L’Etat français n’aura pris la mesure du problème que très récemment à l’occasion des deux Grenelle. Et si le Vorarlberg a choisi la voie de la négociation permanente, la France a choisi celle de la réglementation : deux modes d’implication des citoyens, deux temporalités différentes.

### L’exception française

Le Vorarlberg se présente comme un exemple remarquable, en témoigne le développement d’une architecture responsable, de qualité, respectueuse de l’environnement et favorisant le développement de l’Economie locale. Les résultats que les participants à ce séminaire auront eu l’occasion d’apprécier lors des visites et des exposés des acteurs locaux, trouvent leur genèse dans la mise en place d’outils régulateurs et organisateurs du paysage architectural d’une grande souplesse grâce à l’implication d’une société fortement sensibilisée et motivée par les enjeux environnementaux. Dans ce contexte particulier et peut-être pas aussi idyllique qu’il n’y paraît de prime abord, il est utile pour les architectes-conseils de L’Etat réunis dans ce Land à peine grand

comme un petit département français, de recadrer ce qui pourrait définir l’exception française sous l’angle des problématiques liées à la consommation foncière.

La France, c’est 36 568 communes réparties sur tout le territoire, dont près de 32 000 comptent moins de 2 000 habitants, soit autant que sur le reste de l’Europe, autant dire une anomalie et une complexité qui est d’autant plus marquée par des différences territoriales notables : “le Calvados n’est pas la Guyane !”. Cette mosaïque administrative mise en place par la Révolution de 1789 et qui fut substituée aux quelques 60 000 paroisses de l’Ancien Régime a d’abord souffert d’un Jacobinisme étranger aux avancées démocratiques: jusqu’en 1831, les maires étaient en effet désignés par le pouvoir central ! L’objectif révolutionnaire d’un territoire où chacun serait égal et où la raison primerait la tradition et le passé s’est peu à peu heurté aux disparités géographiques et aux réalités culturelles, économiques et sociales. La conscience émergea au courant des années 1960 qu’il fallait remédier à un tissu communal par trop dépeuplé et dont la fiscalité était par ce fait incapable de pourvoir partout aux besoins des communes sans les subsides de L’Etat : la réforme Marcellin de 1971 ne put aboutir à une large fusion des communes face à une résistance quasi-générale de leurs élus. Alors que de nombreux pays d’Europe, autant dans un but de simplification que dans un but d’adaptation à la fois du territoire et de la fiscalité locale au monde contemporain, ont réduit de façon draconienne le nombre de leurs communes. Ainsi l’Allemagne de l’Ouest a réduit le nombre de ses Gemeinden de 24 400 à 8 400 au cours des années 1970 ; l’Allemagne réunifiée n’en compte que 12 291 pour une population un tiers plus élevée et une superficie un tiers petite. De même, la fusion des communes de Belgique a réduit le nombre de 2 359 à 596 en 1975. L’Italie en a 8 101 pour une population comparable et une superficie d’un peu plus de la moitié de celle de la France. En Europe, seule la Suisse a gardé une organisation communale semblable mais un important mouvement de concentration a commencé récemment.

En France, la réforme des Collectivités Territoriales engagée en 2010 poursuit et amplifie la loi Chevènement de 1999 dans le but de rationaliser la gestion des territoires administratifs en promouvant notamment l'intercommunalité. On le perçoit, l'exception française réside plus dans cet excessif morcellement administratif qui dilue les responsabilités des élus et prive notamment la grande majorité de nos communes des compétences techniques à maîtriser leur développement de façon cohérente - la réforme récente des services de L'Etat n'a fait que pointer cette carence, les architectes-conseils de l'Etat en sont témoins...

Ce rappel des données historiques françaises et des comparaisons avec nos pays voisins sont à mettre en parallèle avec les outils de planification dont sont dotées nos collectivités locales. Deux types de documents d'urbanisme de valeur normative inégale - SCOT et PLU - fixent le cadre et les règles de l'usage de l'espace, aux premiers, de niveau intercommunal de définir les grandes orientations de développement, aux seconds au niveau communal de préciser les règles de l'usage des sols et donc de gérer les conflits de voisinage et de propriété foncière. Les PLU sont opposables aux propriétaires fonciers alors que les SCOT ne le sont pas...

On le voit, dans le débat sur la question foncière l'échelle communale reste encore le niveau décisionnel privilégié. D'où la difficulté à voir émerger une évolution notable des pratiques d'aménagement et de développement libérées des intérêts locaux qui résistent à considérer le foncier comme une ressource non renouvelable et plus seulement comme une source de plus-values. L'apparition des PPEAN (Périmètres de protection des espaces agricoles et naturels) constitue un saut d'échelle intéressant, mais ne peuvent être mis en place par les départements qu'à l'initiative des communes ... on retourne donc à la case précédente.

Peu impactée par la Révolution, la structure de la propriété foncière française demeure majoritairement privée, quasi

intouchable – souvent héritée ou monnayée dans un cercle restreint, suivant un esprit de protectionnisme patrimonial individualiste digne parfois de l'époque féodale. D'ailleurs, la formule "ma liberté s'arrête là où commence celle du voisin" exprime particulièrement bien les sensibilités de voisinage des français, qui sont extrêmement liés à la terre, à la propriété fondamentalement ancrée dans les mentalités. Au point qu'aujourd'hui, malgré les discours contre l'étalement urbain, 82 % des français considèrent toujours la maison individuelle comme le Saint-Graal de leur cadre de vie ... c'est dire le paradoxe de la situation et la difficulté d'équilibrer la balance pour les décideurs et les concepteurs en aménagement du territoire. Et ce, dans un contexte qui voit la profession d'architecte rester confidentielle (1 architecte pour 2 000 habitants, contre 1 médecin pour 800 et 1 élu pour 104 citoyens, et que dire des urbanistes !). Résultat de cette équation : selon les enquêtes de l'INSEE publiées en 2009, durant les vingt dernières années qui la précèdent, 3,2 millions d'hectares de terres agricoles ont disparu en France au profit – à parts égales – de la forêt et des sols artificialisés. De fait, la France n'a jamais consommé autant d'espace agricole alors que sa population ne cesse d'augmenter !

### Habiter individuel ou collectif ?

Sur cette base de données – pour l'essentiel déjà connues - les architectes-conseils de L'Etat abordent divers points, avec des avis tantôt convergents, tantôt divergents, selon les expériences de chacun, et prennent position.

La question du logement – nerf de la guerre puisque composante nécessaire du développement urbain et élément fortement consommateur de territoire – a été abordé en mettant de facto dos à dos habitat individuel et collectif. A tort pour certains ACE. Olivier Le Boursicot modère l'assistance en rendant compte d'une étude stipulant, contrairement aux idées reçues, que l'habitat individuel et le lotissement pouvaient revenir moins chers que le collectif – même après rétrocession des V.R.D. aux communes.

Mais alors, quel avenir pour des parcelles de 500m<sup>2</sup>, difficiles à densifier avec les règles d'implantation de nos PLU ? Sur ce point, on notera un glissement sémantique dans le terme "lotissement" qui devient "éco-quartier", chaque maire imaginant que la réalisation d'un quartier équilibré en énergie sera suffisante pour faire basculer sa commune dans la dimension écologique - au lieu de prendre le sujet dans sa globalité. Et d'appliquer un greenwashing outrancier par la création systématique d'espaces verts, sans toutefois y associer des usages et qu'il faudra ensuite entretenir. Ces soi-disant éco-quartiers n'ont, la plupart du temps, rien à voir avec la trame urbaine existante. Rafaël Magrou évoque à ce propos un travail de l'agence BNR (Babled Nouvet Raynaud) qui, à Bussy-Saint-Georges, au lieu de dessiner servilement les attentes du maire, avaient proposé – via un site Internet, à mi-chemin entre référendum et outil de préfiguration – un support de discussion avec les habitants pour définir ce qu'était justement un éco-quartier sur ce site. (Projet retenu pour l'exposition Habiter écologique : quelles architectures pour une ville durable ? Cité de l'Architecture, 2009).

### Envisager une autre économie du bâtiment.

Des désaccords s'expriment sur le pouvoir du politique, pierre angulaire du projet urbain et de la gestion du foncier : une autorité insuffisante pour les uns, les autres défendant une vacuité décisionnelle qui n'est pas à attribuer aux (seuls) élus, mais avant tout au secteur économique. Tout le monde s'entend sur l'incompétence flagrante de tous les acteurs du secteur à réaliser du logement collectif de qualité, compte tenu des budgets alloués. Est-ce dû à l'absence de volonté ou à l'incapacité de la Maîtrise d'ouvrage française à réaliser des programmes de logements collectifs suffisamment attractifs pour contrer le rêve du pavillon individuel ? Il semble manquer une alternative de qualité au rêve de l'habitat individuel français, alors que l'histoire de l'Architecture ne manque pas d'exemples probants et réussis. L'ouvrage Nouvelles formes d'habitat col-

lectif en Europe (Arc en rêve – Birkhäuser éd., 2008) propose déjà une quarantaine d'exemples dans ce sens.

De plus, en France, la mentalité du moins-disant et une vision à très court terme dominant encore le marché immobilier, tandis que les pays voisins – la région du Vorarlberg comprise – n'hésitent pas à se donner les moyens d'obtenir la qualité. Avec les perspectives durables, il est impératif en France de penser à moyen et à long terme les investissements, et de réévaluer les budgets de travaux pour prendre en compte les données environnementales, qui d'une part intègrent la maintenance, d'autre part fidélisent la population et l'impliquent dans un respect de son environnement, enfin établir un budget qui tienne compte de l'amortissement financier avec les économies d'énergie réalisées dans les premières décennies de l'opération. En outre, ne plus penser opération immobilière comme un simple coup (coût ?) médiatique, mais comme un investissement à long terme, pour le meilleur de tous et de la planète.

### Qualité VS quantité

En ce sens, il est du rôle des architectes-conseils de l'État – architectes praticiens avant tout – de déplacer la question architecturale sur sa nature qualitative, celle du confort, de l'invention spatiale, et non de s'aligner sur les demandes des promoteurs et autres constructeurs qui tablent sur le quantitatif. Sans doute la période invoque-t-elle le remplissage systématique de tableaux – pour garantir les conditions énergétiques imposées, pour remplir les quotas de surface, pour rassurer les maîtres d'ouvrage hystériques sur les financements liés aux labels écologiques de toute sorte – toutefois il est du ressort des architectes de proposer des alternatives construites, mais aussi performatives. D'autant qu'ils sont de plus en plus en disgrâce auprès du grand public puisque ce sont eux qui portent sur leurs épaules les échecs du logement collectif – d'abord avec l'héritage des grands ensembles, ensuite par les restrictions de programmes, de réglementation, de confort de vie finalement.



Oui le public français est déçu par la production de ses architectes et ne comprend pas leurs démarches – d’autant que le grand public fait reposer sur les épaules des seuls architectes les échecs du passé – comme certaines défaillances actuelles – puisqu’il ne mesure pas la chaîne de production (décision-programmation-conception-réalisation). Ce qui n’arrange pas le marché, avec l’évitement systématique de l’appel au professionnel, pour se faire bâtir un pavillon individuel, à moindre coût et à moindre résultat, les mal-fameuses Maisons à 100 000 Euros en ont fait les frais. Plusieurs propositions émergent : puisqu’il n’y a pas de lotissement intéressant, il est nécessaire de “renouer avec l’image populaire de l’habitat individuel”.

### La question de l’adéquation des outils à la situation actuelle

En chœur, les ACE remettent en cause les outils à disposition. D’abord le PLU, souvent trop contraignant, mal adapté aux situations très diverses de chaque commune, et qui se limite à un dispositif normatif qui dessert plus qu’il ne sert le projet urbain. On observe une nette différenciation des objectifs fixés et atteints entre PLU pour une commune et PLU pour une communauté de commune. En ce sens, il faut apporter plus de souplesse pour permettre une étude au cas par cas.

De fait, un mot d’ordre est lancé (par Serge Pétré Souchet) : “Tant que les documents d’urbanismes ne seront pas adaptés, la réflexion sur le paysage et le territoire demeurera limitée”. Complété par la formule suivante: “Tant que les politiques ne changeront pas de point de vue : nous ferons du sur-place”. Et tous d’en venir à une évidence : la question du foncier n’est pas que technique, mais avant tout politique. Puis d’ajouter : économique. C’est là un blocage du système français, voire son absurdité, dans l’opposition entre pouvoir et structure du politique et le pouvoir du propriétaire foncier. Un dialogue est à (r)établir.

En préambule de l’Atelier avaient été posées différentes questions afin d’envisager cette question du foncier sous un angle pertinent et de pouvoir. Étant trop souvent dé-

pourvues de vision stratégique en terme de politique foncière, les décisions d’urbanisation prises par les collectivités locales servent trop souvent les intérêts des propriétaires privés et privent les élus des moyens d’action nécessaires pour le bienfait de la collectivité. Les projets sont ainsi condamnés au minimum d’intervention et de réflexion sur les espaces publics, engendrant absences de transition et conflits d’usage.

Dès lors, la voie de la révolution se poserait en ces termes : “Ne pas figer de règles, mais fixer des objectifs”

Ensuite, pourquoi les architectes, et tout particulièrement, le corps des ACE, ne sont-ils pas associés à la rédaction des textes régulateurs et organisateurs du territoire ? Une participation d’autant plus justifiée qu’ils auront à transgresser trop de règles imbéciles, selon les termes de Pierre Lajus ! Pourquoi les professionnels de l’aménagement, urbanistes, architectes et paysagistes, ne seraient-ils pas associés en priorité au dess(e)in futur de nos territoires ? La densité et ses implications sur les modes de vie impose que ces professionnels soient plus investis dans la conception et l’aménagement du territoire, lorsqu’ils se considèrent bien souvent mis à l’écart, frustrés de ne pouvoir intervenir que trop tard et d’être ensuite bloqués par un carcan réglementaire auquel ils n’ont pas été associés en temps utile.

### La nécessité de poser un projet sociétal et politique. Propositions

Les architectes-conseils de l’Etat ont donc un rôle éminent à jouer : la nécessité de poser un projet sociétal et politique. Quels peuvent être les leviers d’une telle démarche ? Plusieurs ont été évoqués durant l’atelier, d’autres peuvent enrichir ces propositions.

- Déplacer la qualité architecturale vers la qualité de vie, en développant une densité réfléchie (réalisée avec des professionnels et non uniquement par des géomètres), au cas par cas – ex du doc didactique d’Angers Métropole à destination des élus ou du catalogue de modèles de lotissement en cours d’élaboration

par le Ministère. Se pose la question de la nouvelle loi à venir qui impose la surface utile et évacue les SHON et SHOB.

- Proposer des réserves foncières pour la collectivité, afin d'anticiper sur des aménagements futurs - retenir et approfondir le dispositif de renversement de vapeur de la constructibilité d'un terrain, pratique courante au Vorarlberg, pour le rendre inconstructible, en dédommageant les propriétaires.

- Poursuivre la mise en place d'intercommunalités pourvues de PLU intercommunaux pour travailler en synergie, entraînant avec cela le maillage renforcé des réseaux de transport, et le développement de poly-centralités réelles.

- Décider de ne pas figer les règles mais de redéfinir des objectifs. Les architectes-conseils de l'Etat doivent intervenir sur les SCOT ainsi que sur les PLU.

- Faire évoluer les mentalités. Sensibiliser, accompagner politiques et citoyens, etc.

Un "plaidoyer" général en faveur des PADD s'est exprimé, car cet outil offre plus d'ouverture, de flexibilité. Capable d'intégrer le Grenelle de l'Environnement, même s'il n'a plus aucune valeur juridique : faut-il réinverser la hiérarchie des textes et remettre en avant ce type d'outil qui fixe des objectifs au lieu d'imposer des normes ? Quoiqu'il en soit, il faut retravailler ces règles, ces outils de régulation foncière, en accompagnant l' élu dans la rédaction des paramètres de gestion de sa commune. Et ainsi contrer les grosses machines du BTP - cas particulier bien français, dans lequel prévaut trop encore la quantité à la qualité, avec l'effet médiatique escompté - pour revenir à une phase antérieure pour mieux aller de l'avant. Bien entendu, ces points sont une ébauche à développer dans un futur proche afin d'aboutir à un projet cohérent.

- En écho à l'Ekopass, un système de bonus/malus d'écoresponsabilité peut-il être envisagé sur les permis de construire qui comporterait, entre autres critères, la question de la densité, entraînant avec elle celle de la consommation des sols ?

## Définir une stratégie

Sensibiliser la population française dès le plus jeune âge à l'architecture, au cadre de vie pour faire évoluer les mentalités, les regards participeraient d'une évolution des esprits pour, enfin, enclencher un débat éveillé sur l'architecture, comme c'est le cas dans le Vorarlberg. Tout comme les musées cherchent à toucher le jeune public pour inciter leurs parents à venir visiter les collections et expositions, ne peut-on passer par la formation des électeurs pour entraîner avec eux, des élus, mal conseillés, afin de développer ensemble un projet cohérent de société ? Où l'architecture, qui définit le cadre de vie, jouerait enfin un rôle central et revalorisant.

La mise en place d'une maïeutique commune qui fasse émerger l'architecture du débat politique au lieu des seules questions techniques liées au développement durable recentrerait les préoccupations, afin d'atteindre le confort de vivre ensemble, au lieu de miser sur la seule performance. Enfin, requalifier le rôle d'architecte-conseil de l'Etat, pivot de cette stratégie, qui aujourd'hui joue un rôle trop marginal au sein de la société française actuelle. L'architecte doit recouvrer sa position, ou en réinventer une dans la société actuelle, mais alors laquelle ?

L'atelier a permis une prise de parole répartie entre les divers participants, suivant des thématiques propres à la proposition de l'atelier, essentiellement focalisée sur la remise en question de la gestion du foncier (conflits d'usage et d'intérêts), et sur les normes imposées notamment par le PLU. Les questions relatives aux alternatives de densité, aux nouveaux modes d'habiter, ainsi qu'aux labels performantiels et les démarches participatives n'ont pu être qu'esquissées, faute de temps, d'autant que la première problématique a révélé la nécessité de débattre autour de cette question, épineuse, complexe, du foncier.

Nous espérons que les autres parties proposées dans cet atelier pourront faire l'objet d'autres débats, de dialogues et de développements entre les ACE, lors d'une prochaine session.



## Point de vue sur l'atelier 2

### “La France ne peut être la France sans la grandeur” CDG — sans la hauteur de vue.

120 architectes praticiens, architectes-conseils de L'Etat, assemblée forte, cohérente dans ses perspectives et riche dans ses débats : il est rare d'avoir un tel “corps” représentant le métier, n'importe quel métier d'ailleurs, et révélant la diversité française. La profession est souvent mise dos à dos par le biais des compétitions, même s'il existe une affection fraternelle. Ici dans le corps des ACE, tous se complètent, “Ssachants” à la fois généralistes et spécialistes, croisant les questions urbaines, paysagères, architecturales, publiques, privées, économiques, politiques, sociologiques, même philosophiques je présume. Tous sont aguerris en agence à la pratique du métier, à la “diplomatie” nécessaire, présumée pour aborder la complexité de chaque projet.

Personnellement, je ressens dans ce “corps” une réelle énergie, autre que représentative, mais active, volontaire, qui détiendrait une capacité à actionner des leviers, que ce soit au niveau local comme national, afin d'anticiper sur l'aménagement du territoire, des territoires français (ils sont pluriels, nous en sommes conscients, contrairement au Vorarlberg qui représente une unité, compte tenu de sa superficie et de ses conditions à la fois géographiques, climatiques et politiques).

J'ai pu recueillir, même furtivement, des avis divers, souvent convergents sur des problématiques communes, de réflexion sur le territoire, sur l'aménagement du paysage français, urbain, agricole, côtier ou montagneux, fabrique, à mon sens, un vivier sans équivalent de savoir et de savoir-faire. J'ai assisté à des débats, dialogues, accords, désaccords, mais dans une optique toujours constructive, d'avancer pour établir de nouveaux axes de développement. Ici, nulle compétition.

Et c'est cette énergie qu'il serait intéressant de mettre en avant pour défendre le corps des architectes-conseils de

L'Etat, de faire valoir leurs missions, leur rôle auprès des instances publiques.

L'opportunité de faire remonter l'information jusqu'aux ministères de tutelle – écologie et territoire et surtout culture, qui a relégué l'architecture en sous-secrétariat.

Des élections nationales sont en préparation, n'est-il pas temps de proposer un projet d'envergure – qui ne soit pas un simple effet d'annonce médiatique comme l'a été le Grand Paris ou encore les projets des grandes métropoles ?

### Lever le nez du guidon et fixer l'horizon

Il me semble que c'est le rôle des architectes-conseils de L'Etat, de faire remonter l'information. De sensibiliser le grand public afin d'anticiper les décisions – les aménagements – futurs. Et de se donner, enfin, les moyens de mettre en œuvre un équilibre foncier acceptable qui opère une densité intermédiaire, qui re-densifie les villes, limite l'étalement urbain, emploie des moyens communs, s'extraient des diktats des BET énergie et autres collectivités locales hystériques sur les labels et tableaux de calcul pour défendre l'exception française : celle de proposer une architecture de qualité, des projets d'aménagement et des villes au service de l'usager, de l'habitant. Ne pas se satisfaire de la boîte thermos de manière systématique, ni copier Fribourg, le Vorarlberg ou Bedzed, mais s'en inspirer pour mieux les transformer et développer nos propres conceptions – le potentiel est là.

Pour que les architectes-conseils de L'Etat, et avec eux, les praticiens que vous êtes et vos confrères, recouvrent la position nécessaire, politique, au centre de la Polis, puisque c'est là votre mission.

Et c'était aussi le vœu de Pierre Lajus. Il faut répondre à son interpellation – que je partage pleinement même si une génération nous sépare : celle de réinventer le métier d'architecte-conseil de L'Etat et, par cette dynamique, de remettre l'architecture au cœur du débat citoyen.

Au Vorarlberg, les acteurs les plus divers, publics et privés, professionnels ou citoyens, ont su fédérer leur action dans la durée autour d'un projet commun et d'un désir partagé : l'efficacité des réalisations accentuant peu à peu l'intensité du rêve collectif. Il n'y a pas ici d'abord le projet ou la norme, puis l'action, mais une "écologie de l'action", circulaire, qui fait de chaque construction une pièce dans la vision générale, et de la vision générale un fil d'Ariane pour chaque transformation du territoire. Ce que l'on appelle la "gouvernance" ne se limite pas au dispositif institutionnel. Dans le Vorarlberg, c'est une construction transversale. Cette gouvernance de "collaboration" lie le politique aux acteurs économiques et aux citoyens. Cela suggère pour nos débats plusieurs questions.

#### Comment envisager la construction commune du projet de territoire ?

Il y a d'abord la question de "la juste échelle" : il faut pouvoir accorder les lieux où l'on décide aux lieux où l'on vit. Pour cela, savoir équilibrer la part de l'enracinement, contextuelle, et la part de l'échange, du mouvement. Le Vorarlberg est à la fois très singulier et résolument européen, et peut-être à ce titre une référence pour nos régions. Le projet territorial est aussi construit à partir des engagements locaux : le petit est responsable du grand, la vision commune est nourrie par l'action sur le terrain. Cela permet notamment de résoudre les difficultés et les paradoxes par des moyens plus souples et mieux adaptés que la norme. Dans notre pays, où la tradition "top-down" est encore très forte, comment participer à une appropriation locale d'enjeux sociétaux plus largement partagés ? Quel est notre rôle pour articuler ces enjeux avec les inventions et les ressources en action dans les territoires ?

#### Diversité des acteurs : quel place pour l'intérêt général ?

La ville se construit principalement, ne l'oublions pas, avec des énergies privées. L'espace public le plus qualitatif ne résulte-il pas d'un équilibre entre puissance publique et investissement privé (le Paris d'Haussmann, par exemple...) ?

Avec le retrait de la sphère publique et la complexité croissante des transformations du territoire, les circonstances actuelles voient les acteurs se démultiplier. Comment concilier l'intérêt général, les objectifs politiques, les demandes citoyennes avec la part croissante des acteurs privés ?

#### Faire autrement : quelle implication des différents métiers ?

Le Vorarlberg témoigne qu'il est nécessaire d'inventer en permanence, avec l'appui des savoir-faire de chacun, notamment des entreprises et de l'industrie. Comme pour les questions de gouvernance, ceci se fait à la bonne échelle, en s'appuyant à la fois sur les ressources d'un lieu – matérielles et immatérielles – et sur un réseau d'échange étendu. Ces collaborations inventives n'ont pas seulement un intérêt économique : elles contribuent à une culture commune ; comment mieux associer ainsi le plaisir de l'échange et de la rencontre, la valeur des savoir-faire à l'efficacité économique ? En quoi la fabrication, dépassant le champ technique, stimule l'invention collective dans le territoire ?

#### Comment accorder nos actes à nos vœux ?

Le Grenelle laisse parfois une impression d'inachevé : on a beaucoup parlé, beaucoup rêvé – ce qui n'est pas si mal – et les conséquences concrètes, au jour le jour, ne sont pas toujours à la hauteur. L'action courante des uns et des autres (les élus, les services de L'État, les concepteurs, les opérateurs...) est aussi un moyen de construire un projet collectif ambitieux, et de nourrir le débat général. Au Vorarlberg, les traces du rêve collectif ne se limitent pas à des colloques, des lois, des déclarations ou des livres, mais s'incarnent dans les réalisations, c'est à dire dans les lieux habités par les uns et les autres. Cela donne à l'architecture un rôle singulier : elle n'est pas le "résultat" d'un processus vertueux élaboré en amont, mais le moteur d'une transformation d'ensemble du territoire. Mieux, elle identifie de manière palpable et jubilatoire l'ambition du rêve collectif. Bref, l'architecture fait le lien entre plaisir et politique, ce qui est un fort beau rôle... à ressourcer en France ?



Ariane Wilson au cours de la restitution de l'atelier 3  
Samedi 1<sup>er</sup> octobre 2011





## Restitution de l'atelier 3

Michel Roy et Frédéric Bonnet posaient pour l'atelier 3 la question des acteurs citoyens et des citoyens acteurs. Qui sont les divers acteurs des visions, décisions et actions architecturales ? Comment interagissent-ils ? Quels sont les moyens mis à disposition pour qu'ils se rencontrent, et surtout, y a-t-il le terreau d'un intérêt général, d'une culture partagée ?

Quels sont les moteurs de l'action architecturale, ses motivations, ses outils, ses moyens, mais aussi quel en est le savoir-faire ? Le savoir-faire est-il une force motrice ? Les architectes sont-ils porteurs d'un savoir-faire moteur ? L'exemple du Vorarlberg, sans nécessairement être un modèle transposable ou un cas sans faille, dans un face-à-face de polarités manichéennes, incite à réexaminer les niveaux de l'initiative architecturale. Il suggère la possibilité d'un mouvement de décentrement de la réflexion, de la prise d'action et de l'évaluation, d'une multiplication des lieux et des acteurs impliqués dans ce qu'il conviendrait d'appeler la co-décision, plutôt que la décision, d'un projet.

### La juste échelle de décision

Alors que Gilles Barré remarquait qu'il était rare de traiter la question de l'échelle d'intervention à un colloque ACE, cette question a été cruciale et récurrente dans les débats de l'atelier 3. La majorité des participants a entendu le modèle du Vorarlberg comme un processus d'échelles qui se déclinent et s'emboîtent, collégial, éloigné d'un système pyramidal.

• L'ÉTAT SUR-RÉGULATEUR ? L'échelle étatique (disons nationale) ne semblait pas vraiment perturber nos interlocuteurs du Vorarlberg (Vienne est loin et "s'en moque", nous ont dit certains). Pour ce qui est de la France, les participants à l'atelier ont eu tendance à dresser le portrait d'un Etat porteur de rêves échoués (HQE, Grenelle, la résorption des HLM) et synonyme de réglementation. La règle a été décrite tantôt comme garantie de la démocratie et contre le clientélisme, tantôt comme béquille pour l'Etat,

mais la plupart ont déploré l'engouffrement dans la certification. La règle, avec pour grand diable le HQE, a rendu le discours du développement durable technocratique. Comme dans le cas des éco-quartiers, l'Etat impose des programmes qui figent à l'avance les critères d'évaluation et empêchent un retour d'expérience, ce step by step (actions par petites marches fondées sur la réévaluation) tant loué dans l'exemple du Vorarlberg. Pour comparer les effets de programmes à grille de critères, Frédéric Bonnet proposait d'examiner au Vorarlberg l'Ecopass aux 300 cibles du Vorarlberg, initiative à l'entre-deux d'une culture rationnelle et d'une culture de questionnement du politique.

• UNE ÉCHELLE RÉGIONALE FAIBLE EN FRANCE. Bien que le Land du Vorarlberg et la structure régionale française puissent difficilement être comparés, plusieurs voix ont constaté qu'il manquait un échelon régional effectif en France pour faciliter les transmissions de décisions et de volonté d'action. Comment faire intervenir l'échelle régionale, et non seulement départementale, demandait Thierry van de Wyngaert ?

• COMMUNE OU INTERCOMMUNALITÉ ? A l'échelle communale, le pouvoir du maire en France tranche avec celui du maire au Vorarlberg. L'intervention, lors de la séance plénière matinale, de Monsieur Joseph Mathis, maire de Zwischenwasser, exposait un cas où l'échelle pertinente de décision était le maire qui incarne son territoire (Pierre Bolze). Ce territoire recouvrant trois communes, le maire était une intercommunalité en soi (Florence Crépu). Frédéric Bonnet remarquait que le développement de l'intercommunalité en France représentait un moment crucial dans l'équilibrage des pouvoirs des acteurs – et Patrick Céleste que le niveau de l'intercommunalité était un meilleur levier que le niveau Scott trop élevé - mais que l'Etat venait déjà perturber le projet d'association de maires. Le rapport entre préfets et élus locaux est à son avis déplorable. Jacques Ripault : ce sont les élus français qui devraient venir en voyage à la découverte du Vorarlberg !

L'atelier constatait le trou noir rural qui sévit en France. Les associations de maires ne se donnent pas le moyen d'agir. Un participant rapportait qu'à certaines manquent jusqu'à des cartes avec des lignes de niveau. D'autres se demandaient si, pour restreindre les zones à urbaniser, les maires seraient prêts, comme à Zwischenwasser, à offrir des compensations financières ou, pour améliorer la qualité architecturale, à accorder un budget conséquent aux missions de conseil architectural. Une commune sur quatre s'est munie au Vorarlberg d'un Gestaltungsbeirat (conseil architectural municipal), soit la moitié du nombre de ces conseils en Autriche. L'engagement pour l'architecture, les moyens mis à disposition, sont une question de priorité politique municipale.

• LA PARTICIPATION CITOYENNE. Lydie Chamblas rappelait la notion qu'au Vorarlberg, les gens n'étaient pas des clients mais des acteurs de l'architecture. La participation de l'acteur-citoyen, s'avère-t-il ici, n'est pas seulement celle des habitants au titre de citoyens individuels, mais aussi celle des associations, des artisans, de l'industrie et des entreprises. Cette diversité d'acteurs semble mue par une culture du dialogue et un intérêt commun dans l'architecture en tant que culture partagée. Ceci tient en partie au fait que, comme le constatait Patrice Mottini, les projets sont souvent familiaux et réalisés par un réseau d'entreprises familiales. Mais plus largement, l'interaction entre différents milieux dans le processus montre que l'architecture n'est pas isolée ; elle est au contraire un ciment politique, dotée d'un pouvoir économique.

### Culture de la règle et culture du dialogue. Le rôle des ACE ?

Le débat a tourné autour du contraste entre une culture de la règle (schématiquement la France) et une culture du dialogue (schématiquement le Vorarlberg). Catherine Bergeal notait avec optimisme qu'il y a en France une volonté de dialogue mais une multiplicité d'histoires qui ne se rencontrent pas. Quel pourrait être le rôle de l'ACE pour encourager et aider un dialogue effectif ? Contrairement aux

Gestaltungsbeiräte internes aux communes, la position bien particulière d'observateur externe qu'est celle de l'ACE a l'avantage d'apporter une vision indépendante ; elle est cependant confrontée à une méfiance vis-à-vis de personnes extérieures venant s'immiscer dans les processus de décision locaux. Plusieurs participants voyaient une possibilité d'intervention ou d'encouragement du dialogue même là où manquent les moyens, les structures et les intérêts communs "en surfant sur la vague de prétextes indirects" : le prétexte des lois favorisant l'intercommunalité par exemple, ou celui de la disparition des ZPPAUP et leur remplacement par des AVAP... Philippe Challes racontait son intervention autour du site d'un silo à Chauvigny en se référant au label Patrimoine du XXème siècle.

### Quels rêves, quelles visions ?

Le Vorarlberg semblerait avoir pour "prétextes" un certain nombre de slogans fédérateurs, comme celui de l'autonomie énergétique en 2050, qui permettent de décliner sous un même chapeau de nombreux aspects de l'aménagement, de la production, de la consommation. L'existence de ce type de slogan-rêve ou slogan-vision faciliterait le travail des ACE en France et stimulerait en général la participation d'acteurs variés à divers niveaux. Pour cela, il faudrait peut-être, comme le proposait, Patrice Mottini "faire l'inventaire des rêves".

### Vision économique

L'une des visions fédératrices des initiatives architecturales au Vorarlberg est économique. Le poids économique que semble détenir l'architecture au Vorarlberg a marqué les débats entre ACE au sein de l'atelier. Le Vorarlberg Architektur Institut est subventionné par le Ministère de l'Economie, le Ministre de l'Economie est venu en personne parler au séminaire ACE d'architecture et de culture partagée, les entreprises semblent avoir pour éthique de gagner de l'argent en faisant bien. L'architecture comme outil

économique dans le politique, le politique comme moteur économique dans l'architecture, l'économique comme moteur politique de l'architecture, bref, l'architecture considérée et promue comme porteur économique, inscrite dans le processus économique : cela suppose une vision un peu différente de l'architecture. La réaction de certains participants à l'atelier qui demandaient où était l'Architecture dans les exemples d'architecture modeste que l'on voyait au Vorarlberg trahissait cette différence entre une vision monumentale et artistique et une vision pragmatique et quotidienne. (Note : ceci avant les journées de visites !)

### Savoir-faire, économie et architecture

Ce qui semblerait manquer à l'action architecturale en France, c'est un ancrage "en bas" dans la culture du quotidien et du savoir-faire. Ce savoir-faire conférerait une légitimité à une diversité d'acteurs. L'échelle manquante dans la déclinaison des échelles de la co-décision architecturale pensée institutionnellement et de manière pyramidale serait l'échelle de l'Economie et de la fabrication.

Le rapport de résistance entre architecte et entreprise ou le mépris de l'architecte dans le PPP, qui, selon Jean Guervilly, réduit l'architecture à un faire-valoir, n'est pas de mise au Vorarlberg. Outre le fait que les architectes sont aussi ingénieurs, comme le rappelait Cristina Conrad, les architectes ont un rapport direct avec le faire. Selon Frédéric Bonnet, l'autorité de l'architecte devrait reposer sur une culture partagée de la fabrication et du savoir-faire. Le savoir-faire engendre des désirs, des collaborations, de l'inventivité, et des organisations pour mettre en œuvre cette inventivité. Le savoir-faire serait-il un acteur de la co-décision architecturale ? Plutôt que bien gouverner pour faire, ne vaudrait-il pas mieux bien faire pour gouverner ? Dans un tel idéal, l'autorité serait celle de l'expérience et de l'évaluation, et sa légitimité fondée sur l'empirisme.





### La loi des gouvernances

Dans les nouvelles collectivités territoriales, les élus locaux se désignent, de manière croissante, comme les véritables responsables de la gestion des affaires locales. Cette évolution est le résultat de la décentralisation et de la régionalisation des compétences. Les élus locaux ont ainsi acquis une légitimité accrue et sont devenus des acteurs clés de la gouvernance territoriale.

### Le projet de loi

Le projet de loi vise à renforcer la coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Il propose notamment de clarifier les rôles et les compétences des élus locaux, de promouvoir la concertation et le dialogue entre les acteurs territoriaux, et de favoriser l'innovation et la prise d'initiative.

### Le projet de loi n° 1017

Ce projet de loi vise à améliorer la gouvernance territoriale en renforçant la coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Il propose notamment de clarifier les rôles et les compétences des élus locaux, de promouvoir la concertation et le dialogue entre les acteurs territoriaux, et de favoriser l'innovation et la prise d'initiative.

### Un projet de loi

Un projet de loi vise à améliorer la gouvernance territoriale en renforçant la coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Il propose notamment de clarifier les rôles et les compétences des élus locaux, de promouvoir la concertation et le dialogue entre les acteurs territoriaux, et de favoriser l'innovation et la prise d'initiative.

### Richard Simey

Richard Simey est un architecte-conseil de l'Etat. Il est spécialisé dans la conception et la mise en œuvre de projets d'architecture et d'urbanisme. Il a travaillé pour de nombreux clients, y compris des collectivités territoriales, des entreprises et des particuliers.

### Le projet de loi n° 1017

Ce projet de loi vise à améliorer la gouvernance territoriale en renforçant la coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Il propose notamment de clarifier les rôles et les compétences des élus locaux, de promouvoir la concertation et le dialogue entre les acteurs territoriaux, et de favoriser l'innovation et la prise d'initiative.

### Un projet de loi

Un projet de loi vise à améliorer la gouvernance territoriale en renforçant la coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Il propose notamment de clarifier les rôles et les compétences des élus locaux, de promouvoir la concertation et le dialogue entre les acteurs territoriaux, et de favoriser l'innovation et la prise d'initiative.

### Richard Simey

Richard Simey est un architecte-conseil de l'Etat. Il est spécialisé dans la conception et la mise en œuvre de projets d'architecture et d'urbanisme. Il a travaillé pour de nombreux clients, y compris des collectivités territoriales, des entreprises et des particuliers.



## Point de vue sur l'atelier 3

Toute oreille attentive aux débats qui ont animé le séminaire des ACE au Vorarlberg aura relevé une tendance à opposer deux modèles incarnant deux manières de voir et faire l'architecture : l'un dont la perfection forçait respect et admiration, l'autre, dont l'imperfection nourrissait la critique et nous regardait comme un miroir déformant. Le premier modèle s'appelait "Vorarlberg", le second "la France".

Personne n'était dupe, sans doute, de la caricature de cette confrontation. Mais comme Roland Barthes disait de son "Japon" dans *L'empire des signes*, il peut être utile de "prélever quelque part dans le monde (là-bas) un certain nombre de traits, et de ces traits former délibérément un système", "sans prétendre à analyser la réalité", mais en visant "la possibilité d'une différence", quitte à entretenir une certaine "inconnance". Le Vorarlberg, comme le Japon pour Barthes, nous a "étoilés d'éclairs multiples". Le "Vorarlberg" et la "France", comme l'Orient et l'Occident, se sont confrontés pour ébranler quelques certitudes et proposer d'autres sens.

Cette construction du modèle "Vorarlberg" fut fortement aidée par le fait que ce Land propose une image cohérente de lui-même, une histoire partagée, positive et dynamique. Et même s'il y a sûrement des différends, des failles, des résistances au sein de ce modèle et dans un milieu relativement conservateur, cette vision platonicienne ne peut être considérée comme un aveuglement ou un mensonge : elle est un moteur. Le Vorarlberg est doté de personnes très actives à différents niveaux de la société qui ont décidé de raconter, en privilégiant certains traits de leur pays, une histoire cohérente du passé et pour le futur, d'ériger et de diffuser une sorte de mythe dans tout ce que cette notion a de plus positif - la narration structurante d'une tradition et de réalités sociales servant de guide à l'invention de l'avenir.

S'il doit y avoir co-décision dans l'élaboration du projet, il faut participation et dialogue entre une diversité d'acteurs, mais aussi une sorte de contrat tacite qui fait que tous racontent la même histoire dont l'intérêt est proportionnel à sa complexité. Le projet collectif a besoin du mythe, et c'est cela peut-être qui manque au modèle et à la réalité française. Le Vorarlberg s'est construit un mythe - s'est érigé en mythe -, et cela l'aide à projeter des visions et à agir.

L'adhésion au modèle "Vorarlberg" dans les discussions et les observations des ACE n'a cependant pas été uniquement influencée par une histoire de... chalets en Espagne ! Nous avons visité les réalisations résultant de cette vision partagée et propagée : nous avons vu les écoles, les casernes de pompiers, les résidences pour personnes âgées, les mairies, les salles de répétition pour la fanfare ; nous avons vu la justesse de leur construction, l'inventivité des solutions techniques, la générosité des bâtiments publics, l'expérimentation de programmes mixtes ; nous avons compris la subtilité des structures de décision ; et surtout, nous avons touché du bois... la chose était réelle, et nous avons été ébahis ! Le mythe "Vorarlberg" est bel est bien incarné dans l'architecture du Vorarlberg (y compris dans un aspect moins positif : le mitage des vallées par la maison individuelle, contrepartie négative d'un succès économique.)

Je voudrais apporter deux petits témoignages personnels issus d'un séjour de plusieurs mois que j'ai effectué au Vorarlberg, car ils aident à illustrer de manière très concrète et à un niveau prosaïque que le mythe "Vorarlberg" opère en culture partagée.

J'ai eu l'occasion de raconter la première anecdote lors de l'une des séances plénières. C'est l'histoire de la Soirée Poètes. Je vivais dans le petit village de Schlins. Mes voisins ont voulu me faire partager une de leurs sorties culturelles. Un soir, nous sommes allés dans l'auditorium d'un bourg

voisin. La salle était comble d'enfants, d'adultes et de personnes plus âgées. Un spectacle débuta autour du thème du Poêle. Des chansons sur ce sujet et des sketches en dialecte qui faisaient hurler de rire la salle, alternaient avec des présentations de techniques, de produits, d'intégrations architecturales, ou des extraits de films-nostalgie évoquant le poêle-banc en faïence, le Kachelofen, qui trône dans toute maison traditionnelle. La soirée était co-financée par des fabricants de poêles, la mairie, et l'institut de l'énergie du Vorarlberg. Au Vorarlberg, Monsieur Dupont dépense volontiers 15 Euros non pas pour une soirée cinéma, mais pour une soirée Poêle, une soirée Energie solaire, une soirée Fenêtre. La question de l'énergie et du chauffage, sa dimension aussi bien esthétique que technique, est une passion populaire et culturelle.

Le second témoignage porte sur l'orientation des enfants et des jeunes que j'ai pu rencontrer lors de mon séjour. Il m'a semblé que la filière artisanale n'était pas, dans les systèmes de reconnaissance, celle réservée aux cancre. Quitter la voie scolaire académique pour devenir menuisier, cuisinier ou couturier est un choix d'honneur et non le seul lot des élèves en échec scolaire, un choix effectué par des jeunes enthousiastes. Au Vorarlberg, l'artisan est roi, respecté et hautement qualifié. La valorisation des métiers techniques et artisanaux est gage de qualité. La question de la formation est essentielle et souvent oubliée dans les débats sur la qualité de la construction, la fiabilité de la participation citoyenne et le partage d'une culture de la construction liée à une culture de l'architecture.

Dans un pays, où, dit-on, la devise de vie est "schaffeschaft-häuslebaue" (jebosse-jebosse-puisconstruismamaison), la maison bien construite est au centre des aspirations mais aussi d'un réseau de collaborations entre maître d'œuvre, maître d'ouvrage, artisans et entreprise qui parlent un même langage, sont souvent d'une même famille, partagent une confiance en la tradition, mais osent aussi l'innovation, comme le prouve la filière du bois au Vorarlberg.

Dans l'opposition manichéenne "Vorarlberg"/"France", le deuxième modèle s'est infligé quelques coups délivrés par ses représentants mêmes, mais il a été bien dit que le premier ne pouvait être une recette applicable dans tout contexte. Le modèle "Vorarlberg" reflète une évolution historique, une échelle territoriale, une structure sociétale, une question de ressources spécifiques. Cependant, son esprit d'engagement et d'enthousiasme politique pour l'architecture, dans ce qu'elle a de plus quotidien comme de plus exceptionnel, doit pouvoir être transposable. J'ai été impressionnée par le fait que les participants à ce voyage riche et dense de visites et de débats, les ACE, expriment eux clairement cet engagement et cet enthousiasme, et partagent une vision idéaliste de l'architecture comme valeur sociale et comme service public. En cela, les personnalités fortes, les positions et opinions variées de chacun formaient corps. En tant que médiateurs, les ACE pourraient porter l'un de ces mythes-moteur nécessaires à l'action et au dialogue. C'est dans cette perspective que j'imaginerais, pour ouvrir le débat, un partage de leur connaissance de la condition de l'architecture dans chaque département, sous forme d'un bel Atlas de la réalité architecturale en France.



Depuis plus de vingt ans que je suis associé à vos séminaires, la réflexion collective des architectes-conseils de l'Etat alimente mes propres ruminations et je vous en suis reconnaissant, de même que je salue l'ambiance fraternelle de vos réunions annuelles. Cette antériorité me permet de faire le lien avec les précédents séminaires et de rappeler le changement intervenu lors de celui du Havre. Pour résumer ce précédent épisode, il convient d'abord de noter l'organisation des travaux en ateliers thématiques, avec restitution en séance plénière. Plus qu'une question de méthode, ce choix d'organisation conduit au cœur du sujet qui nous réunit aujourd'hui en Vorarlberg : la distribution de la parole au sein d'une collectivité ou d'un groupe, sa restitution et sa transmission à un niveau institutionnel. Bref, toute cette participation et ce débat citoyen qui caractérisent apparemment la vie publique en Vorarlberg en partant du terrain, notamment pour les questions d'aménagement et de gestion du territoire.

### Terrain fertile

Au Havre, les architectes-conseils de l'Etat ont mis en place, à leur niveau, une organisation plus démocratique de la parole à travers ces ateliers effectivement plus propices à l'expression de chacun, comme Frédéric Bonnet l'a noté. Cet effet miroir étant noté, le séminaire du Havre introduisait également celui d'aujourd'hui par son thème : le repositionnement des architectes-conseils de l'Etat au sein de l'organisation administrative. Plaidant pour l'ancrage des architectes-conseils de l'Etat dans leurs départements d'affectation, il suggérait de repartir du terrain pour faire remonter une parole - constats, informations, propositions - à travers les rouages administratifs jusqu'au sommet de l'Etat, du moins jusqu'à ses administrations centrales. Les dysfonctionnements observés dans l'application des normes et des règlements motivaient en premier chef ce questionnement sur la place, le rôle et l'audience de l'architecte-conseil de l'Etat dans une période de flottement institutionnel avérée (cf. la RGPP), avec des politiques

publiques devenues inaudibles ou inconsistantes à l'exception notoire du renouvellement urbain (ANRU et Cie) qui mobilise certains et du développement durable, sorte de toile de fond déroulée dans une approche globale que Dominique Gauzin-Müller, notre guide en Vorarlberg, qualifierait d'holistique. Vaste chantier que ce repositionnement dans les instances administratives ! Les architectes-conseils de l'Etat ont-ils trouvé au cours de l'année écoulée ces lieux escomptés où élaborer la parole recueillie sur le terrain pour mieux la croiser avec celle venue d'en haut, exprimée par la loi, la réglementation et le discours politique même ? Dans le doute, on ne peut qu'observer une similitude d'attitude entre les architectes-conseils de l'Etat, quant à leur positionnement, et les citoyens du Vorarlberg, quant à leurs pratiques sociales, qui entendent tous parler du terrain et depuis le terrain. Sur ce point, je suis gré au séminaire d'avoir enrichi mon vocabulaire conceptuel des anglicismes “top down” et “bottom up”, sachant qu'il convient de passer du premier au second pour inverser le courant dans la prise de décision politique, en repartant donc du terrain. C'est précisément ce que les architectes-conseils de l'Etat sont venus voir en Vorarlberg, outre les impeccables constructions en bois essaimées dans le paysage. Ils y trouvent une illustration et une transcription du cadre négocié qu'ils revendiquent dans l'urbanisme. Comment le débat citoyen se noue sur le terrain ? Evaluer les pratiques sociales de proximité, mesurer les circuits courts de décision politique et de commande architecturale, apprécier les avantages d'une maîtrise d'ouvrage incarnée, etc. Autant d'informations recherchées à l'occasion de ce séminaire.

### Syndicat d'initiative

Certes, il n'y a pas de modèle transposable. Tout le monde s'accorde sur le constat : le Vorarlberg est unique en son genre, par son échelle de territoire (un demi-département français), son histoire (des vallées encore fermées il y a cent ans), son peuplement indigène (hormis quelques



frontaliers), sa culture locale (vivre et travailler au pays...). Bref, un enracinement jamais contredit. Du Vorarlberg, nous avons aussi saisi le cadre législatif et réglementaire libéral et plutôt discret, la place faite à la négociation et aux échanges dans une culture de proximité qui nous est étrangère. Ah, ces "veillées poètes" où chacun est convié, avec toujours un élu présent pour faire remonter le ressenti ou les idées auprès de l'instance compétente... Qu'on en vienne ainsi à se donner pour objectif l'autonomie énergétique du Land à l'horizon 2050 peut sembler surréaliste à un observateur français. De plus, avec l'adhésion de la population et à partir des énergies renouvelables uniquement ! Imagine-t-on un département ou une région française proclamer une telle ambition ? Cela serait jugé comme une atteinte à l'unité nationale, à la République une et indivisible. On ferait peut-être donner l'armée, du moins les troupes de l'électricien national... L'initiative locale y est donc capable de tout. A vrai dire, il convient de relativiser cette ambition quand on sait que le Vorarlberg couvre déjà la moitié de son bilan énergétique avec l'hydroélectricité comme l'a fait remarquer Rémy Butler. Le Vorarlberg est assis sur un tas d'or blanc comme d'autres pays, souvent moins favorisés, sont assis sur un tas d'or noir. Pays vert, la biomasse lui sourit aussi alors que nous autres, pauvres Français, ne disposons pour énergies renouvelables que d'un vaste gisement de vents – à l'inverse du Vorarlberg –, de marées sous évaluées et d'un soleil inégalement partagé. Cette participation et cette proximité que nous constatons en Vorarlberg y sont des vertus citoyennes et normales, à peine encouragées par le dit "Bureau des questions du futur" qui fonctionne en réalité comme une structure "d'agit'prop" visant à promouvoir l'initiative locale, voire l'auto-organisation des citoyens. Ah, l'image du rond-point où chaque automobiliste prend son tour dans la ronde sans feu ni agent... Eloge d'une spontanéité suscitée et écoutée, comme au village autrefois. Ici, on débat en chœur de la localisation de la salle de répétition de la fanfare, de la formalisation du jardin d'enfants, etc. Un rêve éveillé.

## Proximité potagère

Observe-t-on en France de telles pratiques de proximité, de telles aptitudes à s'organiser collectivement et spontanément, et dans quels domaines ? Certainement pas en matière d'aménagement, certainement pas en ville où les travaux du coin de la rue semblent tombés du ciel, commandés d'en haut. Faut-il dès lors s'étonner que des riverains s'attachent au premier arbre menacé d'abattage ? Dans nos villes, les associations sont toujours "de défense" ; ce sont des mouvements de résistance souvent aveugles faute de connaissance des dossiers et d'audience en haut lieu. Faute aussi de débat en amont, de décision partagée et encore moins initiée. En revanche, on peut constater sur Paris et sa couronne des mobilisations collectives et spontanées autour de l'approvisionnement et de l'alimentation. Les fameuses AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) y fleurissent et semblent bien relever de cette spontanéité, de cette capacité collective à s'organiser sur le terrain de la ville et le terreau des campagnes limitrophes. Le mouvement locavore ne peut-il pas être considéré comme l'équivalent français de l'aménagement éco-responsable et citoyen des Autrichiens du Vorarlberg ? Quitte à vérifier ce cliché énoncé par l'un des intervenants autrichiens au musée Inatura de Dornbirn : l'italien dépense pour ses fringues, l'allemand pour sa bagnole, le Français pour la bouffe et l'autrichien pour sa maison et son cadre de vie. Caricatural mais vrai.

## L'assiette du voisin

Fort de ce constat, risquons une blague : ne pourrait-on pas suggérer au Vorarlberg de décréter maintenant l'autonomie alimentaire en 2050 ? Sûr qu'ils y ont déjà pensé ! Ce serait certes un peu terne, un peu triste dans les assiettes, mais pas sans répercussion sur l'aménagement de leur territoire. Il ne serait pas absurde d'y réfléchir pour répondre aux défis que pose l'urbanisation dans ce Land, avec la densification inéluctable de la vallée du Rhin et le

mitage du haut pays, et des prix fonciers qui atteignent des sommets, des centaines d'euros par mètre carré constructible. Le maintien d'une polyculture vivrière de proximité serait assurément un bon moyen de préserver cette identité verte et rurale que revendique le Land. Et pour ses habitants d'entretenir leurs racines, l'activité agricole et le lignage familial assurant l'ancrage et l'appartenance à un territoire idéalisé où les maisons sont posées comme les vaches sur le tapis vert des pâturages, avec la ligne de crête des montagnes pour toile de fond. Un pays de cocagne, vous dis-je ! Plus sérieusement, la place de la nature et des activités agricoles est certainement la clé d'une planification qu'il faudra bien formaliser d'une manière ou d'une autre pour faire face à l'avenir du Land.

### Les valeurs de l'artisanat local

Dans un effet de symétrie inverse, imaginons maintenant que les Français passent de l'alimentation à l'aménagement, des AMAP au quartier, en faisant preuve d'initiative dans la gestion de leur territoire immédiat. Suggérons de nouvelles AMAP, par exemple des "associations de mobilisation pour l'architecture et le paysage" ou bien des "associations pour la mise en place d'artisans de projet", afin de parvenir à un débat plus spontané et mieux partagé sur le cadre de vie. Faire en sorte que les Français que nous sommes, d'administrés deviennent acteurs. Qu'ils reprennent la main sur le terrain après avoir été si longtemps les sujets d'un pouvoir centralisé et de ses relais - telle est notre histoire - , sachant toutefois que la ville ne sera jamais la communauté villageoise telle qu'elle semble perdurer en Vorarlberg.

En dehors de toute plaisanterie, il s'agit d'affirmer le projet comme un fait de société et de replacer l'architecture dans sa dimension culturelle comme acte majeur et comme moteur de l'Economie, à l'instar du Vorarlberg où le développement local prend appui sur le milieu des architectes et des artisans du bâtiment qui tous ont grossi et prospéré :

de quinze à 120 agences d'architecture en trente ans et une filière bois florissante, exportant au-delà des frontières régionales et même nationales. Par définition domestique, le secteur participerait même au solde positif de la balance commerciale ! Sans parler de l'incidence sur le tourisme, avec 30 000 professionnels de passage dans l'année ! L'architecte y est perçu comme un interlocuteur normal (30 % de la commande privée de maisons) et comme un acteur du développement local, et non pas comme un emmerdeur qui vient mettre des bâtons dans les roues de l'entreprise, laquelle chez nous est souvent grande et générale, laminant ses sous-traitants locaux. Ah, nos majors aux profits colossaux, des champions du monde ! Notre modèle est décidément aux antipodes de celui du Vorarlberg.

### Sur la bonne pente

Enfin, dans ce pays de maisons à la population enracinée, l'acte de construire est perçu comme une aspiration légitime : le souhait d'un enfant du pays qui mérite d'être accompagné dans sa démarche et non pas contré par une administration tatillonne. Car chez nous, le pétitionnaire est toujours plus ou moins suspect (de nuisance, de spoliation, d'enrichissement...) et souvent dérange. Regard manichéen et réflexe malthusien. L'interdit et la restriction caractérisent le comportement d'une administration - quelle qu'elle soit - qui n'a pas ou plus les moyens d'encadrer et d'accompagner, et ne peut intervenir autrement que par le contrôle et le refus, dans la crainte d'être débordée. D'ailleurs, nos politiques publiques ne sont-elles pas exprimées en négatif : contre le mitage, contre l'étalement urbain, contre et rarement pour. C'est pourquoi le Vorarlberg nous semble si exotique, avec son affichage d'ambitions élevées et sa manière positive d'aborder le développement sur tous les fronts, à commencer par l'aménagement et l'habitat dans un souci de proximité et de quotidienneté qui relève de l'intérêt général bien compris.







Le Vorarlberg est une exception culturelle. Cette petite région située sur les rives du lac de Constance à la pointe occidentale de l'Autriche, offre des centaines de réalisations contemporaines méritant le détour. Chaque année, quelques 30.000 professionnels du bâtiment du monde entier sont attirés par ce Land où design et architecture sont intégrés au quotidien. Jean-Louis Coutarel, architecte et enseignant à l'école d'architecture de Clermont-Ferrand, exprimait son enthousiasme après une visite : "La formidable organisation sensible dans le Vorarlberg à l'échelle des individus, des collectivités et des entreprises semble produire un sentiment d'humanité retrouvée et d'éthique politique qui rompt avec des pratiques irresponsables, tout en générant une économie intelligente et prospère." Comprendre le "Phénomène Vorarlberg" pour essayer de percer ses secrets demande d'analyser la situation géographique et démographique du Land, de se plonger dans son histoire et d'étudier le contexte politique et économique contemporain, selon cette approche "holistique" – globale, trans-disciplinaire et intégrative – que les Baukünstler appliquent à la conception de leurs projets.

### Croissance démographique et économique

Bordé à l'est par le lac de Constance et à l'ouest par le massif alpin autrichien, le Vorarlberg jouxte l'Allemagne au nord, la Suisse et le Liechtenstein au sud. L'Italie est proche. La France n'est pas loin : Mulhouse n'est qu'à 200 kilomètres ! Cette situation charnière au centre de l'Europe a joué un rôle majeur dans l'essor économique de la région. En 2011, 371.384 habitants se partageaient 2.600 kilomètres carrés, soit environ la moitié de la surface d'un département français. La densité de population de ce petit Land est la plus élevée d'Autriche après celle de sa capitale, Vienne. Les trois quarts des habitants se concentrent dans la plaine du Rhin qui ne représente que 17% de la surface, le reste étant couvert de montagnes : le plus haut sommet, le Piz Buin, culmine à 3.312 mètres dans le massif de la Silvretta. Après plusieurs regroupements de hameaux, le

Vorarlberg compte aujourd'hui 96 communes. Un tiers de la population habite dans les trois plus grandes villes : Feldkirch (33.100 habitants), la capitale historique aux vestiges moyenâgeux ; Dornbirn (44.800 habitants), la capitale économique qui a émergé après la révolution industrielle ; Bregenz (29.000 habitants), la capitale touristique et culturelle, située sur les bords du lac de Constance. Contrairement à son voisin allemand, le Vorarlberg est en croissance démographique. Historiquement élevé, le nombre d'enfants dans les familles de paysans catholiques du Bregenzerwald et des autres régions alpines du Vorarlberg diminue peu à peu mais reste supérieur à la moyenne des pays industrialisés. La proportion de ressortissants étrangers, entre autres allemands et italiens, est constante depuis plusieurs années autour de 12,5%.

### La liberté offerte par un système fédéral

Plus petite région parmi les neuf que compte l'Autriche, le Vorarlberg a été surnommé le Ländle en utilisant le suffixe diminutif du dialecte local. Le système fédéral accorde une grande liberté aux Länder, qui d'un point de vue juridique sont égaux en droit au Bund. La responsabilité du gouvernement fédéral est limitée aux tâches demandant des compétences nationales, comme les affaires étrangères. Chaque Land a son propre parlement et le parti ou la coalition de partis ayant obtenu la majorité aux élections forme le gouvernement régional, présidé par le Landeshauptmann (ministre-président du Land), parfois appelé Landesvater (père du Land).

Le Vorarlberg est gouverné depuis plusieurs décennies par le centre droit et cette continuité à la tête de la région a favorisé les actions à long terme. Depuis 1945, la droite modérée du Österreichische Volkspartei (ÖVP) a disposé de la majorité absolue au Parlement régional, qui siège à Bregenz, sauf entre 1999 et 2004. Les 50,8 % obtenus aux élections de septembre 2009 ont apporté au ÖVP vingt des trente-six mandats, les sièges restants étant répartis





Depuis une dizaine d'années, le sapin blanc connaît un renouveau dans la construction. Il est utilisé en structure, en bardage et en aménagement intérieur.

entre les trois autres grands partis autrichiens : trois députés sociaux-démocrates (SPÖ), quatre écologistes (Die Grünen) et neuf de l'extrême droite (FPÖ), soit quatre de plus qu'aux élections de 2004 mais deux de moins qu'en 1999. Le parlement est dirigé par une femme appartenant au ÖPV : Bernadette Mennel.

### Une stabilité politique au centre droit

Herbert Sausgruber, ministre-président depuis 1997, prend régulièrement position en faveur du développement durable. Après sa réélection en 2004, il a fait de la protection du climat (Klimaschutz) et d'une stratégie énergétique alliant sobriété et sources renouvelables la pierre angulaire de sa déclaration d'intentions devant le parlement. Membre du gouvernement de 1995 à 2008, Manfred Rein, ancien ministre de la construction, de l'Economie et des transports et actuel président de la Chambre de commerce et d'industrie est un ardent défenseur d'un développement éco-responsable du Land et il encourage sa transcription dans des actions concrètes.

La plupart des 96 communes du Vorarlberg sont également dirigées par des représentants de la droite modérée. Certains maires pratiquent depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, un engagement en faveur du développement local et de la lutte contre les changements climatiques qui force l'admiration. Plusieurs sont à l'origine d'équipements publics éco-responsables expérimentaux qui ont servi de référence à d'autres projets, dans le Ländle et au-delà. Joseph Mathis, maire de Zwischenwasser, a soutenu, entre autres, l'école solaire du hameau de Dafins puis la chapelle en pisé de Batschuns. Rainer Siegele est l'instigateur du collège écologique de Mäder ; Peter Nussbaumer est le père du projet "Stopp à Langenegg". Paul Ammann a initié quant à lui le processus participatif de dix ans qui a conduit à la réalisation du très exemplaire centre communal de Ludesch. Un des points forts du Vorarlberg est lié à la transparence dans la politique et les affaires.

### Vivre des intérêts, pas du capital

Depuis plus de vingt ans, la clôture des comptes du Vorarlberg montre un montant total de dépenses et de recettes permettant d'afficher un bilan équilibré. Le ministre-président Sausgruber s'efforce de "gérer le Land de manière à préserver les chances des générations futures, ce qui veut dire ne pas vivre du capital mais des intérêts." Lors de la présentation des objectifs de son gouvernement le 5 octobre 2004, il déclarait devant l'assemblée régionale : "Le bon développement de notre Land confirme la voie de l'Economie et de l'orientation vers le futur que nous avons choisie. Nous restons donc fidèles à notre principe : Pas de nouvelles dettes pour le Vorarlberg !"

Bien sûr, les zones rurales alpines ont un essor économique plus faible que la plaine du Rhin. Elles offrent moins de possibilités de travail et un choix restreint de professions : exploitation de la forêt et métiers du bois, élevage et produits laitiers et surtout tourisme d'hiver et d'été. Les bords du lac et les zones de plaine desservies par les grandes voies de circulation qui relient l'Allemagne à la Suisse drainent la majeure partie de la population active avec les conséquences que l'on peut craindre. Les impacts négatifs de l'étalement du bâti, du mitage du paysage et du trafic routier sur l'écosystème sont de plus en plus sensibles dans la zone très urbanisée qui s'étend entre Bregenz, Dornbirn et Feldkirch.

### Politique de développement rural

Pour le gouvernement du Land, la priorité du développement régional réside dans la création ou la diversification des emplois dans les espaces alpins, en harmonie avec un environnement fragile. Cette volonté politique de limiter l'exode se traduit, entre autres, par des subventions aux communes rurales pour la réalisation de bâtiments mêlant fonctions publiques et privées : restructuration du centre de Langenegg, construction des centres communaux de Sulzberg et de Übersaxen, etc. Ces équipements, qui re-



L'architecture en bois a une longue tradition dans le Vorarlberg, qui dispose d'une importante ressource forestière.

donnent vie à des bourgs étalés en leur apportant un vrai centre, dopent également le secteur local du bâtiment.

Dans le Vorarlberg, on pense globalement, en s'efforçant par exemple de baisser les émissions de gaz à effet de serre, mais on agit localement. La régionale Wertschöpfung, c'est-à-dire la valorisation des ressources régionales, est un leitmotiv que l'on retrouve dans toutes les filières. A qualité égale, les vorarlbergeois donnent la préférence à un produit fabriqué dans leur région et font aussi appel en priorité à des entreprises locales, en particulier dans le bâtiment : les déplacements sont limités, l'identité du Land soutenue et les emplois consolidés.

De nombreuses initiatives aux résultats convaincants montrent l'intérêt de se focaliser sur le développement local à l'heure de la mondialisation. La plupart ont pris la forme de cluster, fondés sur un réseau d'entreprises interdépendantes appartenant au même secteur d'activités et concentrées sur une zone géographique. Plusieurs de ces pôles de compétences ou "grappes d'entreprises" jouent un rôle majeur dans l'essor "durable" du Land : le Cercle de qualité de la filière bois (Holzbaukunst), la route du fromage du Bregenzerwald (Käsestraße), la plate-forme d'entreprises pour la rénovation (Traumhaus-Althaus), etc.

### De petits pas décidés vers un objectif réaliste

Si la politique éco-responsable du Vorarlberg n'est pas issue d'un militantisme forcené, ses mesures ne présentent rien de spectaculaire. C'est ce qui les rend reproductibles donc abordables pour tous ceux, de plus en plus nombreux, qui souhaitent s'engager à leur tour dans la voie tracée par le Ländle. Aux grands gestes les Vorarlbergeois préfèrent une série de petits pas décidés vers un objectif commun réaliste. Ce principe de bottom up, favorisé par le fédéralisme, est cher aux adeptes d'une progression par approximations successives vers un but révisé à chaque étape en profitant du retour d'expérience. L'ensemble d'un secteur d'activité, d'une région puis d'un pays est ainsi tiré

vers le haut, en motivant tous les acteurs et en responsabilisant chacun à son échelle d'intervention.

En France, l'élite pratique depuis quatre siècles le "top down", démarche courante dans les pays où le pouvoir est centralisé et où les lobbies ont une grande influence. Quelques têtes pensantes, qui ont rarement l'expérience du terrain, fixent pour une branche professionnelle des objectifs très ambitieux, souvent irréalistes. Les ordres descendent ensuite jusqu'en bas de l'échelle avec la lenteur imposée par une structure hiérarchique et des conséquences souvent désastreuses sur l'ambiance de travail, donc sur l'efficacité. Typique de ces pratiques et des principes analytiques hérités de Descartes, la démarche HQE a surtout ajouté à un processus de conception déjà complexe la constitution d'un épais dossier rarement lu. La préparation de ces documents gaspille du temps, de l'argent et de l'énergie, autant de ressources qui sont soustraites à l'essentiel : la création, l'échange et la transmission des savoirs.

### Un pragmatisme anti-bureaucratique

Ennemis de la technocratie, les Vorarlbergeois sont prêts à travailler beaucoup, mais recherchent l'efficacité et refusent de perdre leur temps en formalités. Le ministre-président Sausgruber lui-même cherche à minimiser la bureaucratie et se bat contre l'harmonisation au niveau fédéral qui tend à remettre en cause les règlements de construction libéraux dont jouit le Vorarlberg. Il a confirmé en octobre 2004 : "Les nouvelles lois seront aussi "minces" (schlank) que possible ; les anciennes réglementations devenues obsolètes seront remplacées."

Cette mesure serait bienvenue en France : plusieurs lois attendent depuis des mois, voire des années, le décret d'application indispensable à leur concrétisation ; de nombreuses normes et réglementations sont inadaptées aux nouvelles pratiques et d'autres se contredisent, laissant les professionnels perplexes. La moitié des décrets de la loi Grenelle 2 se fait toujours attendre...

Vue du Große Walsertal : Le Vorarlberg est une région rurale essentiellement montagnarde où les fermes sont très dispersées.





# PRÉSENTATION DES PROJETS Les Baukünstler du Vorarlberg

DES ARCHITECTES AU CŒUR D'UN RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Le mouvement des Baukünstler (artistes du bâtiment) du Vorarlberg, lancé dans les années 1980, a pris peu à peu l'importance qu'a eu le Bauhaus dans la première moitié du vingtième siècle et enrichit à son tour le débat architectural au niveau international. Ce qui est exceptionnel dans ce petit Land autrichien n'est pas la réalisation de quelques bâtiments spectaculaires, émergeant d'une masse banale, mais une culture du bâti qui profite à toute la région et participe à son essor : des logements sociaux à la composition claire, construits avec des matériaux bruts ; des logements mitoyens fonctionnels sans monotonie ; des maisons individuelles minimalistes qui s'inscrivent avec douceur dans le paysage ; des bâtiments d'activités aux façades dessinées avec autant de soin que des boutiques du centre ville ; des halles de production généreusement éclairées par la lumière naturelle ; des bâtiments de stockage qui n'enlaidissent pas l'entrée des villes ; des arrêts de bus au design élégant.

## Une simplicité radicale

En mettant l'accent sur une simplicité qui n'a rien à voir avec la banalité, les Baukünstler du Vorarlberg expriment leur préférence pour des solutions innovantes mais réalistes. Hostiles au culte de l'image, ils cultivent le pragmatisme : penser pratiquement, agir économiquement, avancer à petits pas de la petite à la grande échelle. Soucieuse des économies de matière et d'énergie, leur approche est une synthèse entre ce qui est esthétiquement souhaitable, constructivement raisonnable et socialement justifiable. Leurs œuvres puisent leur force dans une collaboration étroite entre décideurs publics et privés, usagers, concepteurs et entreprises. Elles renouvellent un art de bâtir conforme aux modèles contemporains de la société : les lignes sont pures, les volumes largement ouverts sur l'extérieur, les plans fonctionnels, le système constructif optimisé, les matériaux sains. Radicale dans sa simplicité, cette architecture de la raison reflète la nouvelle identité du Vorarlberg, entre artisanat et production industrielle, entre tradition et innovation.

## Les Baukünstler, un défi à l'Ordre des architectes

Ce qui est aujourd'hui un phénomène architectural internationalement reconnu a été initié dans les années 1960, lorsque de jeunes concepteurs du Vorarlberg ont construit quelques maisons en bois qui révolutionnaient les schémas conventionnels de l'habitat. Leurs premiers clients étaient des parents ou des amis. L'ouverture d'esprit de ces proches et leur intérêt pour l'Écologie alimentaient des échanges intensifs, apportant de nouvelles impulsions dans le processus de conception. Le budget souvent modeste de ces clients et leur participation à la mise en œuvre appelaient la recherche d'alternatives simples et bon marché. L'emploi du bois, matériau disponible localement en grande quantité, permettait de tirer parti de l'exceptionnelle qualité des artisans de la région.



Façade arrière du centre communal de Ludesch



"Ce qui est exceptionnel dans ce petit Land autrichien n'est pas la réalisation de quelques bâtiments spectaculaires, émergeant d'une

masse banale, mais une culture du bâti qui profite à toute la région et participe à son essor" Dominique Gauzin-Müller

La réglementation du Vorarlberg, contrairement à celle des autres Länder autrichiens et allemands, n'exige pas l'intervention d'un architecte pour la construction d'une maison individuelle. Les Baukünstler ont donc pu sans problème réaliser des maisons pour leurs amis. Mais leur réputation croissante a incité des maîtres d'ouvrage à leur confier des missions plus importantes pour du logement collectif ou de petits équipements. Lorsque le phénomène commença à prendre de l'ampleur, l'Ordre national des architectes de Vienne s'est alerté : parmi les concepteurs du Vorarlberg, plusieurs n'avaient pas passé leur habilitation à la maîtrise d'ouvrage, obtenue en Autriche après trois ans de pratique en agence et un examen très difficile.

### Une réglementation libérale

En 1984, lorsque l'Ordre menaça de déclarer illégales certaines de leurs réalisations, des concepteurs du Vorarlberg, diplômés ou non, se regroupèrent sous le nom de Groupe des 16 et défendirent leur réglementation libérale avec le soutien de toute la région. Les luttes entre Vienne et sa lointaine province sont anciennes : un massif montagneux, cinq cents kilomètres et de nombreuses divergences sociales et culturelles les séparent. Le conflit s'est soldé par l'échec de l'Ordre ! La rébellion des Baukünstler, solidaires dans la défense de leurs idéaux sociaux et écologiques, a suscité beaucoup de sympathie dans l'opinion publique et éveillé son intérêt pour l'architecture. Roland Gnaiger et Bruno Spagolla, deux des leaders du mouvement, ont participé à l'époque à la formation culturelle de leurs compatriotes grâce à une intervention hebdomadaire sur la chaîne de télévision régionale. Pendant sept ans, ils ont présenté en les commentant de bons et de mauvais exemples d'architecture dans une émission intitulée « Plus-Minus ». Le Vorarlberg, s'il est dirigé par un centre droit modéré et ouvert au changement, compte aussi de nombreux catholiques conservateurs et on raconte que l'émission provoquait des discussions passionnées en famille et dans les cafés...

### Changement d'échelle

Les maîtres d'ouvrages publics, longtemps réticents, ne pouvaient plus ignorer le phénomène. Au milieu des années 1980, les Baukünstler eurent enfin accès à des opérations d'envergure : équipements scolaires et sportifs, centres de secours, logements collectifs, bâtiments industriels etc. Avec la diversification des programmes, le répertoire de formes et de matériaux s'est élargi. Les interventions ont été étendues à l'aménagement du territoire et à la planification urbaine. L'Institut d'architecture (Vorarlberger Architektur Institut, VAI), créé en 1997 à Dornbirn sous forme associative, favorise les échanges entre maîtres d'ouvrage, concepteurs, entreprises et administration. Colloques, conférences et expositions informent les citoyens, les décideurs politiques et les médias au niveau du Land et favorisent la communication vers le reste de l'Autriche et les pays étrangers. Plusieurs récompenses régionales mettent régulièrement en valeur les réalisations les plus remarquables : prix de la construction bois, palmarès des maîtres d'ouvrages...

### Quand l'émulation remplace la concurrence

Il y avait en 1980 une trentaine d'agences d'architecture dans le Vorarlberg. Il y en a aujourd'hui plus de 150. Les chefs de file de la rébellion, comme Carlo Baumschlager, Dietmar Eberle, Wolfgang Ritsch et Bruno Spagolla, sont aujourd'hui internationalement connus. Mais contrairement à ce que l'on pourrait craindre, le succès n'a pas détruit la cohésion du groupe. La complicité entre les Baukünstler reste grande et les amitiés perdurent. Hermann Kaufmann et Helmut Dietrich, un peu trop jeunes pour appartenir au Groupe des 16, ont cependant les mêmes aspirations. L'arrivée d'une nouvelle génération talentueuse, avec Andreas Cukrowicz et Anton Nachbaur, Bernhard et Stefan Marte ou Bernardo Bader garantit le dynamisme du mouvement. Au gré des concours, des groupements d'architectes se nouent et se dénouent. Et si vous demandez à



un concepteur du Vorarlberg de vous parler de son dernier projet, il n'est pas rare qu'il préfère vanter les mérites de celui d'un confrère. Chez les Baukünstler, l'émulation remplace la concurrence !

### L'architecture durable, une carte de visite

Dans le Vorarlberg, l'influence positive de l'architecture se manifeste sur l'Economie de plusieurs manières : la création de valeur ajoutée directe et indirecte, une incitation à l'innovation dans le secteur du bâtiment et une publicité internationale, qui dope le tourisme dans une région longtemps méconnue. Si les entreprises du bâtiment investissent depuis longtemps dans des constructions exemplaires, les autres secteurs d'activités ont également compris que l'architecture pouvait représenter un moteur économique. Dans une région où la culture constructive est largement répandue, de plus en plus de commerçants, d'hôteliers, d'industriels et d'agriculteurs voient en effet dans la qualité et le confort de leurs bâtiments la meilleure des publicités ainsi qu'un moyen de fidéliser clients et personnel. A une période où certains essayent de justifier la banalité de leurs bâtiments d'activités par des contraintes budgétaires, le visiteur découvre ici non seulement que des exigences esthétiques sont possibles pour ce type de programme, mais aussi qu'une architecture de qualité dope les activités économiques régionales. Tant que ses architectes et ses entreprises seront aussi créatifs, le Vorarlberg restera un centre d'expérimentation en faveur d'une architecture fondée sur la transposition au quotidien des principes du développement durable.





Le musée Inatura, ouvert en 2003 au centre de Dornbirn, est l'œuvre d'un groupement d'architectes (Helmut Dietrich, Much Untertrifaller, Hermann Kaufmann, Christian Lenz) qui ont restructuré la friche industrielle de l'entreprise Rüschi pour y introduire une exposition-découverte, un lieu de recherche et un centre de documentation.



# RENCONTRE AVEC LES BAUKÜNSTLER

AVEC LE VAI, DANS LE MUSÉE INATURA

## France-Vorarlberg. Mise en parallèle des similitudes et des différences

### MUSEE INATURA

Le musée Inatura, qui met en valeur le patrimoine naturel du Vorarlberg, est l'œuvre d'un groupement d'architectes composé d'Helmut Dietrich, Much Unterrifaller, Hermann Kaufmann et Christian Lenz. Il a trouvé sa place en 2003 au centre de Dornbirn, sur le site de la friche industrielle de l'entreprise Rüschi qui produisait des turbines pour les centrales hydrauliques. Les halles de fabrication existantes ont été restructurées pour y introduire, outre une exposition-découverte des richesses offertes par la nature dans la région, un lieu de recherche et un centre de documentation. Cet ensemble est entouré d'un jardin public dessiné par les paysagistes Rotzler Krebs Partner.



### L'INSTITUT D'ARCHITECTURE DU VORARLBERG

La création en 1997 de l'Institut d'architecture du Vorarlberg (Vorarlberger Architektur institut, vai), dont le siège est à Dornbirn, a favorisé les échanges entre maîtres d'ouvrage, concepteurs, entreprises et administration. Cet institut, qui a joué un rôle décisif dans le "Phénomène Vorarlberg", fut dirigé jusqu'en 2005 par Wolfgang Ritsch qui explique : "Les Baukünstler conçoivent l'architecture comme une part essentielle de la culture et s'engagent en faveur d'un environnement de qualité." Colloques, conférences et expositions informent les citoyens, les décideurs politiques et les médias au niveau du Land et favorisent la communication vers le reste de l'Autriche et les pays étrangers.

Les nombreuses manifestations organisées par le vai offrent des temps d'échanges autour de l'architecture avec le public et d'autres professionnels. Plusieurs récompenses mettent régulièrement en valeur les réalisations les plus remarquables : le palmarès des maîtres d'ouvrage, créé en 1987; le palmarès de la construction en bois, créé en 1997 et remis tous les deux ans conjointement à l'architecte, au maître d'ouvrage et à l'entreprise.

Dans le cadre des les Journées de l'architecture (Architektur-Tage) de nombreuses agences ouvrent leurs portes chaque année un vendredi et un samedi de mai ou juin, parfois avec un accompagnement musical. Des visites de réalisations récentes avec leurs architectes et leurs maîtres d'ouvrage sont régulièrement organisées. Marina Hämmerle, actuelle directrice de l'Institut d'architecture, est une des rares femmes architectes du Vorarlberg.





Rencontre au Musée In Natura des architectes conseils de l'Etat avec deux "Baukünstler", Wolfgang Ritsch et Hermann Kaufmann

## Le Conseil en architecture en Autriche<sup>1</sup>

### Wolfgang Ritsch, ancien directeur de l'Institut d'architecture du Vorarlberg

Wolfgang Ritsch, Baukünstler et membre du Groupe des 16, a passé son diplôme d'architecture à l'académie des Beaux-Arts de Stuttgart après un apprentissage de menuisier pour reprendre l'entreprise familiale. Il a conçu de nombreux bâtiments remarquables, dont la caserne de pompiers et les bureaux Element à Dornbirn et la résidence Sandgrubenweg à Bregenz. Directeur de l'Institut d'architecture du Vorarlberg de sa création en 1997 à 2005, il a aussi participé au programme 100 Ideen für der Landesvater et à de multiples Think Tank. Il est conseiller du gouvernement de plusieurs Länder autrichiens et du Land du Haut-Adige (Tyrol du sud, en Italie).

*Dominique Gauzin-Müller : Qui est à l'origine de la création de l'Institut d'architecture du Vorarlberg (VAI) et quel est le rôle de cette institution ?*

Wolfgang Ritsch : Institution culturelle impliquée dans la recherche, le VAI a pour but d'intéresser le grand public à l'architecture et à une plus grande qualité de l'environnement. Son conseil d'administration est constitué de représentants des architectes, des ingénieurs, des entreprises de construction, des services techniques, des élus locaux et des maîtres d'ouvrage. Il assume le rôle d'un "comité des sages" en faveur du développement de la qualité de vie dans le Vorarlberg. Sa mission de conseil et de motivation concerne d'abord les membres de l'institut, mais s'ouvre aussi largement aux maîtres d'ouvrage, élus, entreprises... L'institut crée des liens entre les différents acteurs de la construction et donne des impulsions pour l'amélioration de l'environnement naturel et du cadre bâti. Un autre thème cher au VAI est la représentation de l'architecture du Vorarlberg sur un plan national et international. De-

puis 2003, les expositions constituent une de ses principales activités : "Vorarlberg, une provocation constructive" a eu beaucoup de succès en France et dans d'autres pays ; "Austria West" a présenté des réalisations du Tyrol et du Vorarlberg en Autriche et à l'étranger. L'institut organise également le Forum de l'habitat (Wohnbauforum) et participe au développement d'un code de l'urbanisme au sein du programme Vision Rheintal, qui concerne vingt-neuf communes de la plaine du Rhin. Un partenariat a également été mis en place avec l'office de tourisme du Land sur le projet Architektur Land Vorarlberg.

*DGM : Comment les Baukünstler appliquent-ils la démarche environnementale ?*

WR : Au cours des dernières années, les architectes du Vorarlberg ont expérimenté avec succès formes et technologies innovantes, ouvrant ainsi de nouveaux chemins dans le cadre d'une approche éco-responsable. Le chiffre important de bâtiments écologiques réalisés, ainsi que la haute satisfaction des utilisateurs, prouvent l'efficacité de cette manière de construire et la nécessité de la généraliser. Mais une vision plus globale et plus consciente est nécessaire pour continuer à optimiser l'architecture contemporaine. Le terme "développement durable", très répandu aujourd'hui, est trop souvent limité à des aspects purement techniques. Il devrait inclure une vision plus large des choses, associant l'architecture aux autres branches de la vie quotidienne. C'est pour cela que les réseaux de maîtres d'ouvrage, de Baukünstler, de fonctionnaires et d'investisseurs qui se sont créés dans le Vorarlberg doivent continuer à suivre les démarches interdisciplinaires en cours, en remettant sans cesse en question le rôle des différents acteurs. Face à la complexité toujours croissante des tâches, cette "planification intégrale" (integrale Planung) est incontournable pour être capable non seulement de suivre les nouveaux développements mais aussi de les améliorer sans cesse.

“La culture du bâti du Vorarlberg et la qualité de son architecture quotidienne constitue un exemple encourageant car il est porteur d’un

développement “durable” et équitable, d’un changement de valeurs et d’une poésie stimulante par sa sobriété”. Wolfgang Ritsch

Solidarité, simplicité, lucidité, innovations artisanales et techniques ont été les maximes des deux premières générations de l’École du Vorarlberg. Nous cherchons maintenant la synergie entre forme, fonction, construction et écologie. Atteindre la poésie du quotidien et l’esthétique d’une vie simple demande un dialogue plus profond entre tous les acteurs du bâtiment. L’architecture “durable” de l’avenir doit se caractériser par des espaces qui ne se réfèrent pas sur eux-mêmes mais se définissent et commencent à vivre à travers leurs relations. L’essentiel n’est pas dans la fascination d’une idée individuelle, mais dans la création de liens entre les hommes, les lieux, l’histoire, la topographie et le temps.

L’objectif d’une approche “intégrale” de l’architecture n’est pas l’efficacité énergétique en soi ou l’obtention d’un avantage commercial par un design attractif. Le but est un dialogue entre l’homme et son environnement, un engagement qui implique la responsabilité personnelle et demande de la détermination. La qualité de l’environnement et de l’espace public doit devenir pour chaque individu une préoccupation cruciale si nous voulons qu’elle s’améliore pour le bien de tous. De ce point de vue, la culture du bâti du Vorarlberg et la qualité de son architecture quotidienne constitue un exemple encourageant car il est porteur d’un développement “durable” et équitable, d’un changement de valeurs et d’une poésie stimulante par sa sobriété.

*DGM : Quelles sont les pistes envisagées pour l’avenir ?*

WR : Le niveau très élevé de l’architecture du Vorarlberg n’aurait pas été possible à cette échelle sans le mouvement des Baukünstler. Malgré ce progrès, il reste beaucoup de travail à faire et de nombreux problèmes à résoudre. Même si le savoir-faire, l’argent et les moyens techniques sont disponibles, les réalisations d’une haute qualité architecturale et écologique sont en forte minorité face à d’innombrables bâtiments neufs toujours construits d’une manière médiocre. Trop de paysages vierges ont aussi été gâchés pour des décennies par le mitage.

Dans le secteur privé comme dans le secteur public, il reste encore beaucoup de potentiel non exploité pour développer une architecture écologique car beaucoup trop de gens s’interrogent encore.

Pourquoi avons-nous besoin d’une culture du bâti ?  
Pourquoi avons-nous besoin d’efficacité énergétique ?  
Pourquoi avons-nous besoin du développement durable ?  
Ces questions, qui ne cessent d’être posées au cours de débats interminables, montrent que malgré tant d’exemples positifs, une majorité de gens pense toujours selon des schémas obsolètes.



Hermann Kaufmann

## Construire en France, Sacré challenge pour un Vorarlbergéois<sup>2</sup> Hermann Kaufmann, architecte, directeur de la Chaire d'architecture en bois, Université Technique de Munich

*Dominique Gauzin-Müller : L'architecture du Vorarlberg attire de plus en plus de professionnels du monde entier. Quelles sont les clés de ce succès ?*

Hermann Kaufmann : Le Vorarlberg offre une architecture contemporaine qui a trouvé un terrain favorable dans le dialogue avec la région, son histoire et ses particularités géographiques. Il propose aussi une réponse aux interrogations actuelles sur le développement durable et l'efficacité énergétique. Un attrait particulier vient de l'exceptionnel intérêt que la société porte ici à l'architecture et des changements notables dans l'environnement bâti que ce phénomène a déjà entraîné. Dans cette petite région, on découvre à chaque pas une architecture nouvelle qui présente en outre une image très cohérente. Une sorte de typologie régionale est ainsi reconnaissable, ce qui est remarquable dans une société pluraliste. L'intérêt est également éveillé par la posture sensible ici, qui est forgée par la raison et la conscience de notre responsabilité vis-à-vis des questions majeures concernant l'avenir.

*DGM : Au-delà de la qualité de son architecture contemporaine, le Vorarlberg est devenu un modèle de l'application au quotidien des principes éco-responsables. Quels facteurs ont favorisé ce passage à l'acte ?*

HK : Dans les régions alpines, la construction a toujours été fortement marquée par la question de l'énergie. De nombreux principes présents dans nos bâtiments historiques peuvent être attribués à ces contraintes. L'architecture du Vorarlberg ne tire pas son contenu de discussions sur la forme, elle est au contraire ancrée dans la tradition

de construction spécifique au Land. Le standard ayant toujours été très élevé dans le secteur du bâtiment, en particulier pour l'artisanat, la société attend que cela perdure aujourd'hui. Il est donc naturel de prendre en compte les exigences actuelles de pérennité, d'éco-responsabilité et d'efficacité énergétique. Lorsque le bâtiment est considéré comme un produit devant avoir une longue durée de vie, les demandes concernant la qualité sont particulièrement élevées. Cette attitude est renforcée ici par la forte sensibilisation de la population aux questions de politique environnementale. Ces sujets, qui sont désormais d'actualité au niveau mondial, nous préoccupent depuis déjà longtemps et cela explique notre avance dans le domaine de la construction énergétiquement efficace. La préférence pour les formes simples et claires profitant naturellement aux économies d'énergie et de matière, l'application au bâtiment de principes respectueux de l'environnement ne signifiait pas pour les architectes du Vorarlberg un changement fondamental.

*DGM : De nombreux mouvements architecturaux régionaux se sont rapidement épuisés. Comment expliquez-vous le dynamisme de l'école du Vorarlberg ?*

HK : L'architecture du Vorarlberg a ses racines dans la continuité de sa tradition de construction, associée à la recherche intensive d'une haute qualité artisanale et de coûts raisonnables. La conception est plus marquée par la conscience du "service" à offrir au maître d'ouvrage que par des polémiques sur la forme. Le mouvement qui émerge ainsi n'est pas un phénomène de mode éphémère, mais une évolution profonde qui englobe tous les aspects de la construction. Les discussions sur les styles et sur les divers "ismes" [post-modernisme, néo-régionalisme, etc.] ne m'intéressent pas. Je trouve également sans pertinence la question souvent posée à propos de l'architecture du Vorarlberg : "Et maintenant, comment allez-vous continuer ?" Cela montre seulement que le public international se concentre sur des événements spectaculaires et attend que l'architecture soit réinventée chaque jour. Le progrès

“Le modèle du Vorarlberg est cependant porteur d'un enseignement important : les exigences liées à la conception d'un

bâtiment “durable” n'altèrent en rien sa qualité architecturale !”  
Hermann Kaufmann

est trop fortement associé à des expériences formelles qui donnent plus d'importance à l'enveloppe qu'au contenu. Nous allons poursuivre notre chemin à notre rythme, avec de petits pas réguliers fondés sur le retour d'expérience, et nous allons avancer encore sans perdre de vue la réalité, c'est à dire l'ancrage dans les questions essentielles du bâtir. Le nouveau langage architectural, expliqué à la population pendant des années d'échanges, est désormais accepté par la majorité ; de nombreux bâtiments ont ainsi été créés selon une mentalité presque homogène. Le développement se passe ici indépendamment du débat architectural international, plus près des vrais défis de la construction. L'architecture du Vorarlberg a des racines profondes, ce n'est pas une mode rapidement fanée.

*DGM : Vous construisez hors des frontières du Vorarlberg, par exemple à Vienne et en France. Quelles sont les différences notables dans la pratique de la construction ?*

HK : Dans le Vorarlberg, nous avons recours à des artisans qu'une grande qualité qui garantissent une exécution parfaite. Cette situation s'est développée à partir d'une demande de la société. Dans d'autres régions, à l'est de l'Autriche mais aussi en France, l'exigence n'est pas aussi élevée : la construction est en général moins soignée et personne n'attend que chaque détail soit parfait. Mais pour obtenir l'efficacité énergétique des bâtiments et répondre aux objectifs du label Passivhaus, une haute qualité artisanale est justement nécessaire. C'est pour cela qu'il est beaucoup plus difficile d'appliquer ces concepts dans d'autres pays que dans le Vorarlberg. Je vois de plus, entre la France et le Vorarlberg, une différence fondamentale dans le rôle de l'architecte au sein du secteur du bâtiment. Dans le cas idéal, il détient chez nous à la fois les compétences techniques, constructives et économiques, ce qui augmente sa responsabilité dans des domaines variés. Cela représente bien sûr pour les architectes un immense défi qui s'amplifie avec la complexité grandissante de la construction, mais cela garantit un enrichissement mutuel entre conception et mise en œuvre et le fossé qui existe entre les deux dans

beaucoup d'endroits est ainsi réduit. Une haute qualité de construction et des résultats constants peuvent seulement être atteints de cette manière. Le processus de conception est aussi plus court ici qu'en France où les compétences sont réparties entre de nombreux intervenants aux connaissances très spécialisées qui sont difficiles à coordonner. Le rôle de l'entrepreneur est aussi différent. Ici, il doit matérialiser les détails développés par l'architecte et l'ingénieur. Le processus et le résultat sont ainsi contrôlables et axés sur la qualité, non sur la maximisation du profit de l'entreprise.

*DGM : Le contexte historique et géopolitique du Land a joué un rôle décisif dans le succès qu'il connaît aujourd'hui et il serait illusoire d'espérer le reproduire ailleurs. Mais dans quelle mesure le modèle écologique, économique et socioculturel du Vorarlberg est-il exportable ?*

HK : Cette question m'a souvent été posée mais je n'ai pas encore trouvé de réponse convaincante. Il est impossible de transformer une région du jour au lendemain. Le modèle du Vorarlberg est cependant porteur d'un enseignement important : les exigences liées à la conception d'un bâtiment “durable” n'altèrent en rien sa qualité architecturale ! Le retour à des considérations sociales, climatiques et économiques peut mener à un nouveau langage architectural, capable de réagir de manière spécifique à chaque situation et déclinable ainsi à travers des expressions formelles fondamentalement différentes. Peut-être est-ce la clé pour vaincre cette “bouillie” qui uniformise l'architecture internationale...

1. Entretien avec Wolfgang Ritsch extrait de “L'architecture écologique du Vorarlberg”, pages 17/18
2. Entretien avec Hermann Kaufmann extrait de “L'architecture écologique du Vorarlberg”, pages 382/383.



L'hôtel Martinspark à Dornbirn





## Martinspark, l'hôtel design de Dornbirn Arch. Baumschlager & Eberle

L'hôtel Martinspark, dont l'architecture et l'aménagement intérieur sont signés Baumschlager & Eberle, est depuis 15 ans le logis des professionnels qui font un "pèlerinage" dans le Vorarlberg. Il accueille chaque année plusieurs milliers de professionnels du bâtiment, dont un grand

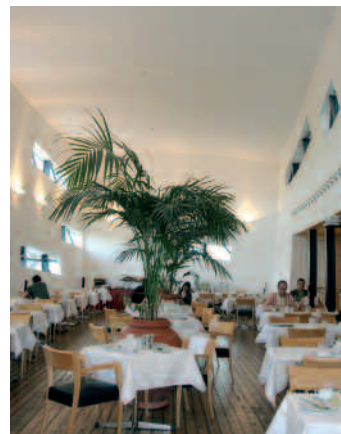


L'hôtel Martinspark, dessiné par Baumschlager et Eberle, est un passage obligé pour la plupart des architectes en visite au Vorarlberg. Posé un peu de guingois sur des pilotis en acier ...

nombre de français. Au cours des mois qui ont suivi son ouverture en janvier 1995, l'hôtel Martinspark n'a pourtant pas eu le succès escompté. Le concept de ce "premier hôtel design d'Autriche", initié par Ingmar Alge senior, promoteur esthète, avait en effet du mal à s'imposer dans une région dont les visiteurs étaient habitués à un hébergement plus folklorique. La société internationale qui prit ensuite les rênes a confié la direction à Willi Förster, un autre passionné d'architecture qui a tout de suite trouvé la vocation de l'hôtel. Intrigué par les "hommes en noir" qui caressaient les façades en bois de son établissement, il les a interrogés sur leur profession et les raisons de leur intérêt pour le bâtiment. Ces échanges ont donné

le coup d'envoi du projet Architek Touren – Auf den Spuren von Baumschlager & Eberle (Tour d'architecture - Sur les traces de Baumschlager & Eberle) qui a reçu en 1997 le prix de l'innovation de l'office du tourisme du Vorarlberg. Un forfait comprenant deux nuits dans l'hôtel et des visites organisées a constitué les prémices d'un tourisme architectural aujourd'hui florissant.

### Le Martinspark, un must pour les "pèlerins" du Vorarlberg



... la salle du restaurant ressemble à la cale d'un navire aux hublots rectangulaires.

l'hôtel Martinspark, un quatre étoiles de 98 chambres, a marqué un tournant décisif dans l'offre touristique du Ländle. Après un début difficile, cet établissement à l'image très innovante pour l'époque s'est imposé dès la fin des années 1990 comme le lieu de villégiature privilégié des professionnels du bâtiment en visite

dans le Vorarlberg. C'est aussi la pièce majeure d'un complexe de cinq niveaux occupant un îlot carré de 80 mètres de côté comprenant des magasins, une grande surface commerciale et des bureaux, couronné par des logements construits en léger retrait. La plupart des commerces est orientée à l'est vers le centre piétonnier de Dornbirn. L'entrée de l'hôtel, côté ouest, est protégée par le volume bardé de cuivre du restaurant, qui évoque un bateau échoué sur quelques fins poteaux métalliques. Derrière sa vêtue en lames de mélèze ajourées, le bâtiment en rez-de-chaussée construit quelques années plus tard dans la cour abrite l'entrée du parking souterrain et une grande salle des fêtes, divisible en trois parties. Sa toiture végétalisée, couverte



Les dessus-de-lit dessinés par Maria Baumschlager-Bünser, l'épouse de Carlo Baumschlager, ont été cousus par des femmes réfugiées de Bosnie selon une technique de matelassage appelée quilt.

d'une prairie, offre un agréable premier plan à l'hôte assis à la table du restaurant. Dans la brochure du Palmarès des maîtres d'ouvrages de 1998, le gérant de l'époque, Willi Förster, précise : "Il faut laisser aux architectes la possibilité d'apposer leur signature sur un bâtiment. Sans la relation de confiance très étroite qui a existé entre le maître d'ouvrage et les architectes, cet hôtel ne serait pas là aujourd'hui... Mais l'architecture seule était insuffisante pour nous et nous souhaitons que l'art soit intégré. Il y a eu beaucoup d'échanges et de discussions avec les artistes. Le pot rose située dans le hall de l'hôtel est l'œuvre la plus "humaine" de Wolfgang Flatz."

### L'amour du détail

Avec un grand soin du détail, Carlo Baumschlager et Dietmar Eberle ont su donner aux chambres et aux parties communes un charme très personnel, à la fois raffiné et familier. Deux matériaux naturels, pierre et bois, ont été privilégiés. Le revêtement de sol est en granit dans le hall, en planches de mélèze dans le restaurant, en parquet industriel à très petites lames dans les chambres et le bar. Les murs qui ne sont pas peints en blanc ont reçu un parement en contreplaqué de bouleau, parfois perforé pour améliorer l'acoustique. La pierre du comptoir de la réception a été taillée dans une carrière située à Hohenems, à quelques kilomètres de Dornbirn.

Tout a été dessiné et réalisé spécialement pour l'hôtel, de la tablette en verre qui supporte le lavabo de la salle de bains jusqu'au mobilier intégré de la chambre, élégant et fonctionnel. Les architectes ont défini l'emplacement des tables et des chaises du restaurant et du bar, celui des luminaires sur pied et même la place de l'unique bouquet, posé sur le comptoir de la réception. Alors qu'il était de passage à Dornbirn, le grand architecte autrichien Hans Hollein aurait caressé l'arrondi de l'armoire de sa chambre en disant avec fierté : "C'est un de mes étudiants qui a fait ça !" Il pensait à Carlo Baumschlager...

### L'art dans tous ses états

Sous l'impulsion de son promoteur, Ingmar Alge senior, l'art occupe une grande place à l'hôtel Martinspark. On le remarque dès l'entrée en faisant face à un seau rose surdimensionné dans lequel tombent des gouttes d'eau venues du plafond. Wolfgang Flatz, un artiste né à Dornbirn en 1952, est l'auteur de cette œuvre intitulée Element of Energy qui intrigue tous les visiteurs. Cette installation un peu provocatrice rappelle l'importance de l'eau dans le Vorarlberg : principale source d'énergie de la région, elle a assuré au début du vingtième siècle l'essor industriel et économique d'un Land rural. L'eau est ici matériau d'une création artistique et symbole d'une ressource naturelle indispensable à la survie de toutes les créatures de la Terre : plantes, animaux et êtres humains. L'œuvre de Wolfgang Flatz est un peu le fruit du hasard. Alors qu'Ingmar Alge senior venait de lui rappeler que le rendu de l'esquisse du projet était prévu pour le lendemain, l'artiste s'appretait à quitter son appartement de Munich sous une pluie battante en laissant un seau sous une fuite du toit. Lorsqu'il entendit le son régulier des gouttes de pluie, l'idée de l'attraction artistique du Martinspark Hotel venait de naître !

Une autre œuvre de Wolfgang Flatz, intitulée Bodychek/Physical Sculpture n°5, a trouvé sa place dans la zone du bar. Cette œuvre a rencontré un grand intérêt de la part de la critique et du public à l'exposition d'art moderne Documenta IX de Kassel, où elle a été présentée en 1992. Les punching ball suspendus l'un près de l'autre qui la constituent incitent les visiteurs curieux à se glisser entre eux, gênant leurs mouvements et suscitant des scènes inattendues. D'après l'artiste, c'est "une métaphore sur les interactions entre le pouvoir et la masse, la forme et le contenu, la violence et la provocation, le coupable et la victime, l'artiste et la société. C'est aussi une tranche de vie." (Wolfgang Flatz, 1991, cité dans la brochure du Martinspark Hotel). Plusieurs œuvres de László Moholy-Nagy décorent également les murs du bar, dont un autoportrait

de 1926. Cet artiste hongrois, membre éminent du Bauhaus de Dessau et pionnier de la photographie, est renommé pour ses photogrammes et ses photomontages.

### De petits gestes amicaux

C'est à son jeune fils, Ingmar Alge junior, que l'initiateur du Martinspark Hotel doit l'œuvre d'art la plus emblématique de son établissement : Schmetterlinge 1994/1995. Il souhaitait un tableau original pour chaque chambre, mais le budget était serré et il était urgent de trouver une idée peu coûteuse. Une série de boîtes d'allumettes avec différentes espèces de papillons était à l'époque en vente en Autriche. Ingmar Alge, qui avait vingt ans, eu l'idée d'en déposer une centaine dans les bars et les cafés, en demandant aux serveurs d'encourager les clients à les colorier, les griffonner et les gribouiller, dans une sorte de communication spontanée entre l'artiste et l'utilisateur. Une série de boîtes ainsi transformées est présentée sur le palier de chaque étage et un agrandissement photographique d'une des cent images se trouve dans chacune des chambres. L'art est également présent sous une forme plus domestique grâce à Maria Baumschlager-Bünser. L'épouse de Carlo Baumschlager considère l'enveloppe du corps humain comme un champ d'énergie. Pour l'hôtel Martinspark, elle a dessiné 150 dessus-de-lit en patchwork, cousus par des femmes réfugiées de Bosnie selon la technique de matelassage appelée quilt.

### Une œuvre d'art totale ?

Ingmar Alge senior, ancien responsable de l'entreprise de construction I + R Schertler-Alge, promoteur et directeur du Martinspark Hotel, a beaucoup apprécié la collaboration avec Carlo Baumschlager et Dietmar Eberle : "Au départ, nous étions en partenariat sur ce projet avec un autre maître d'ouvrage. Des plans avaient été dessinés par un architecte spécialisé sur ce type de programme, mais nous souhaitions avoir quelque chose de plus personnel. Les

deux étages du parking souterrain étaient déjà réalisés lorsque le projet fut confié à l'agence Baumschlager & Eberle. "Nous avons testé beaucoup de choses ensemble, visité de nombreux hôtels en nous demandant : Qu'est-ce qui est bien ici ? Que pouvons-nous offrir de mieux avec notre budget ?" Carlo Baumschlager et Dietmar Eberle ont consacré personnellement beaucoup de temps au projet. Lors des visites, ils ont regardé chaque luminaire, chaque cendrier. Ils étaient très dynamiques ! "Nous avons décidé de faire des chambres un peu plus petites et d'utiliser l'argent économisé pour un aménagement intérieur personnalisé : salles de bains, meubles intégrés de la chambre. Nous avons réalisé un prototype pour convaincre nos partenaires. Eberle sait décrire un projet avec des mots et convaincre ses interlocuteurs. Baumschlager polit ensuite chaque détail."

Quinze ans après la mise en service du "design hôtel", le parquet du restaurant et les dessus-de-lit ont dû être remplacés, mais le lieu a conservé son image presque intacte. Ingmar Alge senior, amoureux de l'art et de l'architecture, veille : lors de sa tournée hebdomadaire il remet à sa place chaque objet qui détonne. Une œuvre d'art totale ?

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Mozartstrasse 2, Dornbirn.

Programme : hôtel 4 étoiles de 98 chambres dans un complexe de logements et commerces

Réalisation : hôtel, 1995 ; ensemble de l'ilot, 1996.

Maîtrise d'ouvrage : Martinspark Hotel GmbH, Dornbirn.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau.

Entreprise générale : I + R Schertler, Lauterach.

Surface utile : 4.758 m<sup>2</sup>.

Coût de construction : 18,45 millions d'euros.





Situé en face de l'hôtel Martinspark, près de la zone piétonne de Dornbirn, l'Atriumhaus est une surélévation de deux niveaux de logements réalisée en 2007 par Hermann Kaufmann au dessus du centre commercial City Park érigé en 1983.

## City park Dornbirn Atriumhaus et supermarché Sutterlüty Arch. Hermann Kaufmann

Un programme mixte d'envergure confié à Hermann Kaufmann et situé au centre de Dornbirn, capitale économique du Land, a été mis en service en juillet 2007. La chaîne de supermarchés Sutterlüty était associée ici à un des grands promoteur du Vorarlberg : Schertler-Alge, anciennement I + R Schertler.

### Surélévation de deux étages de logements en bois au cœur de Dornbirn

L'Atriumhaus de la Mozartstrasse est une surélévation de deux niveaux au dessus du City Park, un centre commercial érigé en 1983 près de la zone piétonne, en face de l'hôtel Martinspark. Elle a été construite dans le cadre de la rénovation du complexe et occupe le troisième et le quatrième étages, prévus dans le plan local d'urbanisme mais non réalisés. Vingt et un logements et deux bureaux, reliés par un ascenseur au rez-de-chaussée et au parking, sont répartis sur deux niveaux autour d'un "atrium", espace semi-public, vaste et lumineux, couvert d'une verrière. Le matériau de structure de la surélévation a été choisi pour sa légèreté et une durée de chantier réduite grâce à la pré-fabrication : les murs extérieurs, les parois séparatives du quatrième étage et la toiture sont en panneaux à caissons en bois. Seul le plancher séparatif entre les niveaux, porté par des refends massifs, est en béton pour des raisons acoustiques. L'omniprésence du bois dans l'atrium - parquet en mélèze, habillage des murs en contreplaqué de douglas, mobilier intégré – fait oublier le milieu urbain. Les généreuses terrasses permettent de profiter du soleil et du panorama.

### Dans la région et pour la région

Le City Park de Dornbirn est un des deniers nés d'une série de magasins construits par Jürgen Sutterlüty qui dirige une chaîne de supermarchés de proximité fondée en 1952 par son père. Pour lui, les produits issus d'un environnement proche ont un fort potentiel : "S'engager dans la région et pour la région" est une philosophie qui prend ici de plus en plus de poids. Plusieurs arguments justifient ce choix : les produits locaux sont familiers et les Vorarlbergeois souhaitent soutenir l'essor économique de leur région, un contact direct entre producteur et revendeur est rassurant pour le client. Dans un environnement local, le commerçant peut gagner la confiance des consommateurs et des fournisseurs et leur offrir une sécurité appréciée. Il a également la possibilité de définir précisément la qualité qu'il attend, ce qui est difficile dans les transactions avec les grossistes et l'industrie de masse.

Jürgen Sutterlüty s'appuie sur une nouvelle tendance dans le comportement de certains acheteurs, décrite par le psychologue britannique David Lewis dans un livre intitulé "The Soul of the New Consumer". Ces "nouveaux consommateurs" forment un groupe socio-économique composé de personnes aisées et cultivées en quête d'authenticité. Ils favorisent l'Economie locale et sont soucieux d'une alimentation biologique basée sur des produits frais de saison. Refusant les marchandises de masse, ils préfèrent le naturel à l'artificiel, l'original à la copie. Selon David Lewis, leurs choix sont davantage dictés "par la nécessité de satisfaire une soif intérieure qu'un appétit d'apparences." Les New Consumers appartiennent au groupe des Créatifs Culturels, ces acteurs d'une nouvelle société décrits par Paul Ray et Sherry Anderson dans leur ouvrage : "L'Émergence des créatifs culturels : Enquête sur les acteurs d'un changement de société".



## Miser sur l'architecture pour attirer et fidéliser les clients

A la fin des années 1990, l'entreprise Sutterlüty a décidé de suivre l'exemple de son homologue tyrolien MPreis, un des premiers à avoir misé sur la qualité de l'architecture pour lutter contre la concurrence de la grande distribution. C'est à Hermann Kaufmann que fut confiée la conception d'un nouveau modèle de supermarché de proximité, construit en bois local, proposant 30% de produits issus du Vorarlberg sous le label Ländle pur et invitant ses clients à prendre le temps d'un échange autour d'un café. Le prototype, réalisé au centre du village de Weiler en 2002, a déjà été décliné plusieurs fois, avec des adaptations au contexte urbain, par exemple à Dornbirn dans le quartier de Rohrbach en 2004, puis dans l'ensemble City Park en 2007. Le succès commercial confirme que l'investissement dans l'architecture est avantageux, car il renforce l'identité de la marque tout en introduisant dans le quotidien une culture de l'espace bâti. La collaboration avec les producteurs locaux, vecteur de confiance et de mise en valeur des ressources régionales, sera encore accrue : des partenaires choisis pour la qualité de leurs produits fourniront 40% des marchandises proposées. Sutterlüty a annoncé en avril 2007 l'ouverture de 16 nouvelles succursales dans le Vorarlberg avant 2014. Dernier en date, le magasin de Hohenems, toujours signé Hermann Kaufmann, a été un des lauréats du palmarès régional de la construction en bois 2011.

### FICHE TECHNIQUE

Adresse: Mozartstrasse 1, 6850 Dornbirn.

Programme : rénovation du supermarché Sutterlüty et surélévation de l'immeuble City Park avec deux étages de logements et bois.

Réalisation : 2007.

Maîtrise d'ouvrage : Schertler-Alge GmbH, Lauterach, et Sutterlüty.

Maîtrise d'œuvre: Hermann Kaufmann, Schwarzach; chef de projet, Stefan Hiebeler.

Surface habitable/utile : 3.024 m<sup>2</sup> (21 logements de 50 à 300 m<sup>2</sup> et 122 m<sup>2</sup> (2 bureaux).

Coût des travaux : 3,5 millions d'euros hors taxes (surélévation compris parking et circulations).



A Dornbirn, face à l'hôtel Martinspark, 34 logements également dessinés par Baumschlager & Eberle sont répartis dans deux immeubles de cinq niveaux aux façades revêtues de briques vernissées.







## Quatre immeubles d'habitation

### Arch. Baumschlager & Eberle

Lorsqu'elles sont implantées en centre urbain, les opérations résidentielles de Baumschlager et Eberle sont souvent découpées en plusieurs villas de trois à cinq étages. A chacun des niveaux, trois ou quatre logements sont organisés en aile de moulin autour d'une circulation verticale minimale. Quatre ensembles construits à Dornbirn entre 1997 et 2003 ans sont typiques de cette typologie compacte, économique en espace et en consommation énergétique. La plupart des projets densifie une parcelle sur laquelle se trouvaient une ancienne ferme ou la villa historique d'un riche entrepreneur.

#### Des briques pour les immeubles Mozartstrasse (1997) et Verwalter (2003)

Les deux immeubles de cinq niveaux de la Mozartstrasse font face à une autre œuvre de Baumschlager et Eberle pour I + R Schertler : l'hôtel Martinspark. Le parement en briques vernissées de ces bâtiments résidentiels apporte à la rue une note colorée, rare dans la région. La résidence Verwalter décline avec plus de liberté le thème de la façade en briques percée, en jouant sur la taille et l'emplacement des ouvertures. Ses 25 appartements sont répartis dans trois immeubles de quatre niveaux qui entourent une villa historique. Ils densifie ainsi la parcelle tout en conservant une l'échelle humaine et en préservant un maximum d'arbres du parc.

#### Du bois pour la résidence Pongartstrasse (1996)

Implantées à proximité d'un lotissement de maisons individuelles, les deux villas urbaines de la Pongartstrasse proposent une densification du quartier et une mixité des générations et des structures familiales à travers l'introduction de nouveaux types de logements : de petits apparte-

ments de deux et trois pièces en double orientation, groupés sur trois niveaux autour d'un escalier central. En saillie sur la vêtue extérieure en écailles de bois, les loggias bardées de planches horizontales animent un volume compact troué de fenêtres à la française.

#### Une peau en verre imprimé pour la résidence Sebastianstrasse (2001)

La résidence de neuf logements construite en 2001 sur la Sebastianstrasse est implantée en fond de terrain, derrière une maison ancienne et une grange, qui ont été rénovées. Le projet développe le thème de la personnalisation du logement dans un immeuble collectif, situé au cœur d'un quartier à forte densité de population. La zone constructible a été utilisée au maximum, afin de rentabiliser le prix élevé du terrain. Composée de grands panneaux coulissants en verre imprimé, la deuxième peau qui entoure l'immeuble laisse aux résidents la vue sur leur environnement, tout en les préservant des regards indiscrets. En fonction des conditions climatiques, des jours de la semaine et des heures de la journée, les usagers donnent vie aux façades en déplaçant les "écailles" de cette protection translucide.







#### **FICHES TECHNIQUES**

##### **Résidence Mozartstraße**

Adresse : Mozartstrasse 5 et 5a, 6850 Dornbirn.

Programme : immeuble résidentiel de 34 logements.

Réalisation : 1997.

Maîtrise d'ouvrage : I - R Schertler GmbH.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau ; chef de projet, Helmut Giesinger.

Bureaux d'études : Franz Moosbrugger.

Surface habitable : 2.460 m<sup>2</sup>.

Coût des travaux : 3,27 millions d'euros.

##### **Résidence Verwalter**

Adresse : Rosenstrasse, Dornbirn.

Programme : immeuble résidentiel de 25 logements.

Réalisation : 2003.

Maîtrise d'ouvrage : Schertler-Alge GmbH.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau ; chef de projet Rainer Elmenreich.

Bureaux d'études : structures, Moosbrugger Ingenieure ; fluides, Peter Diem.

##### **Résidence Pongartstrasse**

Adresse : Pongartstrasse 4-6, 6850 Dornbirn

Programme : immeuble résidentiel de 16 logements.

Réalisation : 1996.

Maîtrise d'ouvrage : I - R Schertler GmbH.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau ; chef de projet, Helmut Giesinger.

Bureaux d'études structures : Rüsch, Diem - Partner.

Surface habitable : 1.008 m<sup>2</sup>.

Coût des travaux : 1,45 millions d'euros.

##### **Résidence Sebastianstrasse**

Adresse : Sebastianstrasse, Dornbirn.

Programme : immeuble résidentiel de 9 logements.

Réalisation : 2001.

Maîtrise d'ouvrage : I - R Schertler GmbH.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau.

Bureaux d'études : structures, Rüsch Diem Schuler, Dornbirn ; fluides, Diem, Bregenz.

Surface habitable : 692 m<sup>2</sup>.

Coût des travaux : 1,3 millions d'euros.

# Ölzbündt

## Une résidence doublement expérimentale

### Arch. Hermann Kaufmann

Même s'il construit au-delà des frontières du Land, Hermann Kaufmann reste fidèle au bois et au Vorarlberg. Son travail décline à chaque projet de nouvelles variations sur le même thème, dans le prolongement de la tradition des Wälder. Innovante à la fois par son système constructif préfabriqué et son concept énergétique, la résidence Ölzbündt, construite à Dornbirn en 1997, a marqué un pas concret vers la réalisation d'un habitat industrialisé qui ne sacrifie ni le confort ni l'esthétique.



La résidence Ölzbündt, construite en 1997, est un des premiers immeubles d'habitat collectif conçu pour répondre aux exigences du label Passivhaus. Elle est innovante non seulement par son concept énergétique mais aussi par son système constructif en bois. Les murs sont en panneaux à ossature bois préfabriqués avec 35 centimètres de laine minérale entre les montants et un bardage en lames de mélèze.

### Préfabrication en bois

La résidence Ölzbündt comprend douze appartements traversants, répartis sur trois niveaux et distribués en façade est par des coursives, et un logement indépendant avec atelier en pignon sud. Le prix qu'elle a reçu au Palmarès de l'architecture en bois de 1997 couronnait une collaboration exceptionnellement constructive entre deux maîtres d'ouvrage ouverts à l'innovation, Anton Kaufmann et Gerold Ölz, et deux concepteurs d'exception : l'architecte Hermann Kaufmann et l'ingénieur Konrad Merz. La structure, basée sur une trame de 2,40 x 4,80 mètres, a été conçue selon une logique de standardisation en vue d'un fort niveau de préfabrication. Elle est composée de poteaux en lamellé collé et d'éléments de plancher et de toiture à caisson : deux panneaux trois plis fixés sur des membrures en lamellé collé. Ces caissons K-Multibox, fabriqués par Kaufmann Holz GmbH, sont très couramment utilisés depuis sous diverses formes et avec des dimensions de plus en plus grandes. Un remplissage en gravillons et en laine mi-



nérale dans les caissons de plancher améliore l'isolation phonique entre les logements. Les murs sont en panneaux à ossature bois, non porteurs, de la hauteur d'un étage. Tous les éléments ayant été préfabriqués en usine, le chantier n'a duré que quatre mois et demi.

### Premier immeuble d'habitat collectif Passivhaus

Ölzbündt fut un des premiers immeubles d'habitat collectif conçus pour répondre aux exigences du label Passivhaus. Les besoins en énergie ont été sensiblement réduits par l'application des principes bioclimatiques : volume compact pour limiter les déperditions, socle massif pour augmenter l'inertie, balcons et coursives désolidarisées de l'ossature principale pour supprimer les ponts thermiques, ouvertures judicieusement dimensionnées en fonction de l'orientation. Ces mesures de bon sens, qui ne coûtent que de la matière grise, sont complétées par une enveloppe avec isolation renforcée en laine minérale : 35 centimètres pour les murs, 45 centimètres en toiture et 22 centimètres pour le plancher haut du sous-sol. Grâce à des triples vitrages avec lames en gaz rare, les menuiseries ont un coefficient U de 0,7 W/(m<sup>2</sup>.K). Une performance rare en 1997 mais assez courante aujourd'hui en Autriche, ce qui est loin d'être le cas chez nous !

Pendant la période froide, l'air neuf, déjà tempéré par le passage dans le puits canadien, est réchauffé grâce à un échangeur à plaques par les calories récupérées sur l'air extrait. Des pompes à chaleur individuelles assurent le complément éventuellement nécessaire. Une installation comprenant 33 mètres carrés de capteurs solaires fixés en toiture couvre plus de 60 % des besoins en eau chaude sanitaire. Les mesures liées aux économies d'énergie ont entraîné un surcoût d'investissement d'environ 5 % par rapport à une opération.

Les exigences du label Passivhaus n'ont pas été tout à fait atteintes (les mesures indiquent environ 23 kWh/m<sup>2</sup>/an au lieu de 15), essentiellement à cause de défauts dans l'étan-

chéité à l'air, liés à un manque d'expérience dans la mise en œuvre. Mais les connaissances et compétences acquises grâce à Ölzbündt, une résidence occupée par une classe moyenne plutôt aisée, ont profité à une opération de 24 logements sociaux réalisée en 2001 à Wolfurt par la même équipe de concepteurs pour la Vogewosi, puis à d'autres bâtiments.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse: Hamerlingstrasse 12, Dornbirn.

Programme : immeuble combinant douze appartements et une maison accolée.

Réalisation : 1997.

Maîtrise d'ouvrage : Anton Kaufmann, Gerold Ölz.

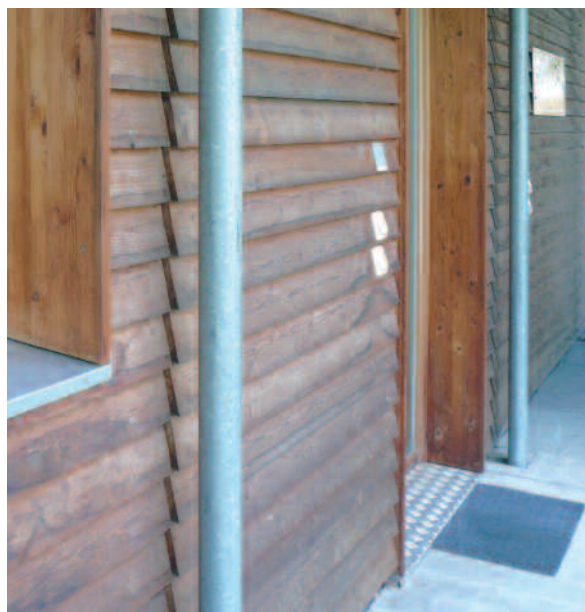
Maîtrise d'œuvre : Hermann Kaufmann, Schwarzach.

Bureau d'études structure : merz kaufmann partner, Dornbirn

Entreprise bois : Kaufmann Holz AG, Reuthe.

Surface habitable: 940 m<sup>2</sup>.

Coût des travaux: 1,4 millions d'euros.





L'opérateur social Vogewosi a rénové avec un "facteur 10" plusieurs immeubles, dont un ensemble de 54 logements répartis dans cinq bâtiments.

## Fussenau : Rénovation "facteur 10" de 54 logements sociaux Arch. Helmut Kuess

L'opérateur social Vogewosi est un pionnier de la rénovation "facteur 10" qui divise par dix les besoins en énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire. En partenariat avec l'Institut de l'énergie du Vorarlberg dans le cadre d'un projet européen Interreg IIIA en 2007, il a réhabilité 42 logements répartis sur trois sites. Profitant du retour d'expérience sur ces réalisations expérimentales, il a entamé en 2008, avec l'architecte Helmut Kuess, une nouvelle rénovation sur la base du "facteur 10" qui concerne 54 logements sociaux répartis dans un ensemble de petits immeubles de deux ou trois étages situé dans le quartier résidentiel de Fussenau à Dornbirn.

### Un éventail de mesures sur l'enveloppe

L'opération est composée de dix immeubles de logements sociaux accolés deux à deux. La consommation de gaz naturel pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire de ces bâtiments, mis en service en 1980, correspondait en moyenne à 250 kWh/m<sup>2</sup>/an. Le but visé était d'atteindre le label Passivhaus, soit moins de 15 kWh/m<sup>2</sup>/an pour le chauffage, un objectif encore plus ambitieux en rénovation que pour un bâtiment neuf. Selon le processus classique pour répondre à ces exigences, les premières mesures concernaient l'amélioration de l'isolation et de l'étanchéité à l'air de l'enveloppe. Une couche de 25 centimètres de polystyrène, fixée à l'extérieur devant les murs existants en briques, confère à la paroi un coefficient U de 0,11 W/m<sup>2</sup>K. Afin d'assurer la continuité du "manteau isolant" autour du volume chauffé, 25 centimètres de polystyrène ont été posés sur le plancher haut du dernier ni-



veau (coefficient U de 0,11 W/m<sup>2</sup>K) et 14 centimètres ont été fixés sous le plancher bas du rez-de-chaussée (coefficient U de 0,19 W/m<sup>2</sup>.K). Le choix de bois local au lieu de PVC pour les encadrements de fenêtres a représenté un investissement supplémentaire, mais il était logique dans le cadre d'une approche environnementale globale. Toutes les ouvertures sont maintenant équipées de triple vitrage ayant un coefficient U de 0,6 W/m<sup>2</sup>K. Les tests Blower door sur l'étanchéité à l'air de la nouvelle enveloppe ont montré un débit de fuite de 0,5 volume par heure pour une différence de pression de 50 Pascal entre l'intérieur et l'extérieur, soit un résultat inférieur au maximal autorisé de 0,6 pour l'obtention du label Passivhaus. Les balcons





Une des mesures les plus efficaces a été la transformation des balcons en loggias : elle supprime les ponts thermiques, augmente la surface des logements et améliore la qualité de vie de leurs habitants.

ont par ailleurs été transformés en vérandas afin de supprimer les ponts thermiques, en particulier au niveau des nez de dalle. Leur surface varie de 11 mètres carrés pour un trois pièces à plus de 16 pour un quatre pièces.

### L'optimisation des installations techniques

Dans chaque groupe de deux immeubles jumelés, l'ancienne chaudière au gaz a été remplacée par un appareil à condensation de 45 kW, combiné à une installation d'eau chaude sanitaire avec un ballon de 1.500 litres. Les 36 mètres carrés de capteurs thermiques sont disposés à chaque fois sur le pan de toiture sud selon un angle de 48 degrés. La surface a été calculée pour couvrir environ 60% des besoins en eau chaude. Elle assure aussi 15% des besoins en chauffage sauf pour l'immeuble dont l'orientation nord-ouest/sud-est ne permet pas un rendement suffisant. Les anciennes tuyauteries ont été conservées et les radiateurs existants équipés de thermostats. La ventilation double flux récupère la chaleur de l'air extrait avec un rendement de 85%. L'air neuf est distribué dans les pièces principales au-dessus des portes, à partir du faux plafond technique haut de 20 centimètres créé dans les entrées et les circulations des logements. Dans chacun des cinq groupes d'immeubles jumelés, la centrale de ventilation, constituée d'équipements très performants, est installée dans une petite pièce aménagée sous les combles et isolée par 17 centimètres de laine minérale.

Les quatre-vingt-deux habitants, préalablement informés et consultés, ont rapidement accepté les mesures proposées et le projet de rénovation a pu être mis en œuvre sans que les usagers soient obligés de quitter leur logement. Les mesures ont été financées par un crédit pour la rénovation de l'habitat d'une durée de 15 ans. Grâce à une baisse très sensible des charges - environ 90% avec une augmentation sensible du confort - le remboursement de ce crédit se fait sans surcoût pour les locataires.

### Le souci de la précarité énergétique

Les immeubles anciens constituent plus de 95 % du parc immobilier. Leur rénovation, accompagnée d'une amélioration de l'efficacité énergétique, est judicieuse sur les plans écologique et économique ainsi que sur le plan culturel, quand elle permet de préserver un témoin du patrimoine architectural régional. Dans le Vorarlberg, l'aide à la rénovation de l'existant a augmenté en 2008. Pour la financer, le Land a prévu un budget de 31,7 millions sous la forme de versement d'une subvention unique ou d'un crédit bonifié au taux de 1 % pouvant couvrir jusqu'à 60 % du coût des travaux. Un catalogue de valeurs U, proposant des modèles de parois à forte isolation, a été mis en place et une réhabilitation en plusieurs étapes, dans le cadre d'un concept global, est possible : isolation de la toiture puis des murs, avant la mise en place, par exemple, d'une installation de chauffage plus performante avec des capteurs solaires thermiques.

Toutes ces mesures prises par les élus du Vorarlberg visent à contrer la montée de la précarité énergétique des foyers les plus démunis, un risque que de nombreuses associations françaises, comme la Fondation Abbé Pierre, dénoncent aussi.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Wieden 90-98a, Fussenau, Dornbirn.

Programme : rénovation de 54 logements pour améliorer leur efficacité énergétique.

Maîtrise d'ouvrage : Vogewasi ; chef de projet, Werner Egele ; installations techniques, Winfried Lampl.

Maîtrise d'œuvre : Helmut Kuess, Bregenz.

Surface habitable : 4.461 m<sup>2</sup>.

Calendrier : première mise en service, 1980 ; travaux de rénovation, 2008.

Coût de la rénovation : 3,5 millions d'euros hors taxes.

Besoins en énergie pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire :

- avant rénovation : environ 250 kWh/m<sup>2</sup>.an

- après rénovation : 15 kWh/m<sup>2</sup>.an (simulation avec le logiciel PHPP)



## Zumtobel

### Une entreprise qui aime l'architecture

### Arch. Baumschlager & Eberle

Zumtobel est une entreprise phare de l'industrie du Vorarlberg et l'emprise de son site de Dornbirn s'étend depuis les années 1960. L'agence Baumschlager & Eberle y a construit plusieurs bâtiments, dont le département d'informatique, mis en service en 2002. Les ordinateurs du centre de calcul sont rassemblés en sous-sol, dans deux étages protégés par un cuvelage en béton ; le rez-de-chaussée et les deux étages sont occupés par des bureaux. La double façade vitrée remplit des fonctions climatiques : l'espace entre les deux parois sert de tampon thermique et les écailles en verre de la peau extérieure, dont les reflets bleu turquoise vibrent au gré des orientations et de la luminosité, apportent une protection solaire.



Les luminaires jouent une place importante dans le minimalisme des bâtiments du Vorarlberg. En partenariat avec des architectes locaux, Zumtobel a développé spécialement pour des projets des prototypes qui sont ensuite rentrés dans la gamme. L'entreprise a ouvert en 2005 son "Forum de la lumière" (Lichtforum) qui présente ses produits et reçoit régulièrement des expositions.



#### FICHE TECHNIQUE

##### Bureaux de Zumtobel

Adresse : Schmelzhütterstrasse 26, 6850 Dornbirn.

Réalisation : 2002.

Maîtrise d'ouvrage : Zumtobel AG.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau.

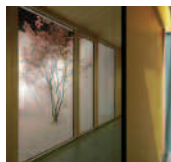
##### Zumtobel Lichtforum

Adresse : Schweizer Strasse 30, 6851 Dornbirn.

Réalisation : 2005.

Maîtrise d'ouvrage : Zumtobel AG.

Maîtrise d'œuvre : Baumschlager & Eberle, Lochau.



## Piscine municipale “Stadtbad”

Arch. cukrowicz.nachbaur

L'agence cukrowicz.nachbaur a gagné en 2001 le concours de la rénovation et de l'extension de la piscine municipale de Dornbirn, construite dans les années 1960. Le challenge était de respecter la simplicité de l'ancien bâtiment tout en introduisant des fonctions plus ludiques ou liées à la wellness. Parmi les équipements : un bassin pour nageurs de 24,7 x 12,2 m, un bassin sportif de 25 x 16,66 m, un bassin pour les non-nageurs de 9 x 11,7 m et une patacoque pour les enfants, plus un toboggan de 46 m.

C'est grâce à la lumière que les architectes apportent une distinction virtuelle entre la zone sportive et la zone ludique. Des LED baignent par intermittence la piscine blanche dans une atmosphère bleutée. Les patios colorés rythment la zone plus intime pour sauna et massages et permettent à la lumière naturelle de pénétrer dans ces espaces introvertis.

### FICHE TECHNIQUE

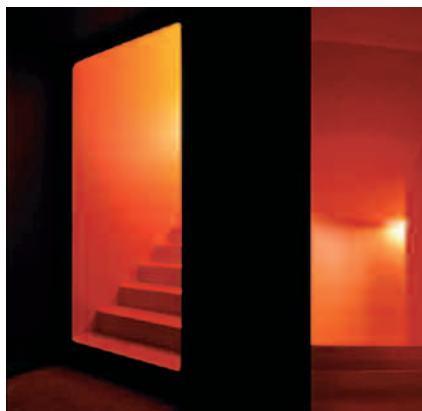
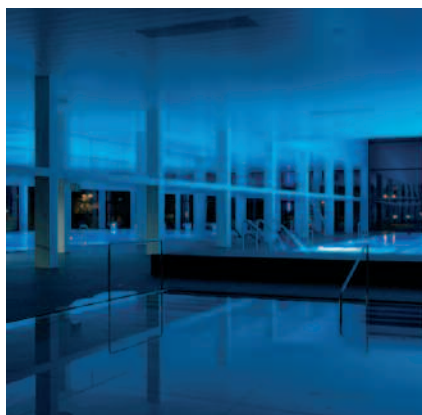
Adresse : Schillerstrasse 18, 6850 Dornbirn.

Programme: piscine municipale avec espaces ludiques et de wellness.

Réalisation : 2005.

Maîtrise d'ouvrage : Ville de Dornbirn.

Maîtrise d'œuvre : cukrowicz.nachbaur, Bregenz.





L'architecte Wolfgang Ritsch a composé les espaces de l'immeuble Element à partir d'un concept modulaire qui cherche à offrir un lieu de travail sain et confortable dans une ambiance "inspirante", tout en permettant une grande flexibilité dans les usages.

## Elément

### Un nouveau concept de bureaux

#### Arch. Wolfgang Ritsch

Zima est un groupe d'entreprises du bâtiment actif dans les deux provinces occidentales de l'Autriche, Vorarlberg et Tyrol, ainsi que dans le Haut-Adige, en Italie du nord. Il touche à tous les domaines de la construction, de la promotion au management de projet en passant par la surveillance de chantier et des activités d'entreprise générale. L'engagement dans des solutions inattendues, qu'il a montré depuis sa création en 1971, a été confirmé en 2003 avec la réalisation de l'immeuble de bureaux Element à Dornbirn. Wolfgang Ritsch, l'architecte du projet, a déjà appliqué ses concepts novateurs à divers programmes, dont l'ensemble résidentiel Sandgrubenweg du quartier Schoeller-zwei Welten à Bregenz. Element est un autre exemple de son approche humaniste de l'architecture.

#### Une nouvelle vision de l'entreprise

Alexander Nußbaumer, directeur de Zima et maître d'ouvrage du projet, est conscient du capital que représentent ses collaborateurs : "Dans le domaine des services et des activités demandant des connaissances techniques, ce n'est pas le capital financier qui fait la différence, c'est l'engagement des employés. Plusieurs études scientifiques montrent qu'une entreprise qui accorde de l'importance à une bonne gestion des ressources humaines obtient en moyenne 30 % de valeur ajoutée supplémentaire par salarié." Ces constatations et la conscience que 80 % des coûts d'une entreprise concernent le personnel l'ont mené à des mesures sociales ayant des retombées économiques : "Des collaborateurs en bonne santé et qui se sentent bien sont plus performants que les autres. Au centre du concept de

l'immeuble Element, il y a donc la réalisation d'une ambiance de travail optimale pour les employés. Dans ce bâtiment, s'ouvrent pour les usagers des vues sur le paysage ou sur les palmiers de la "plus grande serre du Vorarlberg". La pause déjeuner dans le restaurant intégré au complexe peut se transformer en échanges créatifs, informels et chaleureux avec des collègues, des clients ou des partenaires."

#### Concept modulaire pour usages mixtes

Le bien-être de chacun de ses collaborateurs est considéré par le directeur de Zima comme le point de départ d'une gestion prospère et durable de son entreprise. Element est la transcription en architecture de ces principes. Situé dans le quartier d'affaires de la capitale économique du Land, cet immeuble entouré de bureaux et de grandes surfaces commerciales est à proximité du Parc des expositions. La gare est à plusieurs kilomètres, mais un arrêt de bus se trouve au pied de l'immeuble. La proximité d'une bretelle de la Rheintalautobahn, l'autoroute qui traverse la Plaine du Rhin du nord au sud, rend son implantation très attractive.

Element est basé sur un concept modulaire qui offre un lieu de travail sain et confortable dans une ambiance "inspirante", tout en permettant une grande flexibilité dans les usages. Les concepteurs ont su tirer le meilleur parti d'un terrain long et étroit. Plusieurs acteurs du bâtiment ont trouvé leur place autour du jardin d'hiver : le promoteur Zima lui-même, l'architecte du projet Wolfgang Ritsch et le bureau d'études Spektrum, spécialisé dans la physique du bâtiment et l'énergie, qui a également travaillé sur le projet. Mais des entreprises d'autres branches ont apprécié ce qui leur était proposé : le groupe Blum, qui a installé ici son showroom, une agence de publicité, Weirather-Wenzel & Partner présents dans le Sportbusiness international, etc. Les promoteurs d'Element tenaient à la présence de services du quotidien : un cabinet médical, une banque, le salon de coiffure Hairport et le restaurant M, dont la cuisine est réputée.







L'immeuble accueille des activités multiples (bureaux, restaurant, magasins, cabinet médical, coiffeur, show-room) autour d'un espace intérieur semi-public généreux agrémenté par une végétation luxuriante.

## Un processus de conception intégratif

La conception d'Element est le résultat d'un processus intégratif qui a mobilisé plusieurs experts autour de l'architecte et du maître d'ouvrage. Ils ont été guidés par une pensée majeure : "redéfinir le travail comme un processus communicatif dans un environnement naturel". Le résultat est un immeuble accueillant des activités multiples dans des espaces généreux au sein d'une architecture élégante : des zones intérieures semi-publiques bien dessinées et bien entretenues autour d'une végétation luxuriante, de grandes hauteurs sous plafond, un parquet en robinier. Le succès de ce bâtiment de 5.385 mètres carrés utiles, mis en service en 2003, a appelé la construction d'un deuxième immeuble sur la parcelle limitrophe. Proposant environ 2.000 mètres carrés de bureaux répartis sur trois niveaux, il a été mis en service fin 2008 pour un coût de construction de 3,5 millions d'euros. Il offrait des espaces de 25 à 600 mètres carrés pouvant être aménagés en bureaux individuels ou paysagés.

Dans les deux immeubles, la structure mixte combine des poteaux en acier, intégrés aux éléments du mur rideau à ossature bois, et des planchers en dalles de béton alvéolaire. Quelques murs de refend et des noyaux en béton armé autour des circulations et des sanitaires assurent le contreventement. Sur ces grands plateaux libres, les bureaux peuvent être rapidement transformés au gré des besoins, l'objectif étant de faciliter le passage d'un travail personnel concentré à un travail de groupe exigeant la communication entre les participants.

## Des installations techniques optimisées

Les installations pour le contrôle de l'ambiance lumineuse et du confort climatique sont commandées par un système de gestion informatisée novaPro 32 de Sauter. L'éclairage naturel se fait par les vitrages toute hauteur des façades et en second jour par le jardin d'hiver. L'éclairage artificiel intégré au plafond est connecté à des senseurs qui vérifient l'intensité de la lumière naturelle pour une adaptation aux besoins. Cette solution offre une ambiance lumineuse régulière tout en évitant les gaspillages. Afin d'assurer le confort d'été, les stores extérieurs sont également gérés par ordinateur en fonction des caractéristiques climatiques. Chauffage et rafraîchissement sont assurés par l'eau qui circule dans des serpentins noyés dans la chape des planchers. Le système est relié à une pompe à chaleur et à des sondes d'environ 30 mètres de profondeur intégrées aux pieux de fondation. Les vitrages sont fixes, mais de petits ouvrants pleins, situés dans l'encadrement des poteaux métalliques, sont prévus pour une ventilation naturelle d'urgence. La ventilation mécanique double flux récupère les calories de l'air vicié : un tiers de l'air des bureaux passe directement dans l'atrium par une chicane prévue dans le plafond avant d'être conduit dans le garage souterrain ; les deux tiers restants sont aspirés dans les pièces humides. Ce système de gestion par ordinateur permet une régulation individuelle et une visualisation des consommations qui permet d'optimiser les installations.

### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Lustenauerstrasse 64, 6850 Dornbirn.

Programme : Immeuble de bureaux avec commerces, restaurant, cabinet médical.

Réalisation : première tranche, 2003 ; deuxième tranche 2008.

Maîtrise d'ouvrage : Zima, Dornbirn.

Maîtrise d'œuvre : Wolfgang Ritsch, Dornbirn.

Surface utile : première tranche, 5.385 m<sup>2</sup> ; deuxième tranche, 2.000 m<sup>2</sup>.

## L'espace d'exposition Wohlgenannt

### Arch. Wolfgang Ritsch

Dans le domaine de l'architecture commerciale aussi, les concepteurs du Vorarlberg font preuve de créativité. Un magasin dédié à l'aménagement intérieur et situé au bord d'un axe routier majeur qui traverse Dornbirn utilise l'effet de photophore : l'espace d'exposition de Wohlgenannt. Les trois parois vitrées et le mur à ossature bois d'un parallélépipède entourent une des unités de ravitaillement du "Corps sonore", le pavillon de la Suisse à l'exposition universelle de Hanovre en 2000. Lors de cette manifestation dédiée au développement durable, Peter Zumthor avait conçu son pavillon de manière à pouvoir réutiliser tous les éléments : les 3 000 mètres cubes de madriers en résineux massif qui constituaient les fortins ainsi que les trois unités de ravitaillement. Ces constructions de trois niveaux sont des spirales en bois de neuf mètres de haut, composées de deux ellipses distinctes, coupées dans leur partie aplatie et assemblées. Grâce à une manipulation géométrique de leur concepteur, l'ingénieur suisse Jürg Conzett, le passage d'une ellipse à l'autre n'est visible ni sur le dessin ni dans la réalité. Fraisés dans du bois lamellé-collé et recouverts d'une peinture acrylique noire, ces édicules sont éclairés par des hublots en verre de 9 centimètres d'épaisseur. Dans son nouveau site de Dornbirn, l'unité de ravitaillement de Peter Zumthor accueille les services du magasin : bureaux, sanitaires et tisanerie. Elle trône librement au milieu de la grande vitrine qui la met en valeur, surtout de nuit quand l'éclairage artificiel l'isole au centre d'un halo de lumière.



#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Halterstrasse 77, 6850 Dornbirn.

Programme : espace d'exposition pour un magasin de meubles

Réalisation : 2003.

Maîtrise d'ouvrage : Markus Wohlgenannt.

Maîtrise d'œuvre : Wolfgang Ritsch, Dornbirn.

## Centre de secours et centre culturel à Hittisau. Arch. cukrowicz.nachbaur

Hittisau est un bourg rural du Bregenzer Wald, la zone montagneuse au centre du Vorarlberg. Sa population, en progression régulière depuis plusieurs décennies, atteint aujourd'hui 1.900 habitants. Ses activités économiques sont concentrées sur le tourisme, la production de fromages d'alpage, l'exploitation de la forêt, qui couvre 40% de la surface communale, le sciage des grumes et l'artisanat du bois. La commune d'Hittisau attache beaucoup d'importance à sa culture traditionnelle, mais elle a déjà montré en 1989 qu'elle était ouverte à une construction en bois innovante en confiant la conception de la salle des fêtes "Ritter-von-Bergmann" à Hermann Kaufmann et Christian Lenz. Dix ans plus tard, elle a décidé d'investir à nouveau dans l'architecture contemporaine en lançant un concours pour la réalisation d'un équipement polyvalent regroupant un centre de secours, une salle de musique et un espace d'exposition, dédié à un Musée de la femme.

### Des choix astucieux fidèles à l'esprit du lieu

Les habitants du Vorarlberg, surtout dans les zones de montagne isolées, ont une vie associative très riche. La combinaison de plusieurs programmes dans un même immeuble permettait de mutualiser certains locaux et de réduire l'investissement puis les dépenses de fonctionnement. Les contraintes du projet étaient clairement formulées : les architectes devaient concevoir un bâtiment capable d'abriter trois institutions et de leur permettre de travailler ensemble sans se gêner. Andreas Cukrowicz et Anton Nachbaur, lauréats du concours, ont répondu à cette cohabitation inhabituelle par une dissociation rigoureuse des deux principales fonctions : ca-

serne de pompiers et centre culturel. Ils ont su tirer parti de la topographie accidentée d'une parcelle étroite, bordée au sud par un précipice. Implanté en limite du terrain, près de la faille, le centre de secours est orienté au nord-est, vers la rue principale, et précédé par une esplanade qui facilite les manœuvres des véhicules de pompiers et des camions de la scierie adjacente. Quatre mètres plus haut, le centre culturel s'ouvre au nord-ouest par un pignon entièrement vitré, tourné vers le centre du bourg : le groupe scolaire, les commerces et la place principale sont accessibles par un cheminement piétonnier. Le choix des matériaux renforce la claire différenciation fonctionnelle déjà marquée par l'implantation. La caserne de pompiers, enterrée sur trois côtés en profitant de la configuration du terrain, est traitée comme un espace technique : murs en béton brut de décoffrage, portes et parois vitrées dans des cadres en acier galvanisé. Son architecture ascétique sert d'écrin à l'essentiel : les véhicules de pompiers aux chromes étincelants, dont la peinture rouge est la seule touche de couleur du lieu. La boîte en bois posée en léger porte-à-faux sur cette assise minérale est décollée du sol par une bande vitrée qui apporte un second jour à la caserne. Ce volume abrite sur deux niveaux les multiples activités du centre culturel. Au rez-de-chaussée, le hall d'entrée s'ouvre sur une salle polyvalente, qui peut devenir foyer lors des manifestations festives ou salle de séminaires pour la formation des pompiers et des secouristes. La salle de répétitions de la fanfare municipale est isolée au bout d'un couloir qui distribue les pièces de service. Un bandeau de vitrages, disposé à mi-hauteur dans le mur sud-ouest, donne l'impression de jouer au milieu de la forêt. L'étage est occupé par une salle d'exposition, éclairée zénithalement avec une lumière tamisée par des textiles tendus. L'angle sud du coin bibliothèque, vitré du sol au plafond, offre une vue saisissante sur les frondaisons des arbres et sur le précipice.

Depuis sa création, le Musée de la femme a accueilli plusieurs expositions traitant de sujets sensibles : en 2000, "Enfants - Cuisine - Travail : Mythe et quotidien" ;





En 2000, la commune de Hittisau a construit un équipement regroupant une caserne de pompiers en rez-de-chaussée, un foyer et une salle de musique en rez-de-jardin et un Musée de la femme dédié à des expositions temporaires à l'étage.

en 2003, "Costumes folkloriques pour les gens d'ici et d'ailleurs" ; en 2004, "Déesses - Sorcières - Guérisseuses : la magie féminine dans l'histoire" ; en 2005, "Culture du foulard : passé et avenir d'un petit bout de tissu".

## Le bois sous toutes ses formes

Cet équipement public, modeste par sa taille et son programme, est devenu une œuvre majeure du Vorarlberg grâce à un maire engagé, Konrad Schwarz, à deux jeunes architectes talentueux et à une équipe de charpentiers, menée par Hermann Nanning, artisan-artiste dans la lignée des Barock Baumeister du Bregenzer Wald. Le centre culturel de Hittisau fut un des premiers bâtiments marquant le renouveau du sapin blanc du Vorarlberg.

En choisissant cette essence pour la structure, le bardage et les parements intérieurs, les architectes s'inscrivaient dans la tradition constructive régionale. L'interprétation qu'ils offrent est cependant contemporaine par sa géométrie minimaliste et par le dessin des ouvertures, adaptées à chaque fonction pour profiter au mieux de la lumière naturelle. Des subtilités dans le traitement des surfaces horizontales et verticales évitent la saturation qu'apporte parfois une ambiance "tout bois". La directrice du musée, inquiète pendant la conception de l'omniprésence du bois sur les parois de la salle d'exposition, a été séduite à la fin du chantier par la finesse du grain du sapin, sa couleur très claire et l'absence de nœuds, garantie par un tri très sélectif. Ces surfaces homogènes, visuellement neutres et douces au toucher, mettent en valeur les objets exposés.

## Hommage aux artisans et à la belle ouvrage

La réalisation est d'une qualité rare. Les jumeaux Nanning, qui dirigent une petite entreprise de charpente et menuiserie à Hittisau, ont une pratique encore très artisanale de leur métier et ne font qu'un chantier après l'autre. Avec deux compagnons et deux apprentis, ils ont consacré neuf

mois au centre culturel, triant chaque bout de bois. Seules les planches sur quartier, aux cernes presque parallèles, ont été retenues : toutes les planches de cœur ou de rive, plus sensibles aux déformations causées par les variations d'humidité, ont été éliminées. A l'exception des portes des placards intégrés, qui sont en panneaux avec placage, l'aménagement est entièrement en bois massif, sans finition. Les risques liés aux émanations de produits chimiques contenus dans les colles, les vernis et les peintures sont ainsi évités. Le plafond est constitué de liteaux posés en réservant un espace assez large pour introduire des bandes lumineuses. L'habillage des murs et le revêtement de sol sont en planches de sapin assemblées à rainure et languette. Comme dans les vieilles maisons du bourg, les lames du parquet sont brutes de sciage et posées sans traitement ni finition. Ce sont les utilisateurs qui assurent l'entretien par le frottement de leurs pas ! A Hittisau, on optimise tous les produits de la forêt : le nouvel équipement, comme cinquante autres bâtiments situés sur la commune, est chauffé par une centrale à la biomasse construite en 1989.

### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Platz 501, 6952 Hittisau.

Programme : équipement communal multifonctionnel ; au rez-de-chaussée inférieur, caserne de pompiers ; au rez-de-chaussée supérieur, foyer, salle de séminaire, salle de répétition de la fanfare et locaux de service (sanitaires, rangements, tisanerie) ; à l'étage, espace d'exposition avec coin bibliothèque.

Maîtrise d'ouvrage : Commune de Hittisau.

Maîtrise d'œuvre : cukrowicz.nachbaur, Brégence, Andreas Cukrowicz et Anton Nachbaur, associé pour le projet, Siegfried Wäger.

Bureau d'études structure : Ingo Gehrer.

Entreprise : Zimmerei Nanning, Hittisau.

Surface utile : 1.050 m<sup>2</sup>.

Calendrier : concours, 1998 ; chantier, été 1999 à juin 2000.

Coût de construction : 1.810.000 euros HT, compris raccords au réseaux, ameublement et aménagements extérieurs (hors honoraires).

## Revitalisation du centre du bourg de Langenegg. Arch. Fink et Thurnher

Langenegg est une petite ville du Bregenzerwald qui compte actuellement 1.061 habitants, avec une tendance à la hausse d'environ 6 % en dix ans. Très engagée en faveur du développement durable en 1992 déjà, elle installait 63 mètres carrés de capteurs solaires pour alimenter en eau chaude la mairie et la maison de retraite. Elle a rejoint dès 1995 l'Alliance pour le climat et mis en service l'année suivante une centrale à la biomasse qui alimente tous les bâtiments municipaux grâce à un réseau de chaleur. Sous l'impulsion de Peter Nussbaumer, maire de 1990 à 2006, elle fut également la première commune d'Autriche à obtenir le maximum de cinq "e" dans le programme énergétique des communes e.gemeinden auquel elle participe depuis 1998. Lauréate en 2001 du Energy Globe Austria, en 2002 du du Climat Star Europe et en 2004 du prix européen "Commune de l'avenir", Langenegg est l'un des membres les plus actifs de la plateforme Unternehmen.Vorarlberg. Ses actions touchent tous les secteurs du développement durable, de l'énergie au social en passant par la mobilité : la commune a acquis en 2001 une voiture utilisée en auto-partage par la mairie et les habitants.

### Stopp in Langenegg

L'action majeure initiée par le maire est le programme Stopp à Langenegg – pour un village vivant (Stopp in Langenegg – für ein lebendiges Dorf) avec deux objectifs principaux : rendre le bourg plus attractif pour ses habitants, surtout les jeunes, et inciter ceux qui le traversent en voiture ou en vélo à s'y arrêter. Ce projet participatif a motivé les habitants principalement autour de deux thèmes : lien social et commerces de proximité. Une étape préliminaire lancée en 1997 avec le Bureau des questions du futur et intitulée

Lebenswert leben (Une vie qui vaut la peine d'être vécue) avait fait apparaître les faiblesses de la commune : le recul de l'emploi dans les entreprises locales, 75 % des actifs travaillant hors de la commune, des équipements publics obsolètes, l'absence d'un véritable centre dans ce bourg rural aux constructions éparpillées. Pour y remédier, la commune a décidé de construire trois équipements exemplaires associant fonctions publiques et privées : un jardin d'enfants, un café et un magasin de proximité. L'agence Fink et Thurnher a été chargée de la réalisation : Josef Fink, originaire de Langenegg, connaît bien le contexte social et historique du projet.

### Mixité public/privé

Le nouvel ensemble apporte de nettes améliorations pour les habitants : un jardin d'enfants confortable, de meilleures conditions pour les répétitions de la chorale et de la fanfare municipale et de nouveaux emplois. L'ouverture du café Stopp anime le centre du village en créant un lieu de rencontres pour les résidents et en incitant les touristes à s'arrêter. La création de terrains de sports et de jeux à proximité des bâtiments publics rend la commune plus attractive pour les jeunes familles. La rénovation de la Bach-



Pour revitaliser le centre du bourg, la petite commune de Langenegg a confié aux architectes Fink et Thurnher trois équipements associant fonctions publiques et privées : un jardin d'enfants, un café et une épicerie.



Dans le jardin d'enfants, qui fait une large place au sapin issu des forêts communales, on incite déjà les petits à économiser l'énergie.

## L'épicerie du village, composante de la qualité de vie

Le magasin de proximité ouvert en juin 2008 constitue la deuxième phase du projet Stopp in Langenegg. Egalement conçu par les architectes Fink et Thurnher, il a une surface de vente de 300 mètres carrés et la commune en est le maître d'ouvrage. Il a les mêmes caractéristiques que les deux bâtiments de 2004 : emploi de sapin local non traité, enveloppe répondant au label Passivhaus, raccordement à la centrale à la biomasse pour le chauffage, ventilation à double flux avec récupérateur de chaleur, etc.

L'air neuf est tempéré par un puits canadien. La lumière artificielle est gérée par ordinateur en fonction des apports naturels. Le gérant, affilié à la chaîne ADEG, propose de nombreux produits locaux : viande, dérivés du lait, miel, etc.

Les responsables de la politique et de l'Economie du Land ont conscience que la présence d'une épicerie dans un village est un facteur de qualité de vie pour les habitants, en particulier pour les personnes âgées, les enfants et les femmes au foyer. Ici comme ailleurs, la concurrence avec les grandes surfaces et

les discounters installés en périphérie des centres urbains fait pourtant des ravages. Seule la combinaison entre l'engagement des responsables politiques régionaux et communaux, la participation active des habitants et des commerçants ouverts à de nouveaux modèles peuvent améliorer la situation à court et à long terme. La commune de Langenegg, qui a soutenu le commerce de proximité à travers la construction de sa nouvelle épicerie, participe également au Talente-Tauschkreis, le système d'échanges locaux du Vorarlberg (voir texte ci-dessous). Les premiers "billets-talents" ont été distribués en juin 2008 à l'occasion de l'inauguration du nouveau magasin, avec le slogan "Vivre et acheter à Langenegg ! Utilisez vos talents."

Hus a donné à une ferme historique de nouvelles fonctions (coiffeur, cabinets médical et dentaire, logements, etc.) et fourni l'espace pour construire une centrale à la biomasse afin de chauffer le centre du village. Le réaménagement de la traversée de la localité ralentit le trafic et accroît ainsi la sécurité.

Les deux "cubes" en bois et verre construits en 2004 constituent un nouveau point de repère au cœur de Langenegg. Le premier bâtiment, introverti autour d'un vide central, accueille le jardin d'enfants et les salles des associations. Dans le second, un étage de bureaux à louer est posé sur un café offrant une vue panoramique. Tous deux ont été réalisés sur la base du guide pour la construction écologique (Ökoleitfaden



Bau) élaboré par le Vorarlberger Umweltverband (Union régionale pour l'environnement). Le bois étant ici un moteur économique majeur (976 des 1 047 hectares de la commune sont couverts de forêts), la construction a fait une large place au sapin blanc local scié sur place : toutes les entreprises impliquées sont domiciliées dans la commune ou aux alentours. Les nouveaux équipements ont une enveloppe très isolée et étanche à l'air répondant aux exigences du label Passivhaus. Ils sont bien sûr raccordés à la centrale à la biomasse dans laquelle sont brûlées des plaquettes issues des forêts locales.



Un billet "Talent" d'une valeur de 1 euro.

## Les Talents, un système d'économie locale d'envergure (SEL)

Le premier système d'économie locale (SEL) a été créé à Wörgl, dans le Land autrichien du Tyrol, voisin du Vorarlberg, pendant la crise économique des années 1930. Cinquante ans plus tard, afin d'aider les habitants de Vancouver touchés par le chômage, l'écossais Michael Linton a rebondi sur ce principe d'économie parallèle basée sur le troc en créant vers 1980 le premier LETS (Local Exchange Trading System) d'Amérique du Nord. D'autres SEL ont fleuri ensuite aux Etats-Unis, en Australie, au Japon, en Amérique latine et en Europe. En France, le premier SEL a été créé en 1994, en Ariège, et on en comptait dix ans plus tard environ trois cents. Le Talente-Tauschkreis du Vorarlberg (littéralement "Cercle d'échanges de talents") est un des SEL européens les plus actifs. Donner la préférence aux offres régionales est depuis longtemps pour les Vorarlbergeois une évidence écologique et économique...

### Les circuits courts, c'est aussi l'argent !

Le Talente-Tauschkreis est une des nombreuses initiatives lancées dans le Vorarlberg au cours des deux dernières décennies pour favoriser l'émergence d'une société plus humaine et plus solidaire. Créée en 1996, cette association en faveur d'une entraide de voisinage organisée compte aujourd'hui 1.500 utilisateurs, dont une centaine d'entreprises et d'institutions. En 2007, 2.400.000 Talente ont été échangés et certaines familles gagnent plus de 10 % de leurs revenus grâce à ce système.

L'objectif du Talente-Tauschkreis est à la fois la promotion de l'approvisionnement de proximité, le soutien aux capacités individuelles, l'occupation des personnes qui n'ont pas ou plus d'activité rémunératrice "classique" (chômeurs,

retraités), l'organisation de l'entraide de voisinage, l'encadrement des personnes âgées et l'amélioration de la qualité de la vie dans la région. Le Cercle d'échanges des talents s'engage à différents niveaux : la réalisation de projets équitables dans l'esprit du développement durable, l'édition d'une revue mensuelle pour ses membres, la création d'une plate-forme internet, des publications, des conférences, des débats et autres manifestations pour une communication auprès des médias et du grand public. Ses statuts prévoient de dénoncer les relations actuelles entre les secteurs économique et financier, le poids de la spéculation et les profits que les multinationales tirent de la mondialisation. Ils s'attachent aussi à offrir une autonomie aux personnes ayant des difficultés à valoriser un potentiel qui n'est pas rentable dans notre économie de marché et à promouvoir les contacts entre particuliers, associations, entreprises, fédérations et institutions intéressés par un système économique respectueux de l'être humain et de l'environnement. Concrètement, les membres du Cercle d'échanges peuvent "payer" sans argent et sans intérêt, avec des Talente. Ils acquièrent ainsi des produits régionaux chez des agriculteurs et dans des magasins affiliés ou suivent des séminaires de formation du centre Arbogast de Götzis ou du Katholische Bildungswerk, également membres du SEL. Une mère célibataire peut par exemple financer l'aménagement d'une chambre d'enfant par un menuisier en effectuant différentes activités dans le Cercle d'échanges et même demander un crédit si nécessaire. Le résultat est la création d'une valeur ajoutée sociale, culturelle et économique : en 2004, la performance équivalait celle d'une entreprise de 15 personnes.

### Talents en nature et billets-talents

Dans le système d'économie locale du Vorarlberg, il existe deux sortes de "talents". Les Talente en nature, biens ou services, et les Talente sous forme de billets. Quand un service est rendu, il est conseillé de compter environ cent Talente par heure, car on valorise le temps, non la tâche : une



heure de cours de physique a la même valeur qu'une heure de ménage. Les Talente sous forme de billets (Talente-Gutscheine) créant une véritable monnaie régionale pour des achats chez les partenaires du Talente-Tauschkreis ont été lancés en novembre 2006, pour fêter les dix ans du SEL. Le village de Langenegg a lancé ses propres billets-talents en juin 2008, à l'occasion de l'ouverture de son épicerie. D'une valeur de 1, 5, 10, 50 ou 100 euros (1 Talent égale 1 euro), ils sont disponibles à la Raiffeisen Bank ou au bureau de poste. Ils sont acceptés, entre autres, à l'épicerie, au salon de coiffure, à la fromagerie, chez le menuisier et à la mairie pour le paiement des loyers et des charges. Afin d'encourager l'utilisation des billets-talents, un rabais de 5 % est consenti la première année sur les achats pour ceux qui ont pris un abonnement mensuel de billets-talents de 25, 50, 100, 200 ou 300 euros.

### Les avantages d'une monnaie relocalisée

Le site internet du Tauchskreis résume les avantages d'une monnaie locale : "Utiliser les Talente renforce l'Economie régionale, c'est-à-dire des cycles courts qui commencent et finissent dans la région et qui soutiennent nos entreprises, nos commerces et nos associations. Les Talente restent là où ils ont été créés : dans la région !" Il est en effet conseillé d'utiliser les bons pour les achats et d'éviter de les changer en euros à la banque. Le taux n'est d'ailleurs pas attractif : la perte de valeur est d'environ 10%, cette somme étant versée à un projet socioculturel. Outre ses avantages pour les activités économiques locales, l'intérêt fondamental du SEL est de créer, au sein d'un vaste groupe d'entraide, des liens qui dépassent les solidarités familiales traditionnelles. Une société n'est forte que si les relations entre ses membres

sont stables. Les Talente réveillent la responsabilité individuelle et créent du lien social : la coopération au lieu de la concurrence, la reconnaissance des valeurs au lieu de la recherche du profit. Les billets-talents de Langenegg ont fait des émules : la große Walsertal, au sud du Land, a maintenant ses "Walser Thaler", la vallée appelée Kloster Tal a ses "Klostertalers" !



Le magasin de proximité ouvert en juin 2008 propose des produits locaux qui peuvent être payés avec la monnaie locale : les talents.

La Kunsthau de Bregenz, cube en béton et verre, fut l'une des premières œuvres majeures de Peter Zumthor. Les surfaces neutres de cette "boîte à bijoux" s'effacent pour servir les œuvres d'art contemporain des expositions qui se succèdent.

## Le Kunsthau, Temple de l'art contemporain Arch. Peter Zumthor

La réalisation en 1997 de la Kunsthau (Maison de l'art) de Bregenz, surnommé KUB, fut une nouvelle impulsion pour le développement du tourisme culturel dans le Vorarlberg. Ce centre d'art moderne de renommée mondiale, voué aux expositions temporaires, reçoit des amateurs attirés par des installations d'avant-garde souvent provocatrices ou par les œuvres d'artistes de renom : Peter Kogler (2000), Daniel Buren (2001), Roy Lichtenstein (2005), Joseph Beuys (2007). Susciter échanges et polémiques est l'objectif de son directeur, Eckhard Schneider, dont le travail est orienté vers la recherche du sens profond de l'art : "La KUB est une plate-forme ouverte, pour les œuvres comme pour le public."

### Lieu de rencontres pour tous les arts

La Kunsthau fut l'une des premières œuvres majeures de Peter Zumthor. Le grand architecte suisse installé dans le Land des Grisons, voisin du Vorarlberg, voulait réaliser là un lieu de rencontre entre les œuvres d'art et ceux qui veulent en profiter dans la sérénité. Au gré de l'éclairage, le volume cubique dont la silhouette se détache sur les bords du lac, devient monolithe ou photophore. Une peau en verre dépoli enveloppe un corps massif en béton brut de décoffrage, qui forme les espaces d'exposition et donne sa structure au bâtiment. Chacun des trois étages est occupé par une salle unique, baignée par la lumière naturelle qui pénètre à travers les façades dans le plénum formé entre le plancher en béton et le plafond en verre dépoli. Boîte à bijoux dont les surfaces neutres s'effacent pour servir les œuvres exposées, la Kunsthau est une construction à la fois dé-

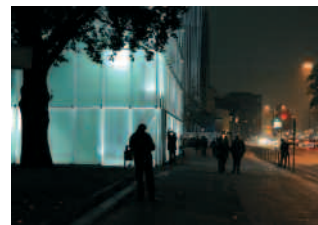


pouillée et d'un grand raffinement. Sa réputation doit beaucoup à la mise en œuvre, qui a montré la qualité des entreprises du Vorarlberg : le plafond suspendu en verre a été développé par l'entreprise locale Glas Marte ; les parois, compris certaines portes, sont en béton brut magnifiquement réalisé. Programme, scénographies, publications, communication suivent un modèle en phase avec l'architecture minimaliste de Peter Zumthor, très attaché à l'idée "d'œuvre d'art globale" (Gesamtkunstwerk), comme il l'a montré avec le pavillon de la Suisse à l'exposition universelle de Hanovre en 2000.

La Kunsthau est l'un des rares bâtiments d'envergure du Vorarlberg conçu par une star étrangère. Il éclipse largement l'autre exception : l'immeuble de bureaux et de logements de la compagnie d'assurances Interunfall, construit en 1999 quelques centaines de mètres plus loin par Jean Nouvel.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Karl Tizian Platz 1, 6900 Bregenz.  
Programme : bâtiment d'exposition pour l'art contemporain.  
Réalisation : 1997.  
Maîtrise d'ouvrage : Land Vorarlberg.  
Maîtrise d'œuvre : Peter Zumthor, Haldenstein (Suisse).





Le Parc d'activité du Millenium à Lustenau



## Parc d'activités du Millenium à Lustenau

Le Millenium Park a été mis en œuvre à la fin des années 1990 par la commune de Lustenau et le Centre de développement communal et régional Prisma, qui a son siège sur le site. Le concept a été développé avec l'aide d'un groupe d'experts pour déterminer l'infrastructure, l'aménagement des espaces verts et l'implantation des bâtiments, qui devait être dense afin d'économiser le terrain. Le Parc d'activités est situé à proximité de ce que les autochtones appellent Rheintalautobahn (autoroute de la Plaine du Rhin), un axe majeur qui traverse le Vorarlberg de la frontière allemande, au nord, à la frontière suisse, au sud, en drainant une grande partie du trafic routier. Le projet a été soutenu par les élus écologistes, en particulier Bernd Bösch, vice-maire et adjoint à l'Économie. La première phase prévoyait un site de 45.000 mètres carrés pour 450 emplois. À terme, le Millenium Park devrait devenir un campus technologique proposant 1 000 emplois sur un site de 120 000 mètres carrés. Plusieurs services sont prévus : garderie pour les enfants, espaces pour le sport et la détente, etc.

### Siège de Saeco : une élégante sobriété

La première construction du Millenium Park fut le siège de Saeco, importateur de machines à café et espresso. Conçu par Baumschlager & Eberle, il a été réalisé en 1998 à proximité du bâtiment qu'ils avaient dessiné pour Alcatel six ans plus tôt. L'immeuble de Saeco englobe dans un parallélépipède vitré les fonctions principales, réparties sur trois niveaux : vente, atelier, stockage et administration. Escalier, ascenseur et sanitaires sont regroupés dans un volume extérieur en béton, recouvert d'un enduit sombre, qui jouxte le grand bâtiment et déborde largement au-dessus de sa toiture terrasse. La structure est constituée de planchers précontraints posés sur des poteaux en béton armé, disposés le long des façades selon une trame de

six mètres. Chacun des niveaux offre donc un plateau libre qui peut être aménagé au gré des besoins. A intervalles réguliers, des ouvrants pleins de couleur sombre rythment le mur rideau. L'ensemble, parfaitement flexible et très efficace, a le chic classique d'un bâtiment sans fioriture, bien dessiné et bien exécuté.

### Des bâtiments qui suscitent des polémiques



Millenium Park, traiteur Walch

Situé à proximité de Saeco sur le Millenium Park, l'immeuble conçu par l'agence Dietrich et Untertrifaller pour Joseph Walch, traiteur et organisateur de manifestations, aborde un registre bien différent. Toutes les fonctions sont rassemblées dans un volume compact et économique, construit à ossature en bois avec un parement en panneaux OSB assurant le contreventement. Adéquation de la réponse au programme, l'évènement est déjà dans le bâtiment lui-même : sa peau textile a été dessinée par Peter Kogler dont les installations sont souvent en étroite relation avec l'architecture. Le travail de cet artiste viennois, qui cherche à éveiller des "expériences visuelles holistiques", s'appuie sur une combinaison dynamique de patterns, des motifs digitalisés qui évoquent une vision organique du monde. Son œuvre profite de l'esthétique et des combinaisons infinies offertes par l'outil numérique. La toile imprimée qui sert de façade à l'immeuble de Walch se distancie physiquement et esthétiquement de





l'objet qu'elle enveloppe. Presque transparente depuis l'intérieur, cette peau textile protège les usagers des rayons du soleil et des regards indiscrets. A l'extérieur, tout changement dans l'intensité ou la qualité de la lumière modifie la perception de l'observateur.

Le jury du Palmarès des maîtres d'ouvrage de 2001 a primé cette réalisation jugée "rafraîchissante" pour son "expression radicale d'une vision temporaire de l'architecture". Il a apprécié une œuvre "très controversée et qui doit continuer à soulever des discussions." Ce fut le cas ! En 2002, lors d'un échange entre professionnels du Vorarlberg dans le cadre de Architektur & Bau Forum, l'animateur, Christian Kühn, professeur d'architecture à l'université technique de Vienne exprimait sa réprobation : "Sur le site [du Millenium Park], il y a une halle pour un service de traiteur, une simple boîte, mais recouverte d'une enveloppe en textile de Peter Kogler éclairée la nuit. Cette recherche d'effets spectaculaires ne s'accorde pas avec l'image qu'avait la nouvelle architecture du Vorarlberg jusqu'à présent. Les autres bâtiments du campus me semblent relever d'une routine de haut niveau et sont en quelque sorte interchangeables." Un exemple parmi d'autres des critiques souvent peu amicales des architectes viennois pour leurs confrères du Vorarlberg.

### Signal d'une rupture esthétique et éthique

Symbole d'une vision démocratique de l'entreprise, le siège de SIE, mis en service en 2003, a aussi marqué un tournant dans les tendances architecturales du Vorarlberg. Avec ce cube de béton, de verre et d'aluminium, la troisième génération des architectes du Vorarlberg s'est émancipée du militantisme écologique des Baukünstler, tout en renouant avec des modèles architecturaux plus modernistes et plus internationaux.

L'histoire de l'entreprise SIE (system industrie electronic), créée en 1994, est calquée sur celle d'autres start-up du

secteur électronique. Son fondateur, Udo Filzmaier, avait 23 ans quand il a fabriqué dans le garage de son père les premiers ordinateurs industriels adaptés aux spécificités du client, trouvant sa place dans des niches du marché : matériel médical, techniques d'automatisation, etc. L'expansion rapide et régulière de SIE a déclenché la création de filiales en Europe et aux Etats-Unis et de partenariats en Asie. Le nombre croissant de collaborateurs a rendu plusieurs déménagements obligatoires, du garage vers une petite puis une grande halle de production, jusqu'à la décision en 2000 de construire un siège social à Lustenau. L'immeuble en béton et verre, qui regroupe sous un même toit recherche, développement, commercialisation et services administratifs, trône dans l'environnement paysager du "Millenium Park". Signal émergent au milieu d'autres bâtiments d'activités conçus par les chefs de file du Vorarlberg, il a fait l'objet de quelques critiques. Lors d'une discussion autour de l'architecture, Kühn disait en 2002 : "Je viens de visiter le chantier des bureaux de Marte et Marte à Lustenau. Avec ce spectaculaire cube de 25 mètres de côté, on se dirige clairement vers un formalisme luxueux, dans le cadre d'une compétition globale pour attirer l'attention du public. Est-ce la tendance qui va transformer l'architecture du Vorarlberg ?"

### Mettre en concordance le contenant et le contenu

Dans un bâtiment d'activités, ce sont les processus industriels et l'organisation du travail qui déterminent le projet. Le siège de SIE est l'expression architecturale de la "hiérarchie horizontale" pratiquée dans l'entreprise, un des fondements de son succès. Il se distingue par l'absence de différenciation spatiale et formelle entre les secteurs développement, production et management. Le rez-de-chaussée, qui regroupe l'accueil des visiteurs ainsi que la réception et l'expédition des colis, se trouve sous le niveau de stockage, repérable à ses façades aveugles en béton. La proximité de la nappe phréatique dans cette zone proche du lac de Constance interdisait en effet le stockage de ma-

tériels électroniques en sous-sol. Le deuxième et le troisième étage sont actuellement dédiés à la production ; le développement occupe le quatrième et partage le cinquième avec le service commercial. Les surfaces de ces quatre niveaux peuvent être allouées au gré des besoins au montage ou à des bureaux. L'aménagement intérieur est réduit à trois matériaux : le béton brut de la structure, le parement des murs et le plafond acoustique en contreplaqué de bouleau et le revêtement de sol en feutre gris anthracite. Au sein d'un volume compact, ascenseur, rampes et escaliers relient ces niveaux pour des circulations fluides réduites au minimum. La cafétéria, espace en double hauteur libre de poteaux est au cœur de l'action, entre production et développement. La galerie intérieure donnant sur la cafétéria et l'étroit "balcon" de la façade sud, qui s'avance en un porte-à-faux de 6 mètres, sont des lieux d'échanges privilégiés.

### Le goût du risque et de l'extrême

Développer un concept radicalement nouveau ne demande pas seulement des échanges intensifs entre l'architecte et son client, mais aussi un certain goût du risque. Udo Filzmaier a prouvé qu'il savait relever des défis et cela lui a plutôt bien réussi. Stefan Marte l'a suivi sur cette voie. Le système porteur complexe varie d'un niveau à l'autre : si les premiers niveaux s'appuient sur des voiles et des poteaux en béton armé, les planchers sont suspendus à la toiture à partir du troisième étage. Le contreventement est assuré par un noyau en béton armé regroupant circulations et sanitaires ; orienté est-ouest, il découpe deux zones dans le plan carré. L'individualisation des espaces intérieurs découle entre autres de la diversité des hauteurs sous plafond : de 2,60 mètres au rez-de-chaussée, 4,50 mètres au quatrième étage et même 8 mètres au niveau de la cafétéria. Le système constructif variable a bien sûr une grande influence sur le dessin des façades et l'architecte décrit son œuvre comme une "sculpture modelée dans le béton". Ne cherchez pas les performances énergétiques ! L'architecte



avoue lui-même que le bâtiment n'est pas vertueux dans ce domaine et que dans les bureaux chauffés par les ordinateurs, la climatisation marche à plein régime en été.

#### FICHES TECHNIQUES

Millenium Park, traiteur Walch

Adresse : Milleniumspark 8, 6890 Lustenau.

Réalisation : 2000.

Maîtrise d'ouvrage : Josef Walch.

Maîtrise d'œuvre : dietrich-untertrifaller, Bregenz.

Millenium Park, Siège social de l'entreprise SIE

Adresse : Millenium Park 12, 6890 Lustenau.

Réalisation : 2003.

Maîtrise d'ouvrage : System Industrie Electronic (SIE)

Maîtrise d'œuvre : Marte.Marte Architekten, Lustenau





## Centre communal de Ludesch 100% éco-responsable

Arch. Hermann Kaufmann

Hermann Kaufmann, architecte emblématique du Vorarlberg, a reçu le 24 septembre 2007 le premier Global Award de l'architecture durable pour l'ensemble de son œuvre et en particulier pour le centre communal de Ludesch. Ce bâtiment est exemplaire à plusieurs titres : le processus participatif qui a conduit à sa réalisation, la mixité de fonctions publiques et privées, l'emploi exclusif de matériaux écologiques et sains, l'efficacité énergétique et la production d'électricité verte par des panneaux photovoltaïques intégrés à la couverture de la place centrale.

### Un processus de conception intégratif basé sur la participation

Le centre communal de Ludesch est le résultat d'un processus intégratif qui prend en compte non seulement les critères d'adaptation à l'usage, mais aussi les aspects sociaux du projet, le développement de l'espace urbain, un choix réfléchi des matériaux et une utilisation économe de l'énergie et du sol, ressource de plus en plus rare dans le Vorarlberg comme en France. Le projet a été initié par Paul Ammann, maire de Ludesch de 1984 à 2008. Cet élu du parti de centre droit ÖPV définissait ainsi les missions de la municipalité : "assurer ensemble la qualité de vie de notre bourg et l'attractivité de Ludesch en tant que site d'implantation économique, préserver la diversité et la qualité de notre environnement et assumer notre responsabilité globale." L'opération, soutenue par un conseil municipal très motivé, a fait l'objet d'une démarche participative exemplaire. En 1995, la population a exprimé son souhait d'un centre communal dans le cadre d'une consultation publique. Cela a conduit deux ans plus tard



Le centre communal de Ludesch est exemplaire à plusieurs titres : le processus participatif qui a conduit à sa réalisation, la mixité de fonctions publiques et privées, l'accent mis sur les matériaux écologiques et l'emploi d'énergies renouvelables pour couvrir les faibles besoins.

à une étude de faisabilité, suivie en 1998 par la création d'un groupe de travail pour réfléchir aux besoins, en participation avec les habitants. Herman Kaufmann a été chargé en 2000 de traduire ces besoins dans un programme, en terme de fonctions, d'espaces et d'architecture. A partir de juin 2002, des groupes de travail ont organisé des réunions mensuelles de concertation sur les thèmes "conception et construction" et "énergie". Après le vote unanime du conseil municipal en faveur de la construction en octobre 2003, les travaux ont débuté en avril 2004 pour une mise en service en novembre 2005. L'opération est un des projets pilotes du programme "Haus de Zukunft" lancé par le ministre autrichien de la recherche, qui a apporté une aide logistique et financière. Une subvention de 20% a été accordée par le Land, qui investit depuis plusieurs années dans les équipements publics des communes rurales pour fidéliser leur population et favoriser leur développement social, culturel et économique.

### Bois massif local pour un équipement pluri-fonctionnel

L'opération est constituée de trois bâtiments proches mais indépendants, afin de ménager entre eux un passage piéton. Leur implantation en U crée une place qui donne enfin un centre à une petite ville aux constructions dispersées. Les fonctions publiques - mairie, bibliothèque, garderie, salle polyvalente, locaux associatifs - jouxtent des activités privées : la succursale de la poste, un café-restaurant et des bureaux à louer, aujourd'hui occupés par un cabinet d'avocat, un physiothérapeute et l'association





Le centre communal de Ludesch peut être considéré comme un bâtiment à énergie positive: il répond aux exigences du label Passivhaus et produit annuellement 15.000 kWh d'électricité verte grâce aux panneaux photovoltaïques intégrés à la couverture de la place centrale

Holzbau-Kunst. Le nouvel ensemble offre ainsi aux habitants un pôle de services incluant une aire de stationnement paysagée pour les voitures, un parking couvert pour les bicyclettes et un abri pour les usagers des bus, afin de favoriser les transports doux. Au-dessus du sous-sol en béton, les trois bâtiments sont essentiellement construits en bois massif, avec du sapin blanc du Vorarlberg issu des forêts communales et mis en œuvre sans traitement ni finition. Les panneaux d'ossature des murs ont une isolation en laine de mouton de 30 centimètres entre les montants et un parement en planches de sapin, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le revêtement de sol est un parquet en chêne ; le plafond est en lames de sapin, à pose non jointive pour améliorer l'acoustique. Les volumes simples et compacts sont animés par le contraste entre des surfaces lisses et structurées et l'alternance d'éléments transparents, opaques et translucides, particulièrement sensible la nuit. Au-dessus des vitrages, un pare-soleil horizontal, large d'un mètre supporte les stores et assure au bardage une protection constructive. La mise en œuvre prouve le savoir-faire et les exigences de qualité des charpentiers et des menuisiers du Vorarlberg.

### Des exigences strictes sur l'énergie et les matériaux

Le centre communal de Ludesch répond aux exigences du label Passivhaus. Ses faibles besoins sont couverts par des énergies renouvelables: chauffage par le réseau de chaleur d'une centrale communale au bois située à une centaine de mètres, pompe à chaleur sur la nappe phréatique pour le rafraîchissement, capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire, 350 mètres carrés de modules photovoltaïques pour l'électricité. L'énergie grise pour la fabrication des matériaux représente 50% de celle qui est nécessaire pour une construction conventionnelle. Une analyse stricte des composants des 214 produits utilisés, complétée par un suivi très rigoureux sur le chantier, a permis d'éliminer les produits contenant du PVC, du formaldéhyde et des solvants chimiques. Les mousses ayant été bannies, l'isolation des cadres des baies a été faite en laine de mouton, une so-

lution qui a convaincu le menuisier pourtant réticent au départ. Grâce au remarquable engagement de tous les acteurs, le surcoût d'investissement, quantifiable grâce à un double appel d'offres, n'est que de 1,9% pour l'emploi des matériaux sains et de 8% pour les mesures concernant l'énergie, dont 210.500 euros pour la centrale photovoltaïque. Une documentation très précise sur le déroulement du chantier et une parfaite transparence des coûts permettent à de nouveaux projets de profiter du retour d'expérience. Le bâtiment fait l'unanimité : lauréat du premier palmarès autrichien de l'architecture durable en 2006, il le fut aussi du palmarès 2007 de la construction en bois du Vorarlberg.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Raiffeisenstrasse 56, 6713 Ludesch.

Programme : centre communal regroupant des fonctions publiques et privées.

Maître d'ouvrage : Commune de Ludesch.

Maîtres d'œuvre : H. Kaufmann, architecte ; A. Bau-und Projektmanagement, coord. du chantier. Bureaux d'études : Mader & Flatz, structure béton ; Merz Kaufmann Partner, structure bois ; Synergy Consulting & Engineering, technique du bâtiment et simulations thermiques ; Bernhard Weithas, physique du bâtiment ; Gebhard Bertsch, contrôle de qualité.

Surfaces : hors-œuvre brute 3.770 m<sup>2</sup>, utile nette 3.135 m<sup>2</sup>, chauffée brute 3.052 m<sup>2</sup>.

Calendrier : avril 2004, début des travaux ; novembre 2005, mise en service.

Coût total : 5,9 millions d'euros HT, dont 1,2 million d'euros d'aide régionale et 256.000 euros de subvention nationale par le programme Haus der Zukunft. Ratio : 1.565 euros HT/m<sup>2</sup> shob.

Système constructif : sous-sol en béton armé ; rez-de-chaussée et étage avec murs, planchers et toiture à ossature en bois ; parement des murs, plafond et aménagement intérieur en sapin blanc ; parquet en chêne massif huilé ; bardage ventilé en planches de sapin brut de sciage.

Mesures environnementales : isolation renforcée de l'enveloppe (laine de mouton et cellulose), fenêtres en bois à triple vitrage, emploi de sapin local, choix de matériaux et de finitions sans danger pour la santé.

Installations techniques : ventilation double flux décentralisée avec récupérateur de chaleur à haut rendement, chauffage par le réseau de chaleur d'une centrale communale à la biomasse, rafraîchissement par pompe à chaleur sur la nappe phréatique, capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire, 150 modules photovoltaïques d'une surface totale de 350 m<sup>2</sup> pour une production annuelle de 15.000 kWh.

Performances énergétiques : besoins en chauffage 13,80kWh/m<sup>2</sup>.an et en rafraîchissement 7,5kWh/m<sup>2</sup>.an (valeurs de simulation dynamique PHPP).

La maison de retraite vient d'être agrandie par un bâtiment avec une structure en éco-béton et une enveloppe en sapin.

## Centre de soins pour personnes âgées de Ludesch Arch. Hubert Koch

La maison de retraite de Ludesch, récemment agrandie pour créer un centre de soins pour personnes âgées, apporte un nouvel accent architectural au cœur de ce petit bourg, près du centre communal. Tout aussi éco-responsable que son célèbre voisin, elle a profité du retour d'expérience sur le choix de matériaux et l'efficacité énergétique.



### Une approche holistique des soins

Le Centre de soins intégrés pour personnes âgées (Integrierte Altenpflege, IAP) de Ludesch concrétise une vision globale de l'attention à apporter pendant le troisième et le quatrième âge. L'objectif est de coordonner dans un même lieu tout un éventail de mesures (soins et repas à domicile, séjours de quelques heures dans la semaine ou de quelques jours pour soulager les familles, etc.) qui

permettent aux personnes âgées de rester le plus longtemps possible dans leur environnement familial avant de s'installer dans la maison de retraite. Les espaces communs et 19 chambres pour moyens et longs séjours sont répartis dans le bâtiment neuf livré en décembre 2010. Sept chambres pour de courts passages, quatre lits pour les urgences ainsi que la cafétéria et les services des soins ambulatoires et à domicile viennent de trouver leur place dans l'existant rénové. Très flexibles, les propositions du centre mises en place rapidement apportent, avec l'humanité indispensable, des réponses au plus près des besoins.



### Une architecture très empathique

L'ancien bâtiment, une ferme de 300 ans classée monument historique, est relié à la nouvelle construction par une passerelle vitrée qui mène à la "véranda". Ce long parallépipède transparent sur pilotis regroupe toutes les fonctions communes : la salle à manger, un salon pour participer à des jeux de société et recevoir ses visiteurs, un espace bibliothèque, une grande table pour le bricolage... Le comptoir près du séjour, qui rappelle celui d'un café, le coin coiffure avec un "fauteuil de star" et un établi familial dans cette région boisée sont autant de petits gestes amicaux. Ils ancrent dans leur ancien quotidien des personnes âgées parfois un peu perdues dans ce nouvel environnement. Voir et être vus sont les deux piliers de la communication. Le contact avec l'extérieur est fortement présent : vers le vieux bâtiment,



vers le jardin, vers le village, vers le grand paysage. L'atmosphère claire et colorée des espaces communs invite à la convivialité, mais plusieurs niches permettent à ceux qui cherchent le calme de s'écarter des zones plus animées. Les chambres de 25,4 mètres carrés laissent assez de place pour apporter meubles et souvenirs personnels. Les matériaux sont chaleureux et agréables au toucher ; le contact vers la nature est aussi

La "ligne d'eau" du sculpteur Hubert Lampert, à la fois clôture et fontaine, sépare le jardin de l'espace public sans donner aux résidents l'impression d'enfermement.

possible depuis le lit. L'architecte Hubert Koch voulait ainsi proposer un modèle alternatif supportant la vivacité de l'âme et de l'esprit des personnes âgées.

### Une énergie grise divisée par deux

La maison de retraite a des besoins énergétiques inférieurs à 15 kWh/m<sup>2</sup>/an et répond ainsi aux exigences du label Passivhaus. Le chauffage est fourni par le réseau de chaleur de la centrale aux déchets de bois issus des forêts communales, qui est située à une centaine de mètres. Les mesures sur l'énergie touchent aussi la construction. Selon l'écologue Gebhard Bertsch, qui a profité de l'expérience du centre communal où il était déjà responsable du choix et de la mise en œuvre des matériaux : "Nous avons réduit d'un tiers le potentiel de gaz à effet de serre et l'énergie grise est 50% en dessous de celle d'un bâtiment classique, pour un surcoût d'environ 3%." La solution ? Privilégier le sapin blanc du Vorarlberg pour les façades à ossature bois et le bardage, préférer le bois massif aux produits dérivés, combiner laine de mouton et cellulose pour l'isolation, interdire toute utilisation de PVC. Le béton de la structure principale a été réalisé à 100% avec du "slagstar" (commercialisé sous le nom Baunit par l'entreprise Wopfinger). Ce ciment dit "sulfaté" est un déchet de l'industrie de l'acier, déjà utilisé autour des années 1950 dans plusieurs pays européens, dont la France. Il a fait l'objet en janvier 2010 de la norme européenne EN15743. Selon Gebhard Bertsch, son emploi a entraîné un surcoût de 40.000 euros pour l'ensemble du bâtiment.



### Une œuvre d'art poétique entre clôture et fontaine

Dès le début du projet, l'architecte a fait appel au sculpteur Hubert Lampert, son voisin de Götzis, pour concevoir une œuvre d'art en étroite relation avec le bâtiment et ses habitants. Le résultat est très atypique pour cet artiste généralement plus conceptuel. Sa "ligne d'eau", qui serpente sur une longueur de 72 mètres, sert de clôture entre le jardin de la maison de retraite et le chemin attenant. Deux parois en acier corten d'un centimètre d'épaisseur et un mètre de hauteur délimitent un espace tantôt étroit, parfois plus large. Dans sa partie supérieure coule de l'eau captée dans la Lutz, entre des plantes, des graviers et des galets prélevés eux aussi dans ce ruisseau qui arrose Ludesch. Le filet d'eau se termine en cascade au pied de la "véranda" avant d'être conduit par une rigole dans le sol vers une mare autour de laquelle sont disposés des fauteuils de jardin. En mêlant matériau industriel, éléments naturels et moyens artistiques, Hubert Lampert veut parler aux sens : vue, ouïe, toucher, voire odorat quand les plantes sont en fleurs. Entre clôture et fontaine, cette "ligne d'eau" protège sans enfermer afin que les résidents ne soient pas isolés du monde extérieur et participent encore à la vie du village.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : Kirchstrasse 10, 6713 Ludesch.

Programme : centre social pour personnes âgées (espaces communs, 19 chambres pour moyens et longs séjours, 7 chambres pour courts séjours, 4 lits pour les urgences, service des soins ambulatoires et à domicile, salles de thérapie, cafétéria).

Réalisation : décembre 2010.

Maîtrise d'ouvrage : Vogewosi (bailleur social).

Maîtrise d'œuvre : Hubert Koch, Götzis.

Budget : 8,2 millions d'euros.



Grâce à des aides du Land et de l'Union européenne, le village de Sankt Gerold (400 habitants) a pu construire un centre communal confié à l'agence *cukrowicz.nachbaur*. Réalisé en sapin local et énergétiquement très efficace, c'est aussi le premier bâtiment en bois de quatre niveaux du Vorarlberg.

## Centre communal Passivhaus de Sankt Gerold. Arch. *cukrowicz.nachbaur*

Sankt Gerold est un petit village d'environ 400 habitants située dans la Grosse Walsertal, à quelques kilomètres de Ludesch. Quand il a décidé de construire un centre communal, son maire s'est tout naturellement inspiré de l'expérience de sa grande voisine, en essayant d'aller encore plus loin. Ce nouvel équipement exemplaire est lui aussi construit en sapin local et énergétiquement très efficace, mais c'est en plus le premier bâtiment en bois de quatre niveaux du Land ! Une des raisons qui lui ont valu en 2009 un des prix de la construction en bois du Vorarlberg.

### Tout en bois, même la cage d'ascenseur

Le centre communal de Sankt Gerold comprend, outre la mairie, un jardin d'enfants, un lieu de rencontres mères et enfants, des espaces pour les associations et une petite épicerie vendant surtout des produits locaux. Dans ce contexte alpin, avec de fortes épaisseurs de neige en hiver, la mairie souhaitait une toiture à double pente. Pourtant, lors du concours sur esquisse, quatre des cinq équipes invitées ont proposé un toit terrasse. Mais Andreas Cukrowicz, un des deux architectes de l'agence retenue, leur a promis : "Ce sera la boîte la plus sexy du Vorarlberg !"

Tout est en bois, même la cage d'ascenseur. Le sapin blanc qui a servi à la construction (structure, bardage, aménagement intérieur) a été prélevé sur le territoire de la commune. Une attention particulière portée au sciage de la grume permet d'éviter les déformations : dans les planches "sur quartier", les cernes sont quasiment parallèles. Le bois n'a subi ni traitement ni finition, même pas pour les lames du parquet. Un choix assumé : personne n'est gêné par les quelques taches que la peinture utilisée par les enfants a laissé sur le sol en bois brut de l'école maternelle.



### Eco-matériaux et économies d'énergie

Le bâtiment est très compact pour répondre facilement aux exigences Passivhaus. Ses besoins annuels en chauffage s'élèvent à 10,5 kWh/m<sup>2</sup> habitables (en énergie finale), les simulations PHPP prévoyant des besoins en énergie primaire de 68 kWh/m<sup>2</sup>/an. La ventilation mécanique double flux pulse l'air neuf au pied des baies à travers des grilles en bois alors que l'air vicié est extrait en plafond. Les calories de l'air extrait servent à chauffer l'air neuf grâce à un récupérateur de chaleur rotatif à très haut rendement (87%), le complément nécessaire étant assuré par des sondes géothermiques. Une gestion technique centralisée (GTC) permet d'optimiser les besoins. Au-delà de la volonté d'économiser l'énergie nécessaire au fonctionnement du bâtiment, l'utilisation d'éco-matériaux a fait l'objet, comme à Ludesch, d'une réflexion approfondie. L'isolation est constituée de 30 centimètres de laine de bois auxquels s'ajoutent 4 centimètres de laine de mouton. Bien sûr, les matériaux ne contiennent pas de gaz fluorés CFC ni HCFC. Ici, même les câbles électriques se passent de PVC. Cela entraîne un surcoût de 40% sur le matériel électrique, mais reste négligeable au regard du budget total du bâtiment. Grâce à ces mesures, les occupants profitent d'un air plus sain, l'énergie grise est nettement plus faible et l'empreinte écologique du bâtiment plus légère.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse: 6700 Sankt Gerold.

Programme: centre communal (mairie, jardin d'enfants, salle des associations, épicerie)

Réalisation: 2009.

Maîtrise d'ouvrage: Commune de Sankt Gerold. Maîtrise d'œuvre: *cukrowicz.nachbaur*, Bregenz.

Surface: 570 m<sup>2</sup> habitables.

Coût des travaux: 1.870.000 euros HT plus 330.000 euros HT d'aménagements extérieurs.





ERNST  
SUMMER  
1800-1873

MARTINA  
SUMMER  
1800-1873





Le prieuré de Sankt Gerold, niché dans un petit village de la Grasse Walsertal, est un symbole de la spécificité sociale et culturelle du Vorarlberg.

## Prieuré de Sankt Gerold. Un lieu de rencontres, thérapie et spiritualité

A travers son architecture et les activités qui y sont proposées, le prieuré de Sankt Gerold est le meilleur symbole de la spécificité culturelle et sociale du Vorarlberg. Ce monastère niché au milieu de la Große Walsertal, dont la fondation remonte à 960, est rattaché à l'abbaye bénédictine suisse de Einsiedeln. Le Père Nathanael Wirth, installé à Sankt Gerold avec quelques moines helvétiques depuis 1958, a non seulement rénové les bâtiments qui tombaient en ruine, mais insufflé une nouvelle vie. Ses objectifs sont ambitieux : "Avec des activités dans le domaine de la culture, de la formation, de la gastronomie et de l'hippothérapie, nous souhaitons toucher tous les sens de ceux qui viennent vers nous. Cette expérience peut les aider à retrouver leur nature profonde et donner ainsi du sens à leur vie."

### Des amis généreux

Le Père Nathanael a créé à Sankt-Gerold une "antithèse à la frénésie de notre temps" et propose dans un paysage idyllique une retraite apaisante "pour les bons et les mauvais jours" : des manifestations culturelles, des séminaires, un hébergement simple mais chaleureux, des repas composés de plats régionaux cuisinés avec des produits du terroir. Grâce à la fondation Oase 2000, ceux qui vivent une étape difficile de leur vie mais n'ont pas les moyens de s'offrir des vacances sont accueillis gracieusement, sans formalités. Le prieuré de Sankt Gerold est aussi un espace de rencontre entre l'homme et l'animal : l'hippothérapie y permet à des enfants et des adultes handicapés de s'épanouir au contact de poneys. L'engagement du prieuré, inspiré par une spiritualité œcuménique, est basé sur la solidarité. Ses actions sont soutenues par des dons en argent ou en nature : des musiciens jouant gracieusement, des peintres et



sculpteurs offrant une de leurs œuvres, des bénévoles participant à l'intendance. C'est en tant qu'"ami du prieuré" que le spécialiste de la construction en terre Martin Rauch a réalisé le mur du cimetière et la restructuration de la crypte. C'est également à titre bénévole que l'architecte Hermann Kaufmann et l'ingénieur Konrad Merz ont conçu l'écurie et le manège, une construction en bois vitrée sur trois côtés pour profiter du paysage.

### Un manège à la structure en bois et acier

On reconnaît la "patte" de Konrad Merz dans la plupart des bâtiments en bois remarquables du Vorarlberg. Cet ingénieur d'origine suisse, ancien collaborateur de Julius Natterer, a contribué en 1997 à deux projets expérimentaux d'Hermann Kaufmann : la résidence Ölbündt et le manège du prieuré de Sankt Gerold. La charpente tridimensionnelle qui couvre le manège franchit sans appui intermédiaire 16 mètres de portée avec six fermes arborescentes sous-tendues par des tirants en acier. Le plafond en planches est directement posé sur les pannes, espacées de 2,60 m. La structure est contreventée dans le plan de la toiture et au niveau de la façade par des croix de Saint-André. Les poteaux articulés à la base, sur lesquels repose la charpente, reprennent également les efforts du mur rideau, qui dégage devant les cavaliers un vaste panorama alpin. Le prieuré, impliqué dans la protection de l'environnement, est partenaire depuis 2002 de la Réserve de biosphère de la Große Walsertal.

#### FICHE TECHNIQUE

Adresse : 6700 Sankt-Gerold.

Programme : manège pour l'hippothérapie

Réalisation : 1997.

Maîtrise d'ouvrage : Propstei Sankt-Gerold. Maîtrise d'œuvre : Hermann Kaufmann, Schwarzach.

Bureau d'études bois : merz kaufmann partner, Dornbirn. Surface : 600 m<sup>2</sup>.





# PIERRE LAJUS

ANCIEN ARCHITECTE-CONSEIL

ANCIEN DIRECTEUR-ADJOINT DE L'ARCHITECTURE AU MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT



## Entre Paris et Dornbirn

### Comment réinventer les ACE ?

Pourquoi sommes nous réunis aujourd'hui à Dornbirn, en Vorarlberg, ce samedi matin ?

Pas seulement pour aller admirer la belle maison en terre de Martin Rausch, ou les passivhaus de bois d'Hermann Kaufmann ou de Hubert Koch. C'est aussi pour comprendre comment ces architectures ont pu naître dans ce pays, pour découvrir quelles politiques publiques ont permis de rendre usuelles dans tout un land les pratiques efficaces de l'architecture éco-responsable que nous admirons.

Nous venons d'un pays où l'architecture va mal. Elle ne pèse plus que 16% dans les critères d'évaluation des projets en "Partenariat Public-Privé", derrière les 20% attribués à la fonctionnalité... et surtout les 35% réservés au prix<sup>1</sup>. Nous vivons aujourd'hui sous la loi des marchés, qui se préoccupe peu de celle de l'intérêt public de l'architecture. Nous venons d'un pays où l'Etat se dégage de ses responsabilités traditionnelles. Cette année, il supprime 16 000 postes d'enseignants. La révision générale des politiques publiques aurait dû en toute logique mettre fin aux contrats de ces 100 agents non-titulaires de l'Etat à temps partiel, les architectes-conseils de l'Etat, dont ni les directeurs départementaux des territoires (et de la mer) (DDT(M)), ni les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et ni les directeurs régionaux des affaires culturelles (DRAC) ne savent plus trop que faire, car ils voient tous les jours leur autorité s'amoindrir ou disparaître au profit de celle des collectivités territoriales.

Or c'est cette autorité qui était à la source de la mission des architectes-conseils de l'Etat auprès d'eux. Cette autorité qui, le rappelait récemment Marcel Gauchet à propos de l'éducation<sup>2</sup>, s'est référée longtemps à deux modèles : "le modèle de la religion (puisque les mystères de la foi vous échappent, remettez-vous en au clergé)", et les architectes faisaient partie de ce clergé-là. Et "le modèle de l'armée

(chercher à comprendre, c'est déjà désobéir)" qui imposait l'exécution sans discussion. Et les architectes-conseils de l'Etat étaient bien de ce côté-là de l'autorité, puisqu'ils s'étaient constitués en "corps", à l'image du corps des ponts-et-chaussées, et que, bien que seulement conseillers de ces ingénieurs en chef, ils se voyaient souvent plutôt comme des architectes-en-chef dictant les bonnes conduites à leurs confrères.

Aujourd'hui ce monde là s'est écroulé... et les architectes-conseils de l'Etat sont toujours là.

Mais s'ils veulent perdurer, ils doivent justifier leur utilité, et ils doivent en fait réinventer leur mission.

Cristina Conrad, dans son adresse de l'année dernière au ministre de l'Ecologie, de l'énergie, du développement Durable et de la mer et au ministre de la culture et de la communication, ouvrait déjà quelques pistes.

Les architectes-conseils de l'Etat, présents deux à trois jours par mois dans chaque département, constituent un système de veille permanent de la qualité architecturale et urbaine sur l'ensemble du territoire. Ils pourraient être stimulés à être davantage interactifs, à signaler à leur association les dérapages les plus choquants de cette "France moche" des giratoires et des entrées de villes que dénonçait il y a peu Têlérama, ainsi que les expériences les plus exemplaires. L'association elle-même, le "corps des architectes-conseils de l'Etat", s'appuyant sur cette "intelligence collective", pourrait avoir l'initiative de propositions de mesures à prendre par les pouvoirs publics, et participer davantage aux travaux de l'administration centrale, pour y rendre présentes auprès des ingénieurs les dimensions sensibles, historiques, politiques, sociales et culturelles de l'architecture.

Une autre voie d'action pourrait être, dans les départements, la mise à disposition des architectes-conseils de l'Etat auprès de collectivités territoriales qui souhaiteraient faire appel à ces experts pour une aide à la décision. Cette

extension de mission devrait voir sa déontologie et ses modes de rémunération régulés par le corps et l'administration centrale.

1. PPP du "Pentagone Français" à Balard

2. le Monde samedi 3 septembre 2011

Conseillers de l'administration d'Etat, vous pourriez aussi intervenir de façon plus large dans la "gouvernance à 5" que préconisait le Grenelle de l'Environnement en associant aux décisions les collectivités territoriales, les entreprises, les syndicats et les associations. Plus que conseillers, vous pouvez être médiateurs entre ces diverses instances, animateurs de réflexions collectives et de projets partagés.

C'est à un projet d'élaboration de ces nouvelles missions que devrait vous conduire la réflexion sur les acteurs, les stratégies, les outils et les régulations pour des territoires durables qui a été menée dans les trois ateliers d'hier, réflexion dont nous allons prendre connaissance maintenant.

A Dornbirn, à Paris, à Rennes ou à Carpentras, la mission des architectes-conseils de l'Etat est à réinventer.





Les textes et les images de ce document sont uniquement destinés à cette brochure. Leur reproduction pour d'autres propos est interdite.

Plusieurs textes ont été recomposés à partir d'extraits du livre "L'architecture écologique du Vorarlberg : un modèle social, économique et culturel", édition Le Moniteur 2009.

Certaines illustrations des chapitres des séances plénières sont extraites de documents fournis par les orateurs.

Tous droits de reproduction réservés  
© Corps de architectes-conseils de l'Etat

Les photographies de cet ouvrage sont principalement de :

- Dominique Gauzin-Müller
- Marie Duval
- Corps des architectes-conseils de l'Etat
- Revue EcologiK

Certaines photographies sont extraites des sites suivants :

- [http://lochau.baumschlagler-eberle.com/?img=/web-site/uploads/images/04/1200x/be\\_back\\_4.jpg?v=1#!/de/projekte/martinspark-hotel](http://lochau.baumschlagler-eberle.com/?img=/web-site/uploads/images/04/1200x/be_back_4.jpg?v=1#!/de/projekte/martinspark-hotel)
- <http://www.dietrich.untertrifaller.com/>
- <http://www.inatura.at>
- <http://www.fink-thurnher.at/index.html>
- <http://www.cn-architekten.at/bauten/feuerwehr-kulturhaus-hittisau-b/240>
- <http://mimoa.eu/projects/Austria/Bregenz/Kunsthau%20Bregenz>
- <http://www.ritsch-baukunst.at/>
- <http://www.hermann-kaufmann.at>
- <http://maps.google.fr/>



Achévé d'imprimer en février 2012  
Imprimeries Sipap Oudin à Poitiers  
Sur papier couché demi mat garanti PEFC



# BIBLIOGRAPHIE

Les principales réalisations sont présentées avec des photos, des plans et des textes (en allemand) sur le site de l'Institut d'architecture autrichien. L'Institut d'architecture du

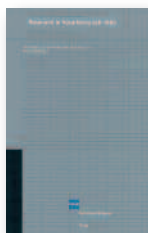
Plusieurs monographies en allemand et en anglais de l'éditeur autrichien Springer sont consacrées aux agences les plus connues : Carlo Baumschlager et Dietmar Eberle, Hermann Kaufmann et Christian Lenz, Helmut Dietrich et Much Untertrifaller, Marte & Marte.

En France, plusieurs œuvres des Baukünstler ont été présentées : dans Séquences bois, la revue du Comité national pour le développement du bois et dans le n° 130 de la revue D'Architectures en juin 2003. Le travail de l'ingénieur Konrad Merz a été mis en valeur dans le Moniteur des tra-

Vorarlberg et l'office de Tourisme de Bregenz ont préparé un petit guide avec des réalisations remarquables (pdf à télécharger sur le site [www.vorarlberg-tourism.at](http://www.vorarlberg-tourism.at)).



vaux publics et du Bâtiment (n° 5086, 18 mai 2001) et dans D'Architectures (n°128, avril 2003). Plusieurs réalisations du Vorarlberg sont présentées dans deux numéros de Techniques & Architectures consacrés à l'architecture en bois (n° 476 et 477 février et avril 2005).



Otto Kapfinger, commissaire de l'exposition de l'Institut Français d'Architecture "Une provocation constructive", a publié chez Hatje-Verlag en 1998 un guide intitulé "Baukunst in Vorarlberg seit 1980" qui présente 260 réalisations construites dans le Vorarlberg entre 1980 et 1997.

Les projets des Baukünstler occupent une place importante dans les livres de Dominique Gauzin-Müller publiés aux Editions du Moniteur : L'architecture écologique (2001), 25 maisons en bois (2003), 25 maisons écologiques (2005). Son dernier ouvrage leur est entièrement consacré : L'architecture écologique du Vorarlberg, un modèle économique, social et culturel (2009).

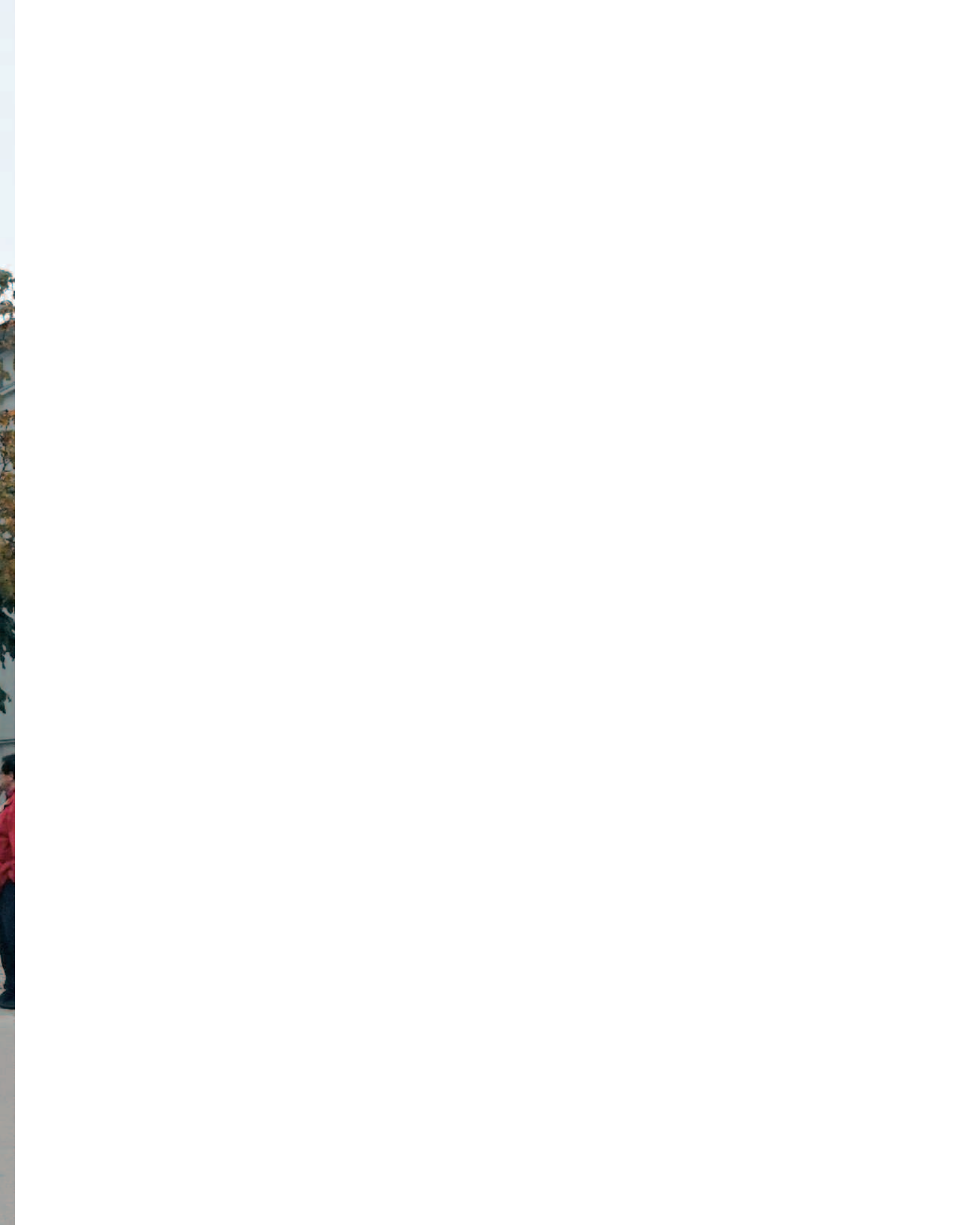


"Haus Rauch - Ein Modell moderner Lehm Bauarchitektur / The Rauch House - A Model of Advanced Clay Architecture", Birkhäuser Verlag 2011.



FREE AI WEIWEI





Dans la région du Vorarlberg, la démarche éco-responsable de toute une société, portée par plusieurs générations et incarnée dans une culture partagée, a permis l'émergence d'aspirations issues d'une réflexion critique, un renouvellement des idées et des comportements.

Au-delà de la découverte d'un mode de vie et de production du cadre bâti, au-delà de la rencontre avec des acteurs divers impliqués localement, au-delà d'une image idyllique parfois véhiculée par les médias, le séminaire s'est centré sur l'approche des conditions spécifiques qui ont permis ce foisonnement inventif, caractérisé par une grande modestie individuelle mais une ambition collective étonnante.

*Luc Weizmann*

*Président du corps des architectes-conseils de l'Etat*

Image de couverture

Visite des architectes-conseils au Kunsthaus de Peter Zumthor à Bregenz, lors de l'exposition de Ai Weiwei.

